

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

BONAPARTE

ET LE

CODE CIVIL

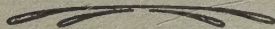
THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 1^{er} Décembre 1934, à 13 heures 30

PAR

PIERRE VILLENEUVE DE JANTI

PRÉSIDENT : M. RIPERT, Professeur.
SUFFRAGANTS : M. PETOT, Professeur.
M. NIBOYET, Professeur.



PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON & Cie
160, RUE SAINT-JACQUES

1934

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

**BONAPARTE
ET LE CODE CIVIL**



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551618_0086

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

BONAPARTE ET LE CODE CIVIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 1^{er} Décembre 1934, à 13 heures 30

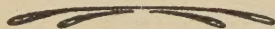
PAR

PIERRE VILLENEUVE DE JANTI

PRÉSIDENT : M. RIPERT, Professeur.

SUFFRAGANTS : M. PETOT, Professeur.

M. NIBOYET, Professeur.



PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON & Cie
160, RUE SAINT-JACQUES

1934



AVANT - PROPOS

Plus la vérité toute entière sera connue, plus Napoléon sera grand. (STENDHAL).

Bonaparte législateur, voilà, semble-t-il, sujet fort vieillot, et de bien peu d'intérêt en des temps si troublés ! Pourtant, il n'est pas sans charme ni sans utilité de se pencher sur les vestiges d'un glorieux passé.

De plus, l'analogie de notre époque avec le Consulat est frappante ; rien ne saurait être plus d'actualité, pour des esprits affamés d'autorité, que d'attarder sa pensée sur Napoléon « professeur d'énergie ».

Son Code civil, vieux de 130 ans, demeure vigoureux sur ses bases essentielles, bien qu'on ait tenté de le rénover totalement lors de son centenaire. Il convient d'être reconnaissant à l'homme qui sut, par des procédés rationnels, réaliser une œuvre forte et claire. « Le secret en est le même aujourd'hui qu'il y a cent ans : c'est, à la tête de l'Etat, une pensée ambitieuse des grandes choses, en faisant sa gloire, capable de choisir les spécialistes compétents pour les réaliser, et maîtresse, parce que durable elle-même, de leur donner le temps de les accomplir » (1).

De ce rôle de Bonaparte, on ne parle plus guère que dans les réunions féministes pour attribuer les sévérités du Code à sa misogynie, ou encore dans les manuels, en trois lignes généralement inexactes ; cependant, bien qu'on affirme « que de l'élaboration du Code et de la part qu'il y a prise,

(1) De Roux, *Rev. Hebd.*, 1921, p. 334

on a tout dit », en réalité, jamais matière ne suscita plus d'erreurs, et chez les auteurs les plus sérieux.

Sujet limitrophe du droit et de l'histoire, il a été traité avec imprécision et négligence par des écrivains amenés sur un terrain peu familier et d'aspect aride ; des quelque quatre-vingt mille ouvrages parus sur Napoléon, un millier à peine parlent du législateur, et encore innombrables sont les inexactitudes et les affirmations hasardeuses qui s'y rencontrent.

Certes, il n'est guère aisé d'étudier une matière de second plan, et peu favorisée pour les sources : les archives du Conseil d'Etat ont brûlé à la Commune, et avec elles ont disparu les précieux procès-verbaux de la discussion du Code, dont une partie demeurait inédite.

Nos recherches personnelles aux Archives, dans différents Ministères et à l'Imprimerie Nationale sont demeurées vaines.

Heureusement, la majeure partie de ces procès-verbaux avaient été publiés, seuls 19 environ restaient inédits ; des fragments de ces derniers ont été donnés par Locré, ancien secrétaire du Conseil d'Etat, qui, devenu besogneux sous la Restauration, exploita alors ses documents particuliers.

Des mémoires des contemporains, les principaux pour notre étude, ceux de Cambacérès, sont encore conservés dans les archives de la famille ; heureusement, divers historiens, Thiers, Boulay et surtout Vandal, en ont donné de suffisants extraits (d'ailleurs, le Second Consul, très infatué de lui-même, y exagérait fortement son rôle dans la confection du Code).

Thibaudeau, fort précieux, n'assista pas à toutes les

discussions ; Miot, Pelet de la Lozère n'entrèrent au Conseil qu'après les séances les plus intéressantes.

Encore faut-il vérifier soigneusement les affirmations des témoins ; ainsi Locré parle de 102 séances consacrées au Code, alors que d'après les procès-verbaux officiels et ses propres ouvrages, il y en eut 106 ; de plus, dans le désir de donner plus d'intérêt à ses ouvrages, il prête à Bonaparte des visées personnelles ; ainsi dans sa vieillesse, Maleville, déplorant l'oubli fâcheux où l'on tenait dès l'Empire les rédacteurs du Code, en établit une liste incomplète.

En dehors des témoins oculaires, règne l'imprécision la plus totale ; Bourrienne et Fain, les propres secrétaires du Premier Consul, ne rapportent que des faits vagues ou inexacts (au surplus, les *Mémoires de Bourrienne* ont été rédigés par Villemarest d'après les notes de Bourrienne ; malgré leur caractère douteux, on a cru pouvoir en citer quelques passages semblant authentiques) ; quant à la duchesse d'Abrantès, cite-t-elle une anecdote à propos du Code, elle l'emmaillotte des plus invraisemblables détails.

Sous l'Empire, la louange du Consul législateur était continuelle ; Napoléon disait lui-même ironiquement en montrant le trône : « Convenez qu'on a facilement de l'esprit sur ce siège là » ; mais, l'aigle abattu, vinrent les controverses et les détracteurs.

Fain s'écriait déjà : « avec les probabilités et les conjectures, on étoufferait les faits les plus avérés. Les uns sont apologistes avérés, les autres censeurs injustes » (1). Et Méneval remarquait que « des écrivains, animés d'ailleurs d'intentions droites, lui ont prêté des actions, un langage,

(1) P. 281

des habitudes qui tendent à faire de cet homme extraordinaire un personnage de convention », et il ajoute : « je n'ai pas la prétention de ne révéler que des secrets ; le gouvernement de Napoléon en a eu moins qu'on ne suppose » (1).

La littérature napoléonienne du xix^e siècle n'a que trop appliqué le précepte de Sainte-Beuve : « Respectons en histoire la chose jugée et saluons la statue ». A notre époque, sous prétexte de synthèse, nombre d'écrivains, dédaignant les sources, se lancent en pleine élucubration ; ainsi, Bonaparte devient « la face de Dieu dans les Ténèbres » et « l'homme de l'Atlantide » pour les uns, et pour quelques autres « un prodigieux imbécile, un Picrochole réalisé ».

Certains voient dans le *ens realissimum* de Nietzsche un sublime poète pour son lyrisme au Conseil d'Etat, aux discussions du Code, « on a essayé d'en faire un humain », écrit Delteil. « Monumentale erreur ! Humaniser un Dieu, c'est l'amoindrir ».

Comment, devant ces divagations, ne pas se remémorer cette pensée de Bonaparte : « les livres font trop raisonner pour ne pas corrompre... en déshabituant du Fait » !

Le Code civil n'a pas été moins malmené que son illustre réalisateur ; à la fin du xix^e siècle, il n'était plus que « la compilation Portalis et Cie » et « la Révolution ramassée en 2.000 articles au commandement du Premier Consul » ; n'a-t-on pas parlé, même, d'une « guerre de Religion menée au xix^e siècle par les juristes » !

La littérature spéciale sur le rôle de Bonaparte dans le Code est cependant des plus restreintes ; c'est l'éloquence judiciaire officielle qui ouvre la marche, sous le Second

(1) T. I, p. X et XI

Empire, avec le discours de de Royer sur Tronchet en 1853, et de Nicias Gaillard sur le Premier Consul en 1855.

L'académie de législation de Toulouse mit deux fois ce sujet en concours ; en 1864, ses deux lauréats, A. Madelin et surtout H. Pérouse, présentèrent des ouvrages de premier ordre ; trente ans plus tard, c'est M. Jac qui remporta la palme.

Ces livres sont fort bien faits, ce qui ne veut pas dire qu'ils aient épuisé le sujet, ni même qu'ils y aient prétendu ; l'œuvre de Pérouse a fort vieilli du point de vue historique, car d'innombrables et précieux documents n'ont cessé d'être publiés sur le Consulat, et notamment l'admirable *Avènement de Bonaparte* de Vandal.

De même, pour les deux autres livres qui étudient plus la législation napoléonienne que le rôle de l'homme, les importants remaniements qu'ont subi dans le dernier demi-siècle de multiples institutions juridiques : divorce, adoption, paternité, nationalité, etc..., ont réduit à néant leurs judicieuses comparaisons avec l'époque actuelle.

Une petite plaquette parue à Amsterdam en 1883, une brochure récente de M. Savatier, sans oublier les études si fouillées de M. Sabatier, voilà à peu près tout ce qui a été publié sur la matière.

En 1838 parurent dans la *Gazette des Tribunaux* une série d'articles d'« un ancien auditeur au Conseil d'Etat » sur la discussion du Code civil ; récits vivants et colorés, infiniment séduisants s'ils étaient véridiques.

Seulement on les retrouve textuellement, à quelques mots près, dans *Napoléon au Conseil d'Etat* de Marco de Saint-Hilaire ; ainsi, ces souvenirs cités par quelques auteurs sérieux — bien que la plupart aient flairé l'imposture — ne sont que l'habile arrangement de mémoires

authentiques par un aimable mystificateur qui, né vers 1790, ne siégeait certainement pas au Conseil d'Etat pendant la confection du Code ! F^r Masson, qui a éventé cette supercherie, juge ainsi son œuvre : « 41 volumes, sans compter les journaux, et tout n'y est que roman, sottise et mensonge » (1).

Cette étude, qui est destinée exclusivement aux juristes, ne prétend pas à esquisser une histoire de Bonaparte ou du Code civil, ce qui a déjà été fait par les plus éminents écrivains ; elle ne cherche qu'à exposer avec clarté et impartialité des faits que trop souvent la négligence ou l'esprit de parti se sont plu à embrouiller.

Montrer l'importance du rôle de Bonaparte dans la réalisation du Code ; s'efforcer de suivre séance par séance la pensée du Premier Consul, ses élans grandioses, ses brutalités, et ses incohérences aussi ; prouver par ces incohérences mêmes la spontanéité de ses interventions ; placer enfin l'édification du Code dans l'atmosphère politique qui fut sienne, tels seront les objectifs à atteindre, en s'efforçant de mettre en relief les points les plus controversés à notre époque.

La destination particulière de l'œuvre explique les particularités adoptées ; bibliographie étendue, pour faciliter la tâche des chercheurs ultérieurs ; citations copieuses du Premier Consul et de ses contemporains afin de rendre irréfutables les arguments présentés — comme dit Pérouse, « c'est aussi le meilleur moyen de ne pas dénaturer la pensée qu'on étudie, et de lui témoigner le respect auquel elle a droit » (2), enfin, en annexe, un tableau des séances du Code et une liste des conseillers qui y ont pris part.

(1) *Jadis et Aujourd'hui*, 2^e s., p. 65

(2) P. 42.

Nicias Gaillard, après avoir déclaré qu'il limitait son sujet au seul Premier Consul, ajoutait que sa tâche n'en était pas moins gigantesque : « Je ne puis faire qu'il n'y reste un grand ouvrage et un grand homme : le Code civil et Napoléon, et en y touchant, je crains d'être arbitraire ».

On peut estimer que, la jeunesse préservant de l'arbitraire inévitable qu'impliquent les doctrines et l'expérience (jointe à des études de Droit et à une consciencieuse documentation), ce sujet est à même d'être traité avec utilité par un étudiant.

C'est ainsi qu'en 1797, le lieutenant Napoléon Bonaparte, ambitionnant de devenir l'historien de la Corse, écrivait : « J'ai à peine l'âge... et cependant je manie le « pinceau de l'histoire. Je connais ma faiblesse... mais « peut-être pour le genre d'écrit que je compose, c'est la « meilleure situation d'âme et d'esprit » (1).

(2) *Napoléon inconnu*, I, 184.

CHAPITRE PREMIER

LA TOILE DE PÉNÉLOPE

« Les Codes des peuples se font avec le temps,
« mais, à proprement parler, on ne les fait pas. »
(PORTALIS.)

Il fut un temps où l'on reprochait à Bonaparte de n'avoir fait que reproduire, en l'affadissant et en s'en attribuant toute la gloire, l'œuvre des grands ancêtres de la Convention.

Bien que cette erreur ait été définitivement rectifiée depuis, il est intéressant, avant d'étudier l'œuvre du Premier Consul, de faire ressortir, par l'insuccès des tentatives révolutionnaires, que sans lui le Code civil n'eût sans doute jamais vu le jour.

La codification, que la Royauté s'était avérée incapable de réaliser, était l'un des grands mouvements d'idées du XVIII^e siècle ; les philosophes s'élevaient avec véhémence contre l'extrême complication des lois, incompatible avec le besoin d'uniformité de l'époque. « Nous cherchons dans ce siècle à tout perfectionner ; cherchons donc à perfectionner les lois dont nos vies et nos fortunes dépendent », disait Voltaire ; et Rousseau réclamait « trois codes, tous trois clairs, courts et précis autant qu'il sera possible ».

Par ailleurs, l'œuvre très importante de la Doctrine préparait supérieurement les bases de la future législation : Bourjon, et surtout Pothier complétant Domat, ont été les inspireurs des légistes consulaires ; et déjà paraissent des Codes privés.

Les assemblées révolutionnaires précisèrent cette idée de centralisation ; la loi des 16-24 août 1790 déclare : « les lois civiles seront revues et réformées par la législature, et il sera fait un Code général de lois simples, claires et appropriées à la constitution », et la constitution de 1791 promet « un code de lois communes à tout le royaume ».

C'est la Convention qui s'efforça de réaliser ce beau programme ; sans doute, on est fort revenu de l'enthousiasme de certains historiens du XIX^e siècle sur l'œuvre de cette assemblée ; « en étudiant dans ses détails la psychologie des géants de la Convention, on les a vus très vite s'affaïsser. Ils furent généralement d'une extrême médiocrité » (1).

Parmi une tâche gigantesque, elle n'en sut pas moins accomplir œuvre utile en législation, où, composée de nombreux avocats, elle montra une grande compétence.

Pour lui préparer le travail, dès floréal 1793, le compilateur Rondonneau, secondé par trois chefs de bureaux, trois secrétaires et trente copistes, avait entrepris de collationner l'ensemble des lois — tâche colossale ! Parmi ces scribes, figure le nom de Locré, le futur secrétaire du Conseil d'Etat consulaire. Bien que fort mal logée, cette petite équipe fournit un énorme labeur (2).

En juin 1793, la Convention chargea son Comité de législation de la confection d'un Code civil ; et, dès le 8 juillet, le citoyen Durand-Maillane communiquait au Comité une ébauche si hâtivement mise au point qu'il dut la compléter à diverses reprises.

Le 9 août, au nom de ses collègues (parmi lesquels Berlier), Cambacérés, député de l'Hérault, — qui déclarait

(1) Lebon, *Philos. Révol. franç.*, p. 181.

(2) Arch. Nat., D III, 380.

avoir dépouillé plus de 14.400 décrets¹ en 15 jours avec Merlin, — présentait à l'Assemblée un projet de 797 articles.

La discussion commença et ne comprit pas moins de soixante séances ; « ce n'est pas un spectacle sans grandeur, dit Sévin, que celui de cette assemblée discutant paisiblement un ensemble de droit civil entre deux insurrections ou deux proscriptions » (1).

Mais les vues des Conventionnels s'amplifièrent en des proportions grandioses ; le Comité de Salut Public et la Commission de recensement et de rédaction des lois arrêtaient un « Plan général de classification ».

Envisageant l'organisation, l'action et les moyens du Gouvernement, ce plan ne prévoyait pas moins de vingt-huit codes, depuis la Constitution jusqu'à la comptabilité, en passant par les Emigrés, les Sciences-et-arts, les Routes-et-canaux, les Transports, les Postes, les Messageries, les Fortifications, etc... ; le Code civil venait le sixième, après la législation criminelle, et avant la procédure civile (2).

Devant ces magistrales conceptions, et ayant perdu le charme de la nouveauté, la discussion du projet de Code fut abandonnée ; « on dit qu'elle sentait l'homme du Palais, et on la renvoya à l'examen d'une commission de philosophes » qui ne s'en occupa jamais. L'idée d'un Code n'en subsista pas moins. Se rendant compte de l'impossibilité de faire discuter par une assemblée un projet étendu, on essaya de le réduire au strict minimum ; les légistes « détachèrent les corollaires des règles, les conséquences

(1) P. 104, *op. cit.*

(2) Arch. Nat., AD XVIII, 324.

des principes, et formèrent ainsi un Code qui semblait écrit en style lapidaire » (1).

Ce deuxième projet fut présenté le 23 Fructidor an II (9 septembre 1793) au nom du Comité de législation (comprenant notamment Merlin, Berlier et Treilhard) par son président, Cambacérès. « Ce gros homme poudré, fin, verbeux, retors et considérable, qui, tournant la Révolution en moyens de procédure, en tira les moyens de vivre, opéra sur les marges de la Terreur, toujours prêt à monter encore que lentement, à la tribune, un papier à la main, plus disposé à en redescendre, ne se plaignant jamais d'un délai qui le renvoyait à son cabinet et lui rendait la sécurité » (2).

Il avait cherché à donner une teinte philosophique à son ouvrage, disant notamment : « nos lois ne seront que le Code de la Nature, sanctionné par la raison, et garanti par la liberté... le grand Etre lui-même, soumis aux lois qu'il a établies, n'a commandé qu'une fois, il obéit toujours » (3).

Ce projet de 297 articles seulement « obtint l'assentiment unanime ; on voulut l'adopter de confiance... on reconnut bientôt qu'il ne présentait qu'une sorte de table des matières... » ; bref, on l'abandonna.

Jusque là Cambacérès et Merlin « s'étaient partagé le sceptre de la législation civile à la Convention ». Cambacérès ne tarda pas à être distancé par son rival ; exclu par la Constitution de l'an III comme célibataire, compromis dans l'affaire Lemaître, il dut se retirer, mais put éviter de justesse le mariage, en recourant à son refuge

(1) Thibaudeau, *Convent et D.*, t. 2, p. 148.

(2) *Livre Cent.*, p. XXIII, A. Sorel.

(3) Fenet, I, p. 99 et s.

habituel, c'est-à-dire en présentant en Prairial an III un troisième projet comprenant cette fois plus d'un millier d'articles.

Pas plus que les précédentes, cette tentative ne réussit ; on adopta trois articles, « ce fut le commencement et la fin... Il se présentait toujours quelque objet plus urgent qui obtenait la préférence sur le Code ; le rapporteur était renvoyé au lendemain, et le lendemain il n'était pas plus heureux ». Quoique mal vu par le Directoire, Cambacérès, redevenu simple avocat à Paris, parvint en Prairial an VII à être nommé ministre de la Justice.

Lorsque survint Brumaire, rien n'était réalisé ; du moins sous le Consulat provisoire, la section de législation, avec les conseils de Favard, Grenier, Tronchet, etc..., fit présenter par son président Jacqueminot, le 30 Frimaire an VIII (21 décembre 1799) un projet qui fut simplement publié ; sorte d'inventaire de la législation civile à l'issue de la Révolution.

En effet, dès le 24 Frimaire, les Consuls proclamaient : « Citoyens, la Révolution est fixée aux principes qui l'ont commencée : elle est finie ».

Ainsi donc, là où avait échoué la Royauté, échoua la République.

Les assemblées révolutionnaires, malgré la guerre civile et l'invasion, ont tenté un méritoire effort pour l'unification des lois ; elles ont abattu les obstacles qui avaient gêné la royauté : castes, provinces, etc..., mais leur échec souligne l'impuissance totale des assemblées à réaliser un monument législatif.

Cet échec a deux causes principales, que Thibaudeau a fort bien définies. Tout d'abord n'existaient pas les bases stables sans lesquelles il ne saurait être question de

codifier ; « nos assemblées législatives étaient riches en jurisconsultes. Les lumières n'y manquaient donc pas ; il fallait seulement des temps plus tranquilles, et plus de calme dans les esprits ».

Ensuite, il y avait impossibilité pour une assemblée de discuter rapidement et avec continuité un projet important. « C'était une difficulté presque insurmontable que de faire un Code civil avec deux conseils législatifs où cinquante avocats voulaient dire leur mot sur chaque question, sans compter les orateurs qui n'y entendaient rien, et qui cependant se croyaient obligés de ne pas laisser passer une si belle occasion de faire de l'éloquence. Il était à craindre qu'on ne détruisît l'ensemble d'un si grand ouvrage... et qu'on lui substituât un ouvrage de marqueterie et rempli d'incohérences » (1).

La tentative vaine de refonte du Code en 1904 rend plus évidente encore l'incapacité d'une assemblée à codifier ; il fallait que vînt un dictateur pour imposer silence aux bavards et « mettre une obstination de génie à assurer les conquêtes juridiques de 1789 » (2).

Le travail des assemblées rendit possible le « recueil issu de Brumaire », toutefois faut-il croire avec Edg. Quinet que « c'était les jurisconsultes de la Convention... qui reproduisaient leur œuvre sous le masque du Premier Consul » et que « les travaux collectifs de la Constituante, de la Législative, surtout ceux de la Convention, complétés dans les détails, allaient s'engloutir dans la gloire unique du Premier Consul » (3).

Seule la Convention tenta un réel effort pour codifier ;

(1) Thibaudeau, *Conv. et Dir.*, II, p. 150.

(2) Vallée, *G. Trib.*, 30.10.1904.

(3) *La Révol.*, t. 2, p. 314.

ce travail de base, revu par la commission du code, les tribunaux, le Conseil d'Etat en section de législation et en assemblée générale, et le Tribunat n'a conservé qu'une importance relative dans un monument juridique de plus de deux mille articles.

Quinet ajoutait que le Code apparaissait « sans tradition, sans passé, sans nulle base historique, abstraction pure surgie de terre au commandement d'un grand capitaine. Napoléon a systématiquement effacé la Convention ».

Les auteurs contemporains ont fait beau jeu de ces affirmations ; certes, « les rédacteurs du Code civil trouvaient, soit dans les codifications antérieures, soit dans la littérature juridique, tout préparés, exprimés dans une langue précise et excellente, les principaux éléments de leur œuvre, puisqu'ils voulaient seulement emprunter au passé » (1) ; mais il serait inexact de voir dans le « plus beau fleuron de la couronne impériale » une Bible révolutionnaire.

« Le génie réalisateur de Napoléon fit passer dans la coutume et dans la vie tout ce que l'individualisme délirant du XVIII^e siècle comportait de viable ; il consolida l'esprit de la Révolution » (2), mais cet esprit fut soigneusement passé au crible du bon sens et ramené dans le sillage de la tradition.

« La sagesse de Bonaparte revint aux méthodes raisonnables ; aidé par des juristes pénétrés des principes du « droit français », il put élaborer un Code civil où la Révolution laissa une marque profonde, comme il était naturel, mais qui se rattacha fortement à notre ancien droit. Bourjon et surtout Pothier furent les conseillers préférés

(1) *Livre Centen.*, I, p. 28, Esmein.

(2) Maurras, p. 27 et 106, Napoléon.

des rédacteurs. En somme, le Code civil se présente à nous comme une adaptation aux idées nouvelles nées de la Révolution, des principes du droit parisien et du droit romain » (1).

La tentative d'étouffement de l'œuvre révolutionnaire ne saurait guère être attribuée qu'à Louis XVIII, lorsqu'en 1816, sur le rapport de son « amé et féal chevalier le chancelier de France », il ordonnait la suppression des formules « qui rappellent des temps et des circonstances dont nous voudrions pouvoir effacer jusqu'au souvenir ».

Ce qui n'empêche que, sauf quelques modifications, la Royauté accepta sans critique le Code du Consulat, cadeau de Bonaparte à la France.

(1) Ol. Martin, *Coutume de Paris*, p. 24

CHAPITRE II

UN MARENGO PACIFIQUE

Ratio regni confirmandi. (DUMOULIN.)

L'impossibilité de bâtir sur la base mouvante d'institutions de circonstance, aussi bien que l'incompatibilité entre une réunion d'hommes verbeux et une œuvre minutieuse et étendue, avaient empêché d'aboutir les assemblées révolutionnaires dans leur tâche de codification.

Il appartenait donc au Consulat de parachever leur œuvre ; encore fallait-il qu'il semblât assuré d'une certaine stabilité.

Le vainqueur d'Arcole et de Rivoli vient de s'emparer du pouvoir ; toujours il a cherché à jouer un rôle civil, affectant, avant son départ pour l'Egypte, d'assister avec assiduité aux travaux de l'Institut dont il était membre, flattant ses collègues : « Je sais qu'avant d'être leur égal, je serai longtemps leur écolier ».

A la tête du gouvernement, c'est une nécessité pour Bonaparte d'accentuer encore ce caractère de magistrat civil, pour se différencier des généraux rivaux tant aux yeux du peuple qu'à ceux de l'armée. Lui-même exprimait l'obligation de déguiser sa dictature militaire : « Il ne vous faut point de général dans cette place ; il faut un homme civil. L'armée obéira plutôt au civil qu'au militaire... Un militaire qui n'aurait pas les talents civils ne pourrait être qu'un tyran... le gouvernement civil peut seul être respecté. Premier Consul, je gouverne ; mais ce

n'est pas comme militaire, c'est comme magistrat civil. C'est par les qualités civiles que l'on commande. Une qualité d'un général, c'est le calcul : c'est une qualité civile ; c'est la connaissance des hommes : qualité civile ; c'est l'éloquence, non celle des légistes, mais l'éloquence qui électrise : qualité civile » (1).

Pour ses débuts dans le gouvernement civil, il va s'entourer de conseillers, un légiste : Cambacérès, un administrateur : Lebrun, enfin un groupe de compétences pour les projets étendus : le Conseil d'Etat.

Encore demeure-t-il extrêmement méfiant pour tout ce qui concerne ses nouvelles fonctions. « Il était d'une si grande circonspection, dit Cambacérès (2), qu'on avait peine à le déterminer à signer des arrêts de pure exécution sans les avoir soumis au Conseil d'Etat ».

De même, il revêt parfois un costume de Consul, ou encore celui de conseiller d'Etat.

La réalisation du Code civil était pour Bonaparte un atout important, ce qui explique que l'initiative lui en revienne et qu'il ait poursuivi cette œuvre avec obstination.

« Tout démontre que la refonte des lois civiles était devenue une nécessité politique » (3).

D'abord le Code devait donner à Bonaparte une recrudescence de son prestige personnel. « Un gouvernement nouveau-né a besoin d'éblouir et d'étonner, disait-il à Bourrienne. Dès qu'il ne jette plus d'éclat, il tombe... Les lois, les institutions..., tout cela tombe ; mais le bruit reste et retentit dans d'autres générations » (4).

(1) Rœderer, t. 3, p. 353 et 444

(2) Vandal, p. 167, t. I, Av. Bonap.

(3) Sabatier, p. 32 et 36.

(4) T. 3, p. 214.

Cambacérès nous confirme ce désir de prestige « par dessus tout, une avidité de gloire, le désir de porter jusqu'aux extrémités de l'avenir le retentissement de son nom ». Depuis sa jeunesse, la gloire du héros législateur, qu'il avait vue réalisée en Paoli, le hantait.

Ensuite l'unification des lois répondait à un grand mouvement d'idées de l'époque ; or, la politique de Bonaparte était essentiellement opportuniste : « ma politique est de gouverner les hommes comme le grand nombre veut l'être », confiait-il à Rœderer ; et à Miot, à propos du Concordat, il disait : « Nous avons fini le roman de la Révolution, il faut en commencer l'histoire et voir ce qu'il y a de réel et de possible dans l'application des principes et non ce qu'il y a de spéculatif et d'hypothétique. Suivre une autre marche serait philosopher et non gouverner » (1). Il affirmait d'ailleurs « son respect pour les résultats d'une Révolution qu'il voulait terminer et non désavouer » (2).

« Napoléon, dit Berlier, se montrait tout animé du désir de légitimer sa magistrature par des actes utiles ou pour lui joindre les palmes civiles aux lauriers de la Victoire » (3).

Et Madame de Staël elle-même reconnaît que « toutes les fois que des améliorations contribuaient à ses plans et à sa gloire, il faisait, pour les accomplir, un usage habile » (4).

Pour un gouvernement épris de centralisation, la centralisation législative devait compléter la centralisation administrative.

(1) L. Madelin, *Le Consulat*, *Revue des Deux-Mondes*, 15.6. 1929.

(2) L. Madelin, *Consulat*, p. 39.

(3) *Not. Cod. civ.*, p. 27.

(4) *Rév. Franç.*, p. 75.

Nécessité aussi, pour ce gouvernement de trêve, d'affirmer sa volonté de consacrer les principes de 1789, et aussi de rassurer les acquéreurs de biens nationaux sur la légalité de leur propriété : voici les motifs qui déterminèrent le Premier Consul à jouer ce rôle de codificateur qui lui demeure si particulier.

Certains auteurs ont supposé que c'était sur les suggestions de Cambacérès que Bonaparte se serait préoccupé du Code civil ; ils présentaient le Second Consul comme le patient artisan de l'unification des lois civiles, faisant enfin triompher sous le Consulat les idées qu'il avait soutenues durant toute la Révolution.

La vérité est toute différente ; Cambacérès, que Napoléon définissait à Sainte-Hélène « l'homme des abus, avec un penchant décidé pour l'ancien régime », était parvenu à traverser la Terreur, malgré quelques conjonctures hasardeuses.

Investi du titre de Consul, ce qui flattait son immense vanité, il se montrait scrupuleux dans l'exercice de ses attributions, sans chercher à sortir de son rôle. Jurisconsulte attitré de la Révolution, régicide inspirant confiance aux éléments républicains purs, le Premier Consul avait vu en lui « le légiste discret et changeant qui sera entre ses mains le meilleur auxiliaire du retour aux idées d'ordre et de paix » (1).

D'ailleurs, influencer sur Bonaparte n'était guère facile. « J'écoute tout le monde, mais ma tête est mon seul conseil », répétait-il, il se servait de ses collaborateurs pour transfuser en lui leur expérience ; mais dès qu'il avait exprimé tout leur savoir, il ne s'en préoccupait plus, ne les

(1) Sabatier, p. 36.

considérant que pour leur compétence ; on peut conclure, avec Stendhal, que « personne n'avait de crédit sur Napoléon pour les affaires qu'il pouvait comprendre ».

Non seulement Cambacérès n'a pas incité le Premier Consul à codifier, mais il l'a dissuadé d'entreprendre ce travail de suite ; et il avait deux bonnes raisons pour cela : mépris des médiocrités qu'il avait dû patronner pour sauver sa tête, et prudente réserve pour l'avenir.

Ce régicide aux idées d'aristocrate était peu fier du rôle que la nécessité du temps l'avait obligé de tenir sous la Révolution : « Ma conduite était dictée, je l'avoue, par la peur et la prudence » ; et notamment les lois sur les donations et les testaments lui paraissaient absurdes.

« En un temps où tout le monde était fou, — dit Vandal, résumant les mémoires de l'Archichancelier, — il avait mis son expérience de froid légiste au service des frénésies ambiantes et impassiblement déliré. Rendu maintenant à lui-même, il avait à cœur de redresser ce qu'il appelait avec une haute désinvolture « des résolutions antérieurement décrétées sans discussion et par l'effet de l'intrigue ou de la prévention. » (1)

Puis, le régime consulaire était à la merci d'une défaite ou d'un coup de pistolet : « S'il dure un an, il ira loin », disait Talleyrand de Bonaparte ; la stabilité ne régnait pas plus dans les institutions que dans la politique. Enfin, un procédé aussi profitable à Cambacérès que la préparation du Code, était à exploiter avec modération, dans l'expectative de l'avenir.

La loi organique du Consulat, par son article 14, chargeait les commissions législatives de présenter un projet

(1) Vandal, II, p. 211.

avant de se séparer ; nous l'avons vu, ce fut le Code Jacqueminot, sorte de bilan de l'œuvre révolutionnaire en législation civile.

Les notes de Maret sur le Conseil d'administration de la Justice du 8 Ventôse nous renseignent sur l'initiative de Bonaparte (1).

« Le Premier (Bonaparte) demande l'état du travail sur le Code civil. Le ministre a demandé des fonds pour l'établissement de commissions chargées de préparer ce travail. Le Premier demande un rapport sur l'organisation de ces commissions, lequel sera rendu public et soumis au Conseil d'Etat.

Le Deuxième (Cambacérès) désirerait d'abord quelques lois urgentes et appelées par l'opinion, telles que sur les successions, sur les donations.

Le Premier : faire ces lois et annoncer que la session suivante fera le Code civil. Le ministre y a pensé et va s'en occuper.

Il semble en effet, que la législation n'était pas encore suffisamment au point pour qu'on puisse penser au Code ; « avant qu'il pût être réalisé, il était urgent d'apporter à quelques-unes de nos lois des modifications que réclamait instamment l'opinion publique » (2).

La pensée de Bonaparte, dès les débuts du Consulat, est de réaliser le Code au plus vite ; ne mesurant pas toute l'énormité de l'œuvre à accomplir, il le veut immédiatement ; — sur les remarques de Cambacérès, il doit bien remettre le Code à la session suivante, mais il faudra qu'il soit voté en une session.

Là-dessus, le Consul redevient général ; en France, on

(1) Arch. N., A F, IV, 1249.

(2) Boulay de La Meurthe, p. 133.

suit la campagne avec inquiétude, les intrigues se nouent, on envisage la succession du pouvoir.

Survient la victoire *in-extremis* de Marengo, « baptême de la puissance personnelle » de Bonaparte ; le Consul revient triomphant, et ses manières se font autoritaires.

Il rabroue les conseillers d'Etat, et comme Boulay remarquait qu'il venait au Conseil en uniforme, il répond spirituellement : « Je suis bien parti pour l'Egypte en costume de l'Institut ».

Il ne perd pas de vue le Code, et, dès son retour, dit à Cambacérès : « Vous avez fait plusieurs Codes ; ne pensez-vous pas qu'il serait utile de les refondre et de présenter au Corps législatif un projet qui fût à la hauteur des idées du siècle et digne du gouvernement ? »

Il voulut connaître les projets de la Convention ; Cambacérès les lui remit, non sans quelque embarras, et l'avertissant qu'il y trouverait « des dispositions qui avaient été l'objet d'une forte controverse et d'autres qui semblaient contraires aux principes d'une saine politique et aux règles de la bonne morale ».

Renonçant à diviser le travail préparatoire entre plusieurs commissions, Bonaparte préféra désormais le centraliser entre trois ou quatre personnes d'une exceptionnelle compétence. « Indiquez-moi des hommes qui soient en état de faire ce travail, et rédigez un arrêté. » Ce fut l'arrêté du 24 Thermidor an VIII (1).

Il n'y a donc point à s'y méprendre ; du témoignage même de Cambacérès, c'est bien à la volonté personnelle de Bonaparte que nous devons le Code ; le Second Consul

(1) Alb. Vandal, *Avènement de Bonaparte*, II, 482-483.

n'a fait que prêter sa compétence à l'exécution de ces desseins.

Mais un temps devait venir où, sous l'effet d'une légitime colère, le héros législateur allait interrompre les travaux du Code avec la même vigueur qu'il avait mise à les instaurer ; c'est alors à l'habileté de Cambacérès qu'on dut leur reprise et leur aboutissement.

Le jugement de la postérité ne s'y est pas trompé : « C'est à sa volonté, dit Planiol, que nous devons le Code », et Thiers écrit : « Tout le bien accompli, on l'attribua au Premier Consul, et on avait raison, car, d'après le témoignage de Cambacérès, il dirigeait l'ensemble, soignant lui-même les détails, et faisait encore plus dans chaque partie que ceux à qui elle était spécialement confiée » (1).

Vandal enfin proclame que « ce fut lui qui anima l'œuvre entière et la fit se mettre en train, marcher, aboutir, elle se réalisa toute empreinte de l'esprit qu'il avait imposé à son temps, c'est-à-dire d'une pensée de fusion entre des systèmes divers, et d'une volonté de rapprochement » (2).

Portalès n'était pas si courtisan lorsqu'il assurait que le créateur du Code civil était le Premier Consul ! En tout cas, il s'en montra « l'apôtre », le prêchant partout.

L'opinion est une catin, disait Bonaparte, ce qui n'empêchait qu'il ne mit tout en œuvre pour la satisfaire ; son Code sera moins le reflet de ses idées personnelles que de celles de son époque, dont les grands hommes sont le porte-voix.

Ce désir d'imprimer au Code un caractère nettement républicain, conforme à la mentalité générale et sans doute à ses propres convictions, explique son obstination et ses

(1) *Cons.*, p. 359.

(2) *Av. Bon.*, t. II, p. 486.

manœuvres dans les institutions caractéristiques de la Révolution.

Le moment était-il parfaitement choisi pour légiférer ? Les avis sont partagés, mais favorables en majorité ; M. Planiol, notamment, l'affirme nettement ; Miot, lui, souligne que « l'époque où ce Code vit le jour réunissait toutes les conditions propres à lui assurer cette perfection. Les préjugés anciens étaient détruits, et il ne s'en était pas encore formé de nouveaux. Plus tôt, le Code civil eût été empreint des idées révolutionnaires ; plus tard, lorsque Bonaparte abjura entièrement la Révolution pour revenir à l'antique monarchie, son retour vers le passé aurait introduit dans la rédaction de l'ouvrage les souvenirs du despotisme, de féodalité, et de principes nobiliaires qu'il ressuscita et qu'on ne voit que trop reparaître dans le Code pénal et le Code de procédure criminelle rédigés entièrement sous le régime impérial » (1).

Toutefois, un autre rédacteur du Code, le général Marmont, est d'avis différent : « Le Code... a été l'objet de quelques critiques fondées, et ne les aurait pas méritées s'il avait été fait plus tard. Mais Bonaparte, naturellement pressé de faire, y a consacré le premier moment de repos dont il a pu disposer. Le Code pêche par quelques désaccords entre les dispositions qu'il présente ; on l'a fait sous une République, et il devait servir à une Monarchie. Si on l'eût fait trois ans plus tard il serait parfait » (2).

Ce n'est pas seulement à une monarchie que le Code devait servir, mais à tout le xix^e siècle, tandis que les

(1) Miot, II, p. 102.

(2) Marmont, t. 2, p. 202-203.

révolutions culbotaient les couronnes royales et impériales ; et il continue de nous régir encore.

« Exemple unique dans l'Histoire, la France doit à son plus grand capitaine d'avoir remédié à la confusion et aux contradictions du dédale de lois qui la régissaient » (1).

L'intérêt de Bonaparte se confondait avec ceux de la France, et le travail de ce Titan jetant les fondements, « masses de granit », de la société contemporaine est éminemment grandiose.

(1) Stendhal, I, p. 69.

CHAPITRE III

LE BILAN DE LA RÉVOLUTION

L'arrêté du 24 Thermidor an VIII est trop connu pour qu'il soit besoin de le citer *in-extenso* ; il a été rédigé par Cambacérès, ce qui permit à l'opposition d'émettre d'acerbés critiques de style à son sujet sans paraître s'attaquer au Dictateur.

Le principal reproche, outre quelques inexactitudes de détails, fut que beaucoup pensaient qu'il eût sans doute mieux valu attendre que le calme des esprits soit absolu et que le gouvernement ait amélioré les autres rouages de la vie civile ; toutefois si le Second Consul et ses codes avortés étaient doucement raillés, son choix reçut l'approbation générale.

Les commissaires avaient été désignés parmi la haute magistrature : c'était Tronchet, président de la Cour de Cassation ; Portalis, commissaire général près du Conseil des Prises ; Bigot de Préameneu, commissaire près de la Cour de Cassation ; et comme secrétaire-rédacteur, Jacques de Maleville, membre de la Cour de Cassation.

Ces nominations appellent un certain nombre de remarques ; tout d'abord, on a choisi les plus éminents praticiens, donnant nettement à la confection du Code une allure essentiellement technique opposée à l'essence parlementaire des précédents projets.

Tronchet, consacré plus tard « le premier jurisconsulte de France », sera le grand ouvrier du Code, de même que

Portalis pour le Concordat. Ce sera aussi le grand représentant du Droit Coutumier. C'était un vieux parisien, très alerte malgré ses 74 ans. La défense de Louis XVI et la présidence de la Constituante en 1791 lui avaient conféré un certain prestige ; mais des cordes vocales déficientes l'avaient confiné dans son rôle de praticien, et éloigné des hautes fonctions souvent.

« Ni républicain ni courtisan, nous dit de lui Thibaudeau. Il préférerait la monarchie ; mais, tout en admirant Bonaparte, il le redoutait. Il avait dit dans des réunions de sénateurs : « C'est un jeune homme qui commence comme César et finira comme lui. Je lui entends dire trop souvent qu'il montera à cheval et qu'il tirera l'épée » (1).

A Sainte-Hélène, Napoléon disait du Code que Tronchet en était l'âme, et lui le démonstrateur. « Tronchet, ajoutait-il, avait un esprit éminemment profond et juste ; mais il sautait par-dessus les développements, parlait fort mal, et ne savait pas se défendre » (2).

Egalement Bigot de Préameneu, un breton, membre du Parlement de Bretagne, lui, appuiera le Droit Coutumier ; de mœurs douces et simples, il avait été détenu à Sainte-Pélagie au début de la Terreur avec Lacuée et Muraire, puis, rentré en faveur, était devenu membre de l'Institut et commissaire du gouvernement à la Cour de Cassation (procureur-général).

En face de ces deux hommes, le Droit Romain est défendu par deux méridionaux : Portalis, d'abord, provençal de naissance et ancien praticien d'Aix ; déporté en fructidor, Brumaire l'avait ramené en France et placé au

(1) *Cons.*, p. 245.

(2) *Mémor.*, I, 547, édit. 1895.

Conseil d'Etat... Il était soupçonné, avec quelque raison semble-t-il, d'être « bourbonien » et d'entretenir une correspondance suivie avec les agents des Princes.

Bien qu'on se soit plu à voir en lui un « philosophe chrétien », l'opinion générale est qu'il fut penseur fort médiocre, doué d'une grande souplesse, éminent juriste sans doute, mais aussi bon courtisan et « instrument d'une grande utilité dans une main forte ».

Tandis que le vieux Tronchet défendait obstinément les principes traditionnels, Portalis savait concilier l'expérience et la raison avec le désir de plaire ; son opposition était nuancée et imprécise.

Enfin, le secrétaire de la Commission, Jacques de Maleville, ancien avocat du Parlement de Bordeaux et juriste très estimable, apportait son appoint au droit romain.

La constatation que ces quatre hauts magistrats représentent assez bien la France juridique d'avant 1789, donne à l'arrêté du 24 Thermidor an VIII sa pleine signification.

Ensuite, le savant dosage des juristes d'ancien régime, aussi bien que l'absence de défenseur du droit récent, montre assez qu'il s'agit de filtrer la législation révolutionnaire pour la replacer dans le cadre du droit français traditionnel ; également l'œuvre parlementaire va être expurgée par les praticiens. Il semble, d'ailleurs, que ceux-ci exagérèrent, dans leur projet, le retour aux vieilles institutions.

Revues ensuite par ce groupe de compétences que constitue le Conseil d'Etat, les différentes parties du Code seraient finalement présentées au Corps législatif qui ne pouvait, d'après la Constitution, que les accepter ou les

rejeter en bloc ; la pensée de Bonaparte était donc d'éliminer de la préparation du Code l'élément parlementaire incapable de réaliser un monument juridique.

C'était la manière traditionnelle. « La France du Consulat trouvait aussi dans le passé les bonnes méthodes de codification. On les suivit, et c'est une remarque judicieuse de M. Aucoc, que le Code du Consulat a été rédigé à peu près dans les mêmes formes et par les mêmes organes que les grandes ordonnances de Louis XIV » (1).

Une confirmation de ce désir de retour au droit traditionnel, c'est l'exclusion de la commission de Merlin de Douai, le prince des jurisconsultes révolutionnaires. On a voulu voir là une vengeance de Cambacérès ; au vrai, l'opinion publique se serait insurgée contre cette nomination. Merlin s'était rendu odieux tant par son rôle sous le Directoire que par son mauvais caractère. Barras le définissait : « Un homme à petites vues, à petits arrêtés, et à grandes vengeances ». C'est donc uniquement par les circonstances qu'il faut expliquer l'abstention regrettable d'un juriste dont la réputation était établie dès avant 1789, mais d'esprit trop révolutionnaire pour concourir utilement à une œuvre de transaction. On choisissait, parmi les meilleurs, ceux qui devaient rassurer.

Merlin entra au Conseil d'Etat sous l'Empire, et Napoléon goûtait fort sa science : « Au Conseil d'Etat, confiait-il à Las Cases, j'étais très fort tant qu'on demeurait dans le domaine du Code ; mais dès qu'on passait aux régions extérieures, je tombais alors dans les ténèbres, et Merlin était alors ma ressource ; je m'en servais comme d'un

(1) *Libre Cent.*, Esmein, t. I, p. 18.

flambeau. Sans être brillant, il est fort érudit, puis sage, droit et honnête ; un des vétérans de la *vieille et bonne cause* » (1).

Les Jacobins du Conseil d'Etat, surtout Berlier, regrettaient son absence ; la plupart des contemporains, notamment Rovigo et Bourrienne, ont cru qu'il avait participé au Code.

L'arrêté du 24 Thermidor an VIII chargeait le ministre de la Justice de remettre aux commissaires les projets de la Convention ainsi que celui de Jacqueminot, afin qu'ils puissent les comparer et déterminer le plan le plus convenable à adopter ; ils devaient discuter ensuite, dans l'ordre des divisions qu'ils auraient fixées, les principales bases de la législation en matière civile.

Maleville nous dit : « M. Abrial, en nous communiquant cet arrêté, nous annonça que le Premier Consul désirait que cet ouvrage fût fait le plus promptement possible. Nous nous empressâmes de remplir ce vœu : l'ordre des titres fut bientôt convenu, les matières partagées, les jours de réunions fixées chez M. Tronchet, notre digne Président (82, rue André-des-Arcs ; l'arrêté avait prévu le ministère de la Justice, place Vendôme), pour l'examen de l'ouvrage de chacun des commissaires ; et à force de travail, nous parvînmes à faire un Code en quatre mois. Il fut achevé d'imprimer le 1^{er} Pluviôse an IX » (2).

C'est que Bonaparte ne cessait de les presser : dès le 17 Nivôse an IX les Consuls informent Abrial qu'ils désirent que le projet soit distribué au plus vite : « Ils vous

(1) *Mémor.*, I, p. 1175.

(2) *Anal. C. C.*, p. X.

invitent en conséquence à donner l'ordre à l'imprimerie Nationale de mettre la plus grande activité dans son travail et d'occuper jour et nuit les ouvriers jusqu'à ce que ce travail soit terminé » (1).

Il semble même que, bousculés dans leurs discussions, les commissaires n'aient pu se mettre d'accord sur les détails ; ils durent renvoyer aux Consuls la matière du bail à rente foncière, où ils étaient irréductiblement divisés. La lettre suivante du 18 Ventôse an IX (9 mars 1801) à Maleville en fait foi. « Le Premier Consul a reçu, citoyen, le mémoire que vous lui avez adressé, le 7 de ce mois, sur la conservation du bail à rente foncière. Il a reconnu, dans l'analyse parfaite des motifs qui soutiennent ou qui combattent ce mode de transmission de propriété, l'excellent esprit que vous avez porté dans la rédaction du Code civil. Il a ordonné que votre mémoire fût conservé avec soin pour lui être représenté lorsque la discussion du Code civil amènera l'examen de la matière importante que vous avez traitée » (2).

En effet, ce sujet fut traité à part dans une des dernières séances du Code, et Bonaparte y intervint utilement. Maleville excuse ainsi la hâte de la commission : « Cette célérité, preuve certaine de notre zèle, pourrait bien n'être pas une annonce aussi sûre de la perfection de notre ouvrage ; mais les observations que furent chargées d'y faire les Cours de cassation et d'appel, et la discussion qui en a duré quatre ans au Conseil d'Etat, ont bien suffi pour relever nos erreurs, et notre précipitation n'aurait pu nuire qu'à nous-mêmes » (3).

(1) Arch. N., A. F., IV, 194.

(2) *Corresp.*, t. 7, n° 5453.

(3) *Analyse rais dn Code*, p. X.

Le travail de la Commission fut très important. Elle avait précédé son projet d'un vaste titre préliminaire, majestueux portique que la section de législation du Conseil d'Etat jeta bas.

L'activité du Premier Consul ne se ralentit pas ; c'est d'abord un arrêté du 12 Ventôse an IX (3 mars 1801) invitant la Cour de cassation à nommer une Commission de cinq membres pour discuter le projet et faire des observations. Ce travail doit être présenté dans la première décade de Prairial, soit à peine trois mois de délai.

On trouve en note à l'arrêté du 7 Germinal an IX (28 mars 1801) : « Mettre dans le *Journal officiel* que le Code civil a été envoyé aux vingt-neuf tribunaux d'appel de chaque ressort ; chacun de ces tribunaux doit le faire examiner par une commission de trois membres, et envoyer ses observations avant le 20 Prairial » (1).

Car l'opinion publique est tenue fidèlement au courant de la préparation du Code ; proclamations, journaux y font allusion. « Un Code civil, mûri par la sage lenteur des discussions, protégera vos propriétés et vos droits... le Code civil fut annoncé l'année dernière aux délibérations du corps législatif ; mais le travail s'accrut sous la main des rédacteurs ; les tribunaux furent appelés à le perfectionner, et, enrichi de leurs observations, il est soumis dans le Conseil d'Etat à une sincère discussion. Toutes les parties qui le composent seront successivement présentées à la sanction des législateurs : ainsi cet important ouvrage aura subi toutes les épreuves et sera le résultat de toutes les lumières » (2).

(1) *Corresp.*, t. VII, n^{os} 5431 et 5490.

(2) *Corresp.*, VII, n^{os} 5634 et 5874

D'ailleurs l'opinion tout entière était favorable au code et voyait avec satisfaction la marche énergique des travaux de préparation ; l'émigré Montlosier fut presque le seul à se plaindre avec quelque aigreur : « L'Etat est un camp où l'on admire à chaque pas les dispositions savantes du chef », constatait-il en ricanant. L'allure toute militaire imprimée au Code, le spectacle des légistes marchant au pas de charge excitait l'ironie de l'opposition. « On a raconté, écrit un anonyme, en Floréal an IX, que vers la fin de Messidor, Bonaparte s'étant plaint à juste titre de l'état d'imperfection où demeuraient nos lois civiles, crut pouvoir mettre fin à cette calamité aussi aisément qu'il avait conquis l'Egypte sur les Mamelucks et reconquis l'Italie en domptant les Alpes et affrontant les avalanches. En conséquence, le héros fit venir trois ou quatre des premiers hommes de jurisprudence romaine et française et leur demanda un Code civil pour le premier de l'an » (1) !

Ainsi la législation civile de la Révolution avait été, sur l'ordre de Bonaparte, unifiée et rectifiée par des praticiens ; sous la surveillance effective et sévère du Premier Consul, cette révision avait été soumise à l'ensemble du Corps judiciaire français : on pouvait donc estimer que, du point de vue purement technique, elle avait acquis une valeur suffisante.

Toutefois, avant d'être soumise en bloc — et pour la forme, dans l'esprit du Consul — à « la sanction des législateurs », il faudra que l'œuvre juridique passe au crible du bon sens ; le Premier Consul assisté d'un conseil de

(1) Arch. Nat., AD, II, 51.

sages, examinera la valeur pratique du travail des juristes.

Car c'est toute l'organisation sociale de la nation française qui est en jeu ; aussi comprend-on que l'intérêt politique se soit emparé de ce sujet d'ordre juridique.

CHAPITRE IV

LA PENSÉE CONSULAIRE EN DÉLIBÉRATION

Une première phase de la réalisation du Code est franchie ; sous l'impulsion de Bonaparte, l'œuvre révolutionnaire a été unifiée, et aussi fortement édulcorée par les praticiens ; maintenant commence la phase la plus importante, la phase politique ; le Code va suivre toute la filière législative, et celle du Consulat est fort complexe.

Si le travail entrepris n'avait été que la classification des lois antérieures, il eût peut-être suffi d'un arrêté, ou d'un sénatus-consulte ; mais en fait il s'agissait d'une réorganisation de la législation civile, conforme à la société nouvelle qui s'établissait sur les ruines de la Révolution.

Les juristes ne pouvaient donc statuer seuls, et, d'autre part, Bonaparte entendait bien ne laisser aux bavards du Tribunat et du corps législatif qu'un pur rôle de ratification ; au surplus, les membres de ces Assemblées, choisis en hâte par Siéyès dans les jours de Brumaire, étaient une représentation très imparfaite de la France de 1801.

C'est donc l'examen par le Conseil d'Etat, sous la présidence du Premier Consul, du travail de base fourni par la magistrature, qui forme la partie essentielle des travaux préparatoires du Code.

Le Conseil d'Etat, malgré des origines très lointaines, présentait sous le Consulat une physionomie toute particulière ; c'est que le jeune général devenu premier magis-

trat civil a dû s'appuyer, pour son entreprise de reconstruction de la France, sur un groupe d'hommes capables et honnêtes.

Quels que soient le génie du Premier Consul et son extraordinaire puissance de travail, il faut, pour sa tâche colossale, qu'il trouve dans chaque domaine de l'Administration des avis autorisés et impartiaux pour servir de base à ses décisions.

Bourrienne a publié certaines des listes qui furent présentées au Consul pour les premières nominations de conseillers ; on y voit que, dédaignant les appréciations politiques dont on avait cru devoir auréoler les candidats, Bonaparte ne distingua que le mérite et l'intégrité.

La place était singulièrement recherchée, comprenant la participation à tous les grands projets du gouvernement et la fréquentation continuelle des Consuls ; et ce n'était pas trop de quarante hommes pour scruter les innombrables problèmes de l'heure, et élever les bases de la société nouvelle.

« Nulle assemblée, dit Beauverger, ne pouvait représenter mieux que le Conseil d'Etat d'alors le passé et le présent, la théorie et la pratique, les différentes sources du droit, les besoins et les opinions de la France » (1).

Dès le 25 décembre 1800 — Noël sous l'ancien régime ! — Bonaparte installe le Conseil d'Etat au Luxembourg, et, lorsqu'il vint habiter les Tuileries, le Conseil l'y suivit pour rester sous sa main. Il fut logé dans l'aile droite du château, entre les pavillons de l'Horloge et de Marsan, en une série de pièces d'entresol, qui avaient servi d'anti-chambres et de coulisses à la Convention.

(1) *Op. cit.*, p. 200.

Les conseillers, en traversant la cour du Carrousel qu'on aménageait, pouvaient contempler maintes traces de la Terreur ; ils parvenaient par des portes latérales à la salle des séances, pièce parallèle à la chapelle, éclairée par quatre hautes fenêtres sur le Carrousel, et qui avait été la salle de la Liberté, où s'étaient déroulées quelques scènes tragiques de la Révolution.

Une nouvelle décoration avait été posée hâtivement ; les petites tables des conseillers mises bout à bout, formaient un grand fer à cheval, à l'extrémité duquel se trouvait une estrade réservée aux Consuls. Devant l'estrade, deux petites tables à part, l'une pour le ministre de la Justice Abrial et plus tard le Grand-Juge Régnier, l'autre pour Locré, le secrétaire rédacteur du Conseil.

Le Premier Consul se rendait aux séances par les salons de réception et le grand escalier de la chapelle, accompagné souvent de conseillers et annoncé par un roulement de tambour ; les autres Consuls y venaient du pavillon de Flore et de l'hôtel d'Elbeuf où ils demeuraient.

C'était un va et vient continuel, entre le cabinet des Consuls et les locaux des sections, de conseillers affairés, un rapport sous le bras, fatigués par les veilles et craintifs souvent.

Bonaparte prenait connaissance personnellement de tous les projets qui étaient examinés par le Conseil et discutait longuement avec les rapporteurs, entrant minutieusement dans les détails.

Le projet de Code étant revenu annoté par les Cours de cassation et d'appel, les commissaires eurent de fréquentes entrevues avec les membres de la section de législation afin de préparer les séances de l'Assemblée générale. « L'été de 1801, dit Berlier, fut mis à profit pour l'avan-

cement des travaux préparatoires du Code. Les observations des Corps judiciaires y étaient recueillies et méditées à mesure qu'elles arrivaient, et les conférences de la section de législation avec les auteurs du projet primitif avaient lieu tous les jours (1). La section de législation examinait d'abord chaque titre en notre présence ; lorsqu'il était approuvé, ou qu'on y avait fait les changements que la majorité avait jugé convenables, ce titre s'imprimait, et il était distribué à tous les conseillers d'Etat » (Maleville, p. XI).

Aucun document n'a subsisté des travaux de la section de législation, et d'ailleurs Bonaparte n'y prit aucune part : il remportait Marengo !

Au retour de la campagne, le général victorieux affirme son pouvoir et réduit un peu les prérogatives de fait du Conseil d'Etat ; il gagnait de l'assurance dans l'exercice de ses attributions civiles, et sollicitait moins fréquemment des avis autorisés. Les conseillers boudèrent un peu l'affranchissement du grand homme ; Boulay alla jusqu'à lui reprocher de venir maintenant aux séances en uniforme ; à quoi Bonaparte répondit spirituellement qu'il était bien parti pour l'Egypte en costume de l'Institut !

En fait, il avait bien une tenue de conseiller (habit à la française, bleu ou rouge), mais ne s'en servait que pour marquer publiquement sa considération envers ce Corps.

La section de législation était composée en 1801 d'anciens avocats : et son président, Boulay de la Meurthe, d'origine paysanne, « un brave et honnête homme », disait Napoléon, avait plaidé à Nancy avant d'être nommé au Conseil des Cinq-Cents et de devenir président du Comité

(1) B. préc. sur sa vie, p. 84.

de Salut Public ; âgé de quarante ans, on lui reprochait un esprit trop systématique, et il devait passer en décembre 1801 à la section des finances, au contentieux des domaines nationaux, et remplacé par Bigot de Préameneu à la présidence de celle de législation.

Berlier, ex-avocat de Dijon, conventionnel, régicide, président du Comité de Salut Public, représentait avec Thibaudeau et Réal le parti jacobin ; il avait participé aux codes de la Convention.

C'est à Metz qu'Emmery, d'origine juive, avait été avocat, et emprisonné en 1793 ; Réal, né dans les Pays-Bas autrichiens, ancien procureur au Châtelet, avait occupé de hauts postes de police ; enfin Thibaudeau, ancien avocat de Poitiers, régicide, et dont les Mémoires sont si précieux.

Voici comment ce dernier décrivait la section : « Nous étions, Berlier et moi, conventionnels et votants (régicides). Réal, ardent révolutionnaire, n'avait été membre d'aucune Assemblée. En des temps fort critiques, il avait occupé à Paris des places importantes dans l'ordre judiciaire et l'administration, et accepté les fonctions de défenseur officieux. Sa carrière avait été semée de beaucoup de vicissitudes. Il en était sorti avec une réputation de courage, de dévouement, et d'habileté dans les affaires. Spirituel, vif, riche de faits et d'anecdotes, il égayait parfois nos discussions les plus sérieuses. Les royalistes lui avaient fait une réputation effrayante. C'était pourtant un très bon homme, qui avait obligé beaucoup de ces nobles détracteurs. Boulay, dévoué à la Révolution, était plutôt un penseur, un organisateur qu'un homme d'action... son aptitude, comme ses études, était toute philosophique et législative... Emmery était un patriote de 89, connu par sa modération au milieu des orages et des luttes des partis,

par son instruction, la justesse de son esprit, sa candeur et sa bonhomie. Berlier, savant jurisconsulte, sans être éloquent, était concis et disert. Ferme dans ses principes, caractère indépendant, sincère, véridique, il avait conservé les mœurs simples et les manières naïves de sa province » (1).

Jusqu'ici Bonaparte n'a exercé son action sur le Code que de haut et en général ; il en surveille l'élaboration, et sous l'œil impérieux du Maître, les magistrats s'activent à la tâche. Son rôle va devenir plus important, plus original et aussi plus connu ; non content d'avoir donné l'impulsion aux travaux et d'activer la préparation, il participera à la rédaction du Code. Il prend la direction effective des travaux ; toutes les dispositions seront soupesées par son merveilleux esprit critique, il arrêtera ce qui heurte le bon sens et l'équité, malgré les traditions et les autorités ; son esprit perçant saisira les rapports les plus subtils de la science juridique.

Le Code civil, resté une de ses gloires les plus pures, devrait être inscrit dans la crypte des Invalides près d'Arcole, de Marengo et d'Austerlitz, car son rôle de général-législateur a été singulièrement original.

Il a fallu le génie unique de Napoléon, et aussi ce Conseil d'Etat, assemblée incorporée à l'individu « Premier Consul », sa pensée en délibération, selon sa propre expression, pour réussir dans une tâche aussi délicate.

Qu'on essaye de s'imaginer le majestueux Louis XIV, « chef suprême du bureau des Monarchies », présidant les Assemblées qui firent les célèbres ordonnances de 1667 et 1670 : le protocole eût sévèrement étouffé tout essai de collaboration du Roi ; les procès-verbaux sont

(1) *Mém.*, p. 39 et s.

significatifs à cet égard. Dès les débuts des travaux, on y voit éclater la plus violente querelle à propos de la préséance des gens du Roi sur ceux du Parlement. Ces conférences, tenues sous la présidence du chancelier Séguier et dans son hôtel, en présence du Premier Président de Lamoignon, comprenaient de très éminents juristes, tels que Pussort, Talon, de Harlay, Bignon, Molé et d'Aligre ; mais si remarquable que soit leur œuvre, on ne peut s'empêcher d'éprouver du mépris pour tant de minutieuses formalités.

Au contraire, au Conseil d'Etat, du moins celui du Consulat, règne la liberté la plus entière ; on y est en famille, les rapports et notes écrites y sont interdits, chacun parle de sa place ; quant au Premier Consul, il s'y laisse aller tout entier, questionne beaucoup, écoutant passionnément, et se laissant aller à de fougueuses sorties lorsqu'il juge que le bon sens est sacrifié aux théories d'école.

Du point de vue purement technique, un groupe de magistrats eût sans doute été préférable, mais il s'agissait d'une orientation politique et sociale à stabiliser en France, c'était donc une assemblée politique qui devait s'en occuper ; mieux valaient quelques hommes compétents qu'une multitude de bavards : « plus de tête et moins de langue » prenait comme devise Bonaparte.

Les membres du Conseil d'Etat ont varié durant les trois « sessions » qui furent consacrées au Code ; il y eut d'anciens magistrats ou avocats distingués, notamment Treilhard, ancien avocat au Parlement de Paris et rédacteur des Codes de la Convention, Murair, président du Tribunal d'appel de Paris, Defermon du Parlement de Bretagne, Regnaud, Régnier, Rœderer et Duchâtel, auteur de la célèbre loi du 22 Frimaire an VII sur l'enregistrement

qui nous régit encore ; enfin, n'oublions pas un étranger, Galli, président du tribunal d'appel de Turin, qui eut un rôle important dans la rédaction du Livre III du Code.

Toutefois, aucun légiste renommé ne participa aux travaux, le seul de l'époque, Merlin, ayant dû être écarté pour des motifs politiques ; c'est sans doute ce qui permit à Bonaparte d'exercer un tel rayonnement sur ses « généraux civils ».

Dans une assemblée de jurisconsultes, le rôle du Premier Consul eût été nécessairement des plus discrets ; mais le Conseil n'était pas composé que de légistes, loin de là ; on y trouvait d'anciens ministres : Forfait, Petiet, de nombreux généraux : Gouvion-Saint-Cyr, ancien condisciple de Napoléon, Jourdan, Brune, Marmont, Dumas, qui intervinrent souvent dans la discussion du Code. Il y avait aussi des marins : Fleurieu, Bruix, Truguet, Najac ; des diplomates : Miot, Ségur ; d'anciens préfets : Pelet, Shée ; des médecins comme Fourcroy, le célèbre chimiste, directeur du Muséum, et Béranger ; des commerçants : Bégouen, et Cretet, important acquéreur des biens nationaux ; et même un cultivateur, Dauchy (de l'Oise).

Pour ce qui est de l'âge, le président du Conseil, Bonaparte, était de beaucoup le plus jeune, ayant à peine 32 ans ; un certain nombre de conseillers, Berlier, Boulay, Thibau-deau, Réal étaient encore aux environs de la quarantaine, mais la plupart comptaient de cinquante à soixante ans ; les deux doyens étaient Tronchet, quasi octogénaire, et Galli, âgé de 75 ans.

Enfin régnaient les opinions politiques les plus diverses : royalistes, comme Portalis, girondins (Defermon), jacobins (Réal), conventionnels (Berlier, Treilhard), modérés du Directoire (Regnaud, Roederer), proscrits de fructidor,

(Jollivet), mais la pression de Bonaparte obtint d'eux une collaboration harmonieuse.

D'aucuns se sont choqués de voir une assemblée non spécialisée rédiger un Code ; Savigny s'est écrié que ces rédacteurs n'étaient que des dilettantes !

Sans doute, ce sont principalement les hommes de loi qui sont intervenus en cours de discussion, mais les autres conseillers ont su placer utilement leur mot et jouer un rôle honorable ; leur collaboration eut pour heureux résultat d'aménager le Code dans le cadre de la réalité, de lui imposer le strict respect de tous les intérêts et une tournure réaliste et humaine. La formule était si bonne, que la Commission de Révision, en 1904, invita des littérateurs de renom à se joindre à elle.

Là encore, Bonaparte est le symbole de cet esprit éminemment pratique qui permit au Code de survivre à six régimes différents ; c'est lui également qui personnifia l'esprit sincèrement révolutionnaire.

Peut-on admettre que le Premier Consul, profane en science du Droit, ait raisonné si subtilement, après avoir épuré le Code du point de vue technique, de vouloir l'édulcorer en un sens pratique ?

Certes, car, s'il faut éviter de considérer en lui un légiste omniscient, il convient de ne pas le transformer en soudard ; il attendait d'un Code voté promptement un prestige personnel certain et la consolidation du régime de trêve qu'il avait instauré.

Il s'est donc mis à l'ouvrage avec cette ardeur et ce souci du détail qui le caractérisent dans toutes ses entreprises ; ainsi le Code a été discuté par son ordre et sous sa direction par des hommes qu'il avait distingués pour leur intégrité, la modération de leurs opinions, et leur capacité.

Remarquable faculté d'adaptation : forcé par la politique de devenir légiste, il s'y appliqua avec une maîtrise qui commande l'étonnement et l'admiration.

Infatigable au travail, il prolonge les séances du Conseil jusqu'à épuisement complet de l'auditoire, certaines séances du Code sur le divorce et l'adoption donnent l'impression de lassitude totale des rédacteurs ; sous l'Empire, Beugnot s'écriait avec terreur : « Il a déjà tué Portalis, Cretet, et jusqu'à Treilhard, qui pourtant avait la vie dure » (1).

En l'absence de Bonaparte, c'est Cambacérès qui préside les séances du Code, avec compétence sinon avec autorité ; il s'entendait mieux à exposer les faits qu'à suggérer des solutions originales — avec lui, les séances ne dépassaient jamais l'heure du dîner, car le Second Consul était gourmet renommé, et recevait fastueusement.

Lorsque le Premier Consul est présent, Cambacérès fait « l'avocat général, plaidant tantôt pour, tantôt contre », en général partisan des solutions de l'ancien Droit ; souvent il intervient pour soutenir, en les exposant de façon modérée et juridique, les improvisations éblouissantes mais démesurées du chef de l'Etat ; de plus, lors du conflit entre le Conseil et le Tribunat, c'est lui qui s'entremet pour diriger les communications officielles qui furent organisées entre ces deux Corps. Habituellement gourmé, attentif et discret, il se mit une fois en colère, peut-être à propos du Code. « Le débat s'anima : Cambacérès dit à demi-voix que ses adversaires, parmi lesquels était le Premier Consul, raisonnaient comme des avocats de l'audience de sept heures. Bonaparte le répéta tout haut en riant. Se tournant alors vers lui : « Vous êtes bien le maître,

(1) I, 464.

lui dit Cambacérès, d'établir un nouveau système, mais vous ne contesterez pas que la jurisprudence n'y soit contraire. On ne nous persuadera pas qu'après trente ans d'études et d'expérience nous soyons des ignorants et des imbéciles. » Le Premier Consul parut fort étonné de cette sortie, parla bas à Cambacérès, et dit en riant, après la séance : « Il s'est fâché tout rouge ; ma foi, je n'ai su dans le moment que lui répondre » (1).

C'est à tort qu'on a prétendu que le Consul Lebrun n'avait pris nulle part aux travaux du Code ; il assista à un grand nombre de séances, et intervint à diverses reprises.

Ancien secrétaire de Maupéou, il passait pour être l'auteur des célèbres ordonnances du Chancelier contre le Parlement ; plongé depuis longtemps dans une retraite toute littéraire, la révolution le trouva près de Dourdan, travaillant à d'élégantes traductions de l'*Illiade* et de la *Jérusalem délivrée*, dans l'ancienne demeure de Regnard. Atteignant la soixantaine en 1801, très considéré comme littérateur et administrateur, il était « l'homme des idéa-lités » contrebalançant dans le gouvernement la présence du régicide Cambacérès.

Pour le Code, ses interventions tendirent à rendre plus clairs les textes ; il assistait impassible aux séances du Conseil, sauf lorsqu'il était pris à partie par Bonaparte, car son amour-propre était fort sensible.

Pour remplacer Cambacérès au ministère de la Justice, le Premier Consul avait fait choix d'Abrial, ancien juge du Puy et membre du tribunal de Cassation. En lui remettant le portefeuille, si l'on en croit Bourrienne, Bonaparte

(1) Thibaudeau, III, p. 490, cité par Pérouse.

aurait déclaré : « Citoyen Abrial, je ne vous connais pas ; mais on m'a dit que vous étiez le plus honnête homme de la magistrature, et c'est pour cela que je vous nomme ministre de la Justice » (1). D'abord froid, il semble que le ministre n'ait pas autrement « occupé les trompettes de la Renommée » ; il prit une part active à la confection du Code jusqu'à son entrée au Sénat en septembre 1802 ; après son départ, les ministères de la Police et de la Justice furent réunis entre les mains de Régnier, qui devint Grand-Juge. « C'étaient, rapporte Thibaudeau, deux hommes instruits, plus jurisconsultes qu'hommes d'Etat. L'un avait la sécheresse d'un avocat consultant, l'autre, la boursoufflure d'un avocat plaidant » (2).

Car, si Bonaparte adorait la capacité, il n'hésitait pas à limoger les médiocrités, et l'administration était soumise à une stricte sélection. Vers la fin du Consulat, pourtant, un certain favoritisme semble se faire jour, pour les protégés de Cambacérès notamment.

Tels sont les principaux personnages qui assistèrent le Premier Consul dans sa tâche d'unification juridique ; participant, dans leur effort de reconstruction de la France, aux travaux les plus diversement importants, ils ne semblèrent pas évaluer toute la grandeur de leur rôle, qu'ils remplirent cependant de façon très satisfaisante en matière civile.

(1) T. 3, p. 118, note.

(2) *Cons.*, p. 328.

CHAPITRE V

L'ÂME DU CONSEIL D'ÉTAT

Le rôle de Bonaparte comme président du Conseil d'Etat a été diversement apprécié ; la plupart des témoins oculaires ont marqué l'admiration la plus vive : à les en croire, ce n'était que traits éblouissants de génie.

Pour d'autres, notamment Broglie, Napoléon ne faisait guère qu'énoncer des coquecigrues ; c'est que les uns parlent du Consul, les autres de l'Empereur.

Sous le Consulat, devant un auditoire restreint de gens d'âge, Bonaparte s'exprime avec liberté, cherche à apprendre son métier de chef d'Etat ; profitant d'une trêve de quelque durée dans les guerres, il s'initie avec passion aux affaires civiles.

Déjà il a reconstitué l'Empire de Charlemagne, unifiant des peuples et des pays divers, et l'œuvre accomplie est grandiose, car, en deux ans, se trouve réalisé ce que dix siècles de royauté avaient vainement ébauché.

L'autorité du Consul, quoique fort grande déjà, ne subjugué pas les conseillers, qui osent lui tenir tête, voire même le contredire ; Treilhard, notamment, est infatigable de répartie, au point que Bonaparte doit le retenir à souper pour continuer la joute oratoire !

« A cette époque, le Conseil d'Etat avait sur lui quelque pouvoir. Son jugement n'était pas encore formé sur la plupart des sujets, il souffrait la discussion, et c'était pos-

sible alors de l'éclairer, souvent même de faire prévaloir l'avis qu'on émettait en sa présence » (1).

Sous l'Empire, tout change ; maître d'une moitié de l'Europe, perpétuellement en lutte avec l'autre, l'Empereur est trop surmené pour pouvoir encore, quelqu'en soit son désir, descendre dans les plus infimes détails des affaires intérieures.

Il ne néglige pas le Conseil, revenant parfois du fond de la Pologne pour présider une séance, mais sa pensée est ailleurs : « Il parlait longtemps, dit Broglie, sans beaucoup de suite dans les idées, très incorrectement, revenant, sans cesse, sur les mêmes tours de phrases » (2). Déjà la réputation de héros législateur que les Codes lui ont value, auréole sa tête presque chauve, où le jeune Cormenin voyait avec émotion se refléter le soleil d'Austerlitz, dont la représentation ornait le plafond ; l'assemblée est nombreuse, les grands conseillers du Consulat ont disparu, morts ou partis, une multitude bruyante de jeunes auditeurs se pressent dans l'embrasure des fenêtres, l'Empereur n'est plus « en famille », et il s'ennuie, d'un ennui plein de grandeur ; il taillade à coups de canif les bras de son fauteuil, ou encore il trace de grandes barres ou des mots sans suite sur des feuilles de papier qu'il chiffonne aussitôt et que les auditeurs se disputent après son départ. Réal narre même que l'Empereur s'assoupit en plein conseil ; tout le monde se retira discrètement, et on retrouva Napoléon le lendemain matin, sommeillant toujours sous la garde des statues de Tronchet et de Portalis.

Le Bonaparte du Consulat est en pleine éclosion de son génie, dépouillant les apparences du « chat botté » sans

(1) Chaptal, p. 226.

(2) T. I, p. 66.

atteindre encore à la majestueuse maturité de l'Empereur ; sa jeunesse bouillante détonnait parmi ces hommes d'âge et d'expérience.

Après le Conseil des Consuls, vers midi ou treize heures, Bonaparte gagne la salle des séances et prend place sur l'estrade qui domine à peine les petites tables derrière lesquelles attendent les conseillers ; le secrétaire, Locré, se prépare à résumer les discussions, levant la plume dès qu'un orateur s'écarte du sujet.

Chacun parle de sa place : ni mémoires ni discours, on doit improviser, ce qui gêne les orateurs de l'assemblée et les hommes de cabinet ; « on avait instauré une discussion vive et familière, exempte des inconvénients attachés aux discussions de tribunes, où l'auditoire se partage ordinairement entre les orateurs qui entraînent et les orateurs qui endorment » (1).

« Les séances du Conseil d'Etat, dit Stendhal, étaient une partie de plaisir », et Thibaudeau déclare que le Conseil tenait lieu au Consul de conseil, de maison et de famille (2) ! Bonaparte s'animait avec une chaleur toute méridionale, il se sentait en confiance et s'épanchait sans tomber dans ces interminables monologues par lesquels, sous l'Empire, il extériorisait ses secrètes préoccupations ; tantôt il laisse parler les contradicteurs, en fendillant d'un canif nerveux le bois de son fauteuil ; ou, la tête dans ses mains, les yeux braqués sur un orateur, il écoute passionnément ; ou encore il parle en agitant ses jolies mains qu'il aime à faire valoir. « Je ne me fâche point qu'on me contredise, disait-il, je cherche qu'on m'éclaire. Parlez hardiment, répétait-il sou-

(1) Rœd., *Deux ann. Cons.*, p. 11.

(2) *Cons.*, p. 308.

vent, quand on se rendait obscur ou que l'objet était délicat ; dites toute votre pensée, nous sommes ici entre nous, nous sommes en famille » (1).

« Le Premier Consul aime la discussion, ajoutait Cambacérès, pourvu qu'on n'y mêle pas d'amertume ni d'épigrammes » (2).

Dans le feu de la discussion, le Consul prisait immodérément, saisissant même les tabatières des conseillers voisins ; il lui advenait souvent ensuite de les empocher et de se retirer tout gonflé de menus larcins. Parfois Joséphine le tirait de sa distraction et les tabatières étaient restituées, à moins qu'on ne leur substituât des bijoux enrichis de diamants ; parfois également elles ne reparaissent plus ; aussi les conseillers prenaient-ils soin de n'apporter que des petites boîtes en carton, dont Bonaparte pouvait s'emparer sans inconvénient.

« En général, dit Chaptal, Napoléon avait le ton d'un jeune général mal élevé ; on ne peut nier cependant, qu'il n'eût beaucoup d'esprit et beaucoup de piquant dans la conversation, mais ce n'était jamais que dans les discussions qu'il développait ces qualités. Il était même très éloquent quand il était ainsi animé ou lorsqu'il voulait faire prévaloir une opinion. Je lui ai entendu tenir plusieurs propos qui feraient la fortune d'un homme d'esprit » (3).

Une grande dame, l'ayant entendu discuter des tribunaux spéciaux, s'écriait : « c'est dans de pareils moments qu'il fallait et le voir et l'entendre. Il y avait alors un feu qui s'épanchait en vivifiant tout ce qui était autour de lui.

(1) Las Cases, *Mémorial*, I 155.

(2) *Cons.*, p. 35.

(3) P. 322 et 326.

Je ne l'avais jamais vu sous ce jour lumineux. J'en étais plus qu'étonnée. Il me faisait un effet tout à la fois entraînant, comme charme d'attrait, et vivement agitant comme éloquence unique, par sa concision concluante et parfaitement persuasive » (1).

Son langage, au Conseil, était simple et pittoresque, avec une pointe d'accent méridional moins accentuée que celle de Cambacérès et de Portalis, un débit heurté et une certaine verdeur toute militaire ; mais rien de cette grossièreté de soudard que des auteurs se sont plu à imaginer.

Au surplus, la manière particulièrement brillante dont il remplit son rôle est attestée unanimement par les conseillers ; il nous semble utile de reproduire le texte même de ces appréciations : émanant d'hommes modérés, qui n'eurent pas toujours à se louer de Bonaparte et publiaient leurs Mémoires longtemps après sa mort, elles revêtent une singulière valeur et tressent au Consul d'immortels lauriers.

Chaptal nous a bien décrit comment le Premier Consul se comportait au Conseil : « Jeune encore et peu instruit dans les diverses parties de l'administration, il portait dans la discussion une clarté, une précision, une force de raison et une étendue de vue qui nous étonnaient. Plus jaloux de s'instruire que d'affecter un savoir que ses études militaires et son âge ne lui avaient pas permis d'acquérir, il demandait souvent la définition des mots, interrogeait sur ce qui existait avant son gouvernement... Il ne rougissait pas du peu de connaissance qu'il avait dans les détails de l'administration générale. Il questionnait

(1) Abrantès, t. II, p. 80.

beaucoup, demandait la définition et le sens des mots les plus usités ; il provoquait la discussion et la faisait continuer jusqu'à ce que son opinion fût formée. Comme il était doué d'une grande pénétration, il lui échappait souvent des aperçus profonds, des réflexions judicieuses, qui étonnaient les hommes les plus versés dans ces affaires... Le Conseil se prolongeait souvent jusqu'à 5 heures du matin, parce qu'il ne lui est jamais arrivé d'abandonner une question sans que son opinion fût faite ; et à ce sujet, il était assez difficile, parce qu'il se contentait rarement de celle qui était produite par les hommes les plus éclairés » (1).

Ce que nous rapporte le Général Marmont sur l'attitude du Consul est particulièrement intéressant, du fait que ce conseiller était profane à la science juridique : « Il gardait d'abord le silence, et attendait ordinairement que les Cambacérès, les Portalis, Tronchet, etc., eussent établi leurs doctrines et développé leur opinion ; ensuite il prenait la parole, présentait souvent la question sous un nouveau jour, et montrait une sagacité, une profondeur prodigieuse ; il portait la conviction dans les esprits, et faisait souvent modifier les projets de la manière la plus sage. Bonaparte n'avait pas d'éloquence, mais une élocution facile, une dialectique puissante, une grande force de raisonnement. Sa tête était abondante, fertile, productive ; il y avait dans ses paroles une richesse d'expressions, dans ses pensées une profondeur que je n'ai vu chez personne : son esprit prodigieux a brillé du plus vif éclat dans cette discussion, où tant de questions lui avaient été toujours étrangères » (2).

(1) P. 55 et 225.

(2) T. II, p. 201-202.

Les autres conseillers, favorables ou non à Bonaparte, sont du même avis : « Esprit éminemment positif, doué d'une sagacité prodigieuse, et déjà riche de résumés pratiques, il jetait de ces idées qui éclairaient tout d'un coup un vaste horizon » (Boulay de la Meurthe) (1), ou encore « en suivant les débats avec exactitude, il porta souvent la lumière dans les questions les plus épineuses, qu'il envisageait quelquefois sous un point de vue piquant et avec une sagacité qui étonnait ses conseillers » (2) (Miot).

Citons encore Thibaudeau, qui assista aux principales séances du Code : « Il la provoquait (la discussion), la soutenait, la dirigeait, la ranimait... Il ne cherchait point à briller par la rondeur de ses périodes, le choix de ses expressions, et le soin de son débit. Il parlait sans apprêt, sans embarras, sans prétention, avec la liberté et sur le ton d'une conversation qui s'animait naturellement suivant que l'exigeait la matière, la contrariété des opinions et le point de maturité où la discussion était parvenue. Il n'y fut jamais inférieur à aucun membre du Conseil, il égala parfois les plus habiles d'entre eux, par sa facilité à suivre le nœud des questions, par la justesse de ses idées et la force de ses raisonnements. Il les surpassa souvent par le tour de ses phrases et l'originalité de ses expressions » (3).

Enfin, Rœderer, qui participa aux travaux du Code jusqu'en Fructidor an X, où il fut envoyé malgré lui au Sénat, *ad patres*, nous dit : « C'est là que le Premier Consul a montré cette puissance d'attention, et cette sagacité d'analyse qu'il peut porter vingt heures de suite sur une

(1) Const. Siéyès, p. 57.

(2) T. II, p. 102.

(3) Cons., p. 411.

même affaire, si la complication l'exige, ou sur divers objets sans en mêler aucun, sans que le souvenir de la discussion qui vient de finir, la préoccupation de celle qui va suivre, le distraient le moins du monde de la chose dont il est occupé. C'est dans cette discussion du Code civil que Bonaparte, étonné de la force de logique, et de l'activité de pensée, de la profonde science de Tronchet, jurisconsulte octogénaire, l'étonne bien plus lui-même par la sagacité de son analyse, par le sentiment de justice qui lui fait chercher la règle applicable à chaque cas singulier ; par ce respect pour l'utilité publique et pour la morale qui le fait poursuivre toutes les conséquences d'un principe de législation ; par cette sagesse d'esprit qui, après l'examen des choses, lui laisse encore le besoin de connaître l'opinion des hommes de quelque autorité, les exemples de quelque poids, la législation actuelle sur le point en question, la législation ancienne, celle du Code prussien, celle des Romains ; les motifs et les effets de toutes. C'est dans cette discussion que le Conseil d'Etat se sentit partagé entre le respect dû à ce savant octogénaire, dans l'esprit de qui ne s'était affaiblie aucune faculté et d'où ne s'est échappée aucune portion de savoir, et l'admiration due à ce jeune législateur, qui, malgré sa jeunesse, affronte les plus hauts glaciers de la législation, les gravit et les domine. Assidu à toutes les séances, les tenant cinq à six heures de suite ; parlant avant et après des objets qui les ont remplies, toujours revenant à deux questions : cela est-il juste ? cela est-il utile ? Examinant chaque question en elle-même, ou sous ces deux rapports, après l'avoir divisée par la plus exacte analyse et la plus déliée ; interrogeant ensuite les grandes autorités, les temps, l'expérience, se faisant rendre compte de la jurisprudence ancienne, des

lois de Louis XIV, du grand Frédéric ! Il y a plus de savoir dans cette tête et plus de grandes œuvres réunies dans deux ans de cette vie que dans toute une dynastie de rois de France. Plus on en approche, plus on le respecte. On le trouve toujours plus grand que soi quand il parle, quand il pense, quand il agit. S'il parle, on l'écoute parce qu'il parle en homme instruit, supérieur. Jamais le Conseil ne s'est séparé sans être plus instruit, sinon de ce qu'il a enseigné, au moins de ce qu'il a forcé d'approfondir. Ce qui caractérise l'esprit de Bonaparte, c'est la force et la constance de son attention. Il peut passer dix-huit heures de suite au travail, à un même travail, à des travaux divers... Je ne l'ai jamais vu distrait d'une affaire par une autre, surtout de celle qu'il discute, pour songer à celle qu'il vient de discuter ou à laquelle il va travailler.

Les nouvelles heureuses ou malheureuses de l'Egypte ne sont jamais venues le distraire du Code civil, ni le Code civil des combinaisons qu'exigeait le salut de l'Egypte » (1).

Comment ne pas brandir, face aux calomniateurs, le témoignage saisissant de vérité des compagnons de son activité au Conseil d'Etat ; on y voit le héros dépouillé de sa légende de législateur omniscient, créée par de maladroits adulateurs, pour découvrir le génie perspicace qui imposait le respect à l'expérience et au talent.

En face de ces attestations flatteuses, citons l'opinion qu'avait le Consul de ses collaborateurs. « Tronchet, disait-il, est un homme qui a de grandes lumières et une tête très saine pour son âge. Je trouve Rœderer faible. Portalis serait le rédacteur le plus fleuri et le plus éloquent, s'il savait s'arrêter. Thibaudeau, ce n'est pas là le genre

(1) T. III, p. 380-382.

de discussion qui lui convient, il est souvent trop froid. Il lui faut une tribune : il a trop de fougue. Cambacérès fait l'avocat-général ; il parle tantôt pour, tantôt contre. Le plus difficile, c'est la rédaction ; mais nous avons le meilleur des rédacteurs, Lebrun » (1).

Toutefois, si le rôle du Premier Consul comme rédacteur du Code a été des plus brillants, il convient de se demander s'il n'a pas annihilé toute tentative de suggestion du Conseil, si les conseillers n'ont pas uniquement ratifié ses conceptions personnelles, « accommodé leurs opinions, et même leur savoir, aux volontés du dictateur » ?

Bien que, sous le Consulat, la discussion soit simple et familière, il semble certain que Bonaparte, par son dynamisme, terrorisait quelque peu le Conseil : « Personne n'était à son aise autour de Napoléon, rapporte Chaptal, parce que personne ne pouvait compter sur des sentiments de bonté ou d'indulgence de sa part... la plus légère inattention le portait à des fureurs... de sorte que les personnes étaient toujours sur des épines, dans la crainte de déplaire » (2). Le Premier Consul était naturellement autoritaire, et avait un haut sentiment de sa valeur ; comme le remarque Nisard, le piège de cette capacité universelle eût pu être qu'il se crût, en toute matière, supérieur aux plus habiles. Le pessimiste Chaptal semble nous le confirmer : « Il avait retenu quelques faits ; il s'était formé une opinion à la hâte et les autorités les plus respectables et l'expérience même des siècles ne pouvait apporter aucun changement dans son esprit » (3).

D'autre part, Roederer nous dit que Bonaparte avait

(1) Thib., *Cons.*, p. 415.

(2) P. 326.

(3) P. 348.

surtout besoin « de préserver son Conseil de l'ascendant de l'esprit qu'il déploie et de l'étonnement qu'il inspire, lorsqu'il lui importe de recevoir les avis de l'expérience, ou d'entendre les doutes de la prudence » (1) ; les réactions des contradicteurs ne pouvaient donc être que modérées et de courte durée. De plus, ils subissaient « ce don de fascination tenant à l'allure, à la corporéité et aussi à l'irradiation nerveuse ». Une certaine feinte italienne prêtait chez Bonaparte à des insinuations de machiavélisme : « caractère mêlé d'impétuosité et de ruse », note Pelet, et la duchesse d'Abrantès remarque : « Napoléon n'était pas faux, mais il ne laissait pas facilement sortir sa pensée positive » (2). Ajoutons que parmi une France bigarrée, Bonaparte misait sur plusieurs tableaux, et que l'incertitude où l'on était relativement à ses projets ultérieurs, favorisait sa marche.

A en croire enfin un témoin du temps de l'Empire, malgré ses efforts pour se mettre à la portée de ses auditeurs, Napoléon n'en demeura pas moins pour eux un personnage mystérieux et même machiavélique. « On pouvait s'apercevoir, déclarait Las Cases à Sainte-Hélène, que les orateurs cherchaient à deviner quelle serait l'opinion de Votre Majesté ; on se voyait heureux d'avoir rencontré juste, embarrassé de se trouver dans un sens opposé ; on vous accusait de nous tendre des pièges pour mieux connaître notre pensée. Néanmoins, la question une fois lancée, l'amour-propre et la chaleur faisaient qu'on soutenait généralement sa véritable opinion ». Et il ajoute, parlant des séances sous l'Empire : « J'en sortais toujours enthous-

(1) T. III, p. 382.

(2) T. IV, p. 3.

siasmé ; mais ce qui me surprenait fort et m'indignait beaucoup, c'était d'entendre le soir répéter dans les salons quelques-unes de ces choses, mais toujours défigurées, et, en général, très malveillantes... ; nous étions assaillis, dans le palais même, de tant de bruits absurdes sur sa personne..., nous avions si peu de communications directes avec lui, qu'à force d'avoir entendu répéter les mêmes choses, il me restait peut-être, à l'insu de moi-même, une espèce de défiance et de doute. On nous le disait si dissimulé, si astucieux, si rusé, qu'il était possible, après tout, qu'il prononcât en public d'aussi magnifiques paroles dans quelque vue particulière et sans les sentir entièrement » (1).

Médisance, interprétation tendancieuse, là se trouve tout le secret des soi-disant interventions intéressées du Conseil dans le Code, à propos d'institutions révolutionnaires.

Quelque soit l'astuce de Bonaparte, quelque puisse être la complaisance que son illustration et son autorité aient pû imposer aux rédacteurs du Code, ces discussions avaient un motif particulier d'être supposées véridiques ; la publication de procès-verbaux obligeait les éminents magistrats qui étaient amenés à donner leur avis sur les matières juridiques les plus ardues, à surveiller que leurs opinions soient rendues de façon correcte, et à laisser à Bonaparte la responsabilité de ses suggestions : leur réputation de légistes était en jeu.

On pourrait peut-être supposer que les procès-verbaux officiels nous donnent l'image des discussions telles qu'elles auraient dû être, et non telles qu'elles furent ; mais leur comparaison avec les passages de Thibaudeau démontre l'exactitude du compte rendu, et, notamment, pour les

(1) *Mémorial*, I, 155 et 751.

paroles du Premier Consul, sous une forme terne, on retrouve l'écho de ses colères, de ses improvisations et de son insistance en certaines matières.

Une partie des procès-verbaux sont restés inédits, au moment de l'interruption des travaux ; les matières traitées jusqu'alors ayant été reprises avec le concours du Tribunat, le Premier Consul ne crut pas devoir les publier par la suite : heureusement le secrétaire Locré, devenu besogneux après que la Restauration l'eût destitué, transforma les codes en gagne-pain et publia une partie de ces procès-verbaux dans les ouvrages où il délaya ses documents personnels.

Il est infiniment regrettable que nous ne possédions pas des comptes rendus sténographiés des séances ; le résumé de Locré a été fort attaqué, et l'auteur s'est défendu en ces termes, passablement prétentieux : « La France, l'Europe avaient les yeux ouverts sur ces procès-verbaux où, pour la première fois, il (Bonaparte) se montrait sous ce nouveau rapport. La surprise fut si grande qu'on hésita à croire que ses discours fussent réellement de lui ; et parce qu'il fallait bien les attribuer à quelqu'un, et qu'on savait que j'avais tenu la plume aux séances, on me fit l'honneur de croire que j'en étais, non le simple analyseur, mais l'auteur. Les ambassadeurs des puissances étrangères, curieux de savoir ce qu'il en était, ne manquaient pas de me sonder toutes les fois que nous nous rencontrions. Ils déguisaient leurs questions sous des compliments diplomatiques, que je repoussais par une réflexion très simple et néanmoins tranchante. Je leur observais qu'à coup sûr je n'avais pas forgé l'opinion de celui qui parlait avant le Premier Consul, ni celle de l'opinant qui parlait après lui ; que ces trois opinions

ayant entre elles une connexité nécessaire, je ne pouvais avoir composé celle du milieu sans les avoir composées toutes les trois ; que d'encore en encore, je me trouvais avoir inventé la discussion tout entière, puisque toutes les parties en étaient liées et s'amenaient l'une l'autre. Cependant cette fausse idée n'est pas effacée... » (1).

Ainsi, il citait que Louis XVIII, mécontent d'un travail qu'il avait commandé, se serait écrié : « Comme ces gens-là me font parler ! Ce n'est pas ainsi que Locré faisait parler Bonaparte : il lui donnait encore plus d'esprit qu'il n'en avait ».

Cette royale rosserie est loin d'exprimer l'opinion des témoins, notamment Thibaudeau : « En France et en Europe, beaucoup de personnes ont affecté de croire, et d'autres ont cru de bonne foi que, soigneuse de la gloire du Premier Consul, la flatterie avait arrangé après coup ses discours, et que Locré était, sous l'inspection du Consul Cambacérès, le teinturier du Premier Consul. C'était une erreur. Il ne se permettait pas d'autre licence que celle de mettre en état de supporter l'impression quelques phrases qui avaient parfois le négligé de la conversation. C'est sans doute ce qu'il faisait pour le Premier Consul (2) Fain dit justement : « Sous sa plume, les discours de Napoléon, traduits en style mesuré, grave, froid et uniforme, ont perdu la liberté de leur allure, et le procès-verbal ainsi refroidi, lardé de commentaires, de conférences et de termes d'école, exploité ensuite en collection, a fini par ne plus offrir qu'une pâture indigeste, même pour les légistes » (3) ; et Thibaudeau ajoute : « loin d'avoir

(1) *Législation civile*, XVI, p. 672-673.

(2) *Cons.*, ch. XIX, p. 412.

(3) P. 153.

flatté le Premier Consul en le faisant parler comme les autres, ses discours ont, au contraire, en grande partie perdu la liberté, la hardiesse de la pensée, l'originalité et la force de l'expression » (1).

Pourtant, contrairement à ces avis et à l'opinion de Stendhal, qui estime que Locré délaie et aplatit sans cesse les dires de Napoléon, Marmont en fait « un modèle de clarté et d'exactitude » et Berlier assure de Locré que « ses propres lumières étaient à la hauteur du sujet ».

A la séance du 24 Brumaire an IX (15 novembre 1801), la question des procès-verbaux fut discutée : « Les uns trouvaient la rédaction trop sèche, d'autres trop peu soignée. Le Second Consul était d'avis qu'elle était bien faite, fidèle et suffisante (évidemment, elle était revue par lui !) on citait comme point de comparaison le procès-verbal des conférences de Pussort, sous Louis XIV. Le Premier Consul dit : « Les conférences des anciennes ordonnances ne ressemblent nullement aux nôtres ; alors, c'était des savants qui discutaient sur le droit ; ici, c'est un corps législatif au petit pied. J'ai pu ne pas parler comme le citoyen Tronchet, mais ce qui a été dit par lui, par les citoyens Portalis et Cambacérès, l'a été dignement. Si le procès-verbal est bien rédigé, il offrira un monument digne de la postérité. Si nous lisons les procès-verbaux du temps de Louis XIV, nous y verrons du bavardage. Il ne faut pas que dans la rédaction du nôtre, les jurisconsultes du Conseil laissent échapper des erreurs, ou des choses qui ne seraient pas conformes à leurs opinions ; car, dans la longueur des séances, on peut avoir eu des absences. Il faut y apporter d'autant plus d'attention

(1) P. 414, *Cons.*

que le nom du citoyen Tronchet, par exemple, fera autorité. Quant à nous, *hommes d'épée ou de finances, qui ne sommes pas de la jurisprudence, mais de la législation*, peu importe nos opinions. J'ai pu dire dans la discussion des choses que j'ai trouvées mauvaises un quart d'heure après ; mais je ne veux pas passer pour valoir mieux que je ne vaux » (1).

Tronchet approuva : « Personne ne s'étonnera que des opinants qui ne sont pas obligés de posséder la science des lois, et qui délibèrent cependant sur des matières difficiles, soient tombés dans quelques divagations ; il peut être utile même qu'on connaisse les objections moins solides qui ont pu être faites, et qu'on voie comment elles ont été écartées » (2).

Ainsi nous apparaît le vrai Bonaparte ; non le législateur autoritaire aux opinions décisives, mais un homme intelligent, sans nulle pose ni prétention.

Les procès-verbaux mis au net par Locré, étaient imprimés à mi-marge et déposés au secrétariat, où les conseillers pouvaient réviser le compte rendu de leurs interventions ; c'était Cambacérès qui se chargeait de revoir les paroles du Premier Consul, d'abord parce que celui-ci n'avait pas le temps, et aussi parce qu'au début de la discussion, on avait escompté qu'il pourrait réviser les opinions juridiques erronées de son collègue. En fait, il est probable qu'avec le perpétuel souci de dignité qui le caractérisait, Cambacérès s'est contenté de faire sauter toutes les saillies pittoresques que la plume de Locré avait respectées ; toutefois il semble que, avec un style froid et terne, les débats aient été fidèlement rendus.

(1) Thib., *Cons.*, 413-414.

(2) Locré, I, p. 82-83.

Pelet nous confirme d'ailleurs que Locré posait la plume lorsque quelque digression entraînait le Conseil.

La publication des procès-verbaux est la preuve de la pureté d'intentions de Bonaparte ; s'il eût voulu transformer le Code en moyen d'aménager ses visées personnelles et l'avenir de sa dynastie, en ployant les institutions juridiques au gré de ses désirs, il n'eût pas envisagé d'étaler en public ses opinions sur des sujets scabreux ; il se posait en législateur aux yeux de la France et de l'Europe stupéfaites, et tenait certainement à remplir avec éclat ce rôle.

Cette loyauté de Bonaparte méritait d'être soulignée et applaudie et non considérée comme une subtilité dernière, comme ont affecté de le croire tant de méfiants ou de fielleux.

CHAPITRE VI

L'INITIATION AU DROIT

Quelque puisse être le génie de Bonaparte, son aptitude prodigieuse à s'assimiler les matières les plus diversement ardues, il est intéressant d'examiner les notions juridiques qu'il avait pu acquérir antérieurement à la discussion du Code.

Les contemporains célèbrent unanimement ses interventions brillantes ; mais faut-il admettre, avec ses admirateurs, qu'il saisissait instantanément les subtilités juridiques les plus complexes ? C'est peu vraisemblable, car, a remarqué justement M. Savatier, la science du Droit se prête mal à l'intuition.

Faut-il penser plus simplement que son triomphe comme législateur est « le triomphe du bon sens ? » Ce serait bien peu pour justifier l'admiration qu'ont suscitées chez des hommes de valeur, et qui n'étaient pas tous courtisans, les interventions du Consul.

D'aucuns ont été plus loin, l'accusant arbitrairement de « caporaliser » les discussions en les encombrant de banalités ou de grossièretés, ou encore d'avoir soigneusement préparé ses improvisations avec Tronchet ou Portalis ; ceux-là n'ont rien compris à la mentalité consulaire.

Nulle part ne se trouve de relation de ces soi-disant répétitions juridiques, ni d'études de Domat qu'on a également mentionnées ; il faut laisser la responsabilité de ces assertions aux auteurs qui les ont émises.

L'opinion la plus répandue est que, ce qui distingue uniquement Bonaparte des autres militaires conseillers d'Etat, c'est l'ampleur extraordinaire de son intelligence ; Napoléon lui-même, à Sainte-Hélène, semblait présenter ainsi les choses non sans quelque complaisance : « Tout le conseil, disait l'Empereur, était d'abord contre ses énoncés ; mais lui, Napoléon, dans son esprit vif et sa grande facilité de saisir et de créer des rapports lumineux et nouveaux, prenait la parole ; et, sans autre connaissance de la matière que les bases justes fournies par Tronchet, développait ses idées, écartait les objections et ramenait tout le monde » (1).

La plupart des auteurs admettent que sa facilité d'esprit l'acclimatait d'emblée à la science juridique : « Tout lui vient du travail original et direct de ses facultés au contact des hommes et des choses, de son tact rapide et sûr, de son attention infatigable et minutieuse, de ses divinations indéfiniment répétées et rectifiées pendant ses longues heures de solitude et de silence » (2), dit Taine ; et Delteil ajoute : « Napoléon est une sorte de premier homme, d'autodidacte intégral : son génie a l'œil nu... », tandis que Stendhal vante sa « singulière facilité de pouvoir examiner les problèmes importants avec un esprit neuf ».

« J'ai quelquefois entendu dire, à des membres du Conseil d'Etat de cette époque, dit Lacretelle, que Bonaparte semblait né jurisconsulte ainsi qu'il était né général et diplomate... mais un sens exact, ferme et pénétrant, s'ouvre bien des portes inconnues aux esprits superfi-

(1) *Mémorial*, I, 547.

(2) *Rev. des Deux-Mondes*, Nap. Bonap., Taine, 15.2.1887.

ciels » (1). Et une contemporaine, dont on ne prétendra pas qu'elle était favorable au Consul, reconnaissait : « chaque fois que je l'entendais parler, j'étais frappée de sa supériorité ; elle n'avait aucun rapport avec celle des hommes instruits et cultivés par l'étude et la société » (Mme de Staël).

Sans mésestimer l'admirable intelligence du Premier Consul, il semble exagéré de prétendre « qu'il s'assimila les choses de la législation comme il s'était assimilé les choses de la guerre, en les maniant », et qu'« un souverain bon sens, uni à une intelligence supérieure, lui révélait, pour ainsi dire, ce que la science et l'étude apprennent à d'autres » (2).

Il n'est pas de génie universel, et un grand général eût été fort excusable de se montrer médiocre dans la science du Droit ; c'est cette adulation maladroite proclamant une intuition infaillible bien peu vraisemblable concernant les problèmes juridiques, qui a fait naître chez les esprits méfiantes le soupçon d'une teinture des procès-verbaux ou de répétitions avec des jurisconsultes.

Il convient donc de rechercher quelle a pu être sa formation juridique, si minime soit-elle ; Napoléon n'avait aucun goût particulier pour le Droit, dans ses bibliothèques on ne trouve que les Codes comme ouvrages sur cette science.

C'est par politique qu'il vient au Droit ; « il remplit sa mission, qui est de faire sortir la France moderne d'entre les débris de l'Ancien Régime vermoulu et de la Révolution brutale et corrompue. La guerre a été un de ses moyens,

(1) II, 90.

(2) Sorel (*Liv. Cent.*, p. XXV), et A. Madelin, p. 229.

la loi un autre, l'administration un autre encore » (1); il s'adonne à cette tâche avec la profonde attention qui le caractérise dans tout ce qu'il entreprend.

Faisant montre d'un « utilitarisme de génie », il sut jeter des « masses de granit » sur cette France bigarrée, sans unité de loi ni d'administration; mais le bon sens, même « élevé à une hauteur où il devient le génie », ne saurait expliquer la brillante réussite de son rôle de législateur improvisé.

Ce n'est pas à Brienne, certes, qu'on lui enseigna les rudiments du Droit; mais s'il était fort en mathématiques, il étudiait aussi l'histoire et les institutions des peuples; M. Pariset pense que Napoléon fut étudiant à Strasbourg, où il aurait suivi des cours sur les institutions romaines.

Rœderer dit également, il est d'ailleurs le seul à rapporter le fait: « Il doit, peut-être, une partie de sa facilité à l'heureux accident qui, dans sa jeunesse, fit qu'il apprit par cœur les *Institutes* de Justinien; à Grenoble, il a appris les *Institutes* étant aux arrêts. » (2).

Une partie des œuvres du lieutenant Bonaparte ont été conservées, il s'y trouve des passages intéressants, bien qu'il y ait un abîme entre les réflexions du jeune Corse de 1786 et celles du Consul de l'an VIII.

Parmi les notes sur l'histoire naturelle de Buffon, se trouvent résumées les diverses théories sur la génération; il eut l'occasion d'utiliser ces notes dans la matière de la filiation, où Fourcroy lut un précis sur ce sujet.

Dans le fameux discours sur le sujet imposé par l'Académie de Lyon en 1791: « Quels sont les vérités et les

(1) Strowsky, article cité *Rev. Hebd.*

(2) *Œuvres*, t. III, p. 383.

sentiments qu'il importe le plus d'inculquer aux hommes pour leur bonheur » paraît sa profonde admiration pour Paoli, le héros législateur, qui devait certainement plus tard lui servir de modèle pour sa magistrature civile. « Les affaires étaient dans un tel désordre qu'un magistrat revêtu d'une grande autorité et d'un génie transcendant, pouvait seul sauver la patrie... ; il ne suffit point que la Corse trouve en lui un soldat, il faut qu'elle trouve un législateur et un politique », écrit-il, semblant ainsi parler de lui-même par anticipation.

Quelques passages aussi sur la législation et où transparaît le besoin d'égalité issu des idées de 1789 : « Après avoir persuadé le législateur qu'il doit s'occuper également du sort de tous les citoyens dans la rédaction de sa loi civile ; ... que le vieillard soit le père de tous ses enfants, qu'il partage également ses biens ». Et, surtout, cette pensée capitale : « Par la perfection, les lois naissent, se modifient selon les besoins, les circonstances ». La lecture de la discussion du Code suffit amplement à ruiner la légende d'un Bonaparte misogyne, argument favori des meetings féministes ; voici ce que pensait déjà le lieutenant de 1786, dans le style de l'époque : « Sans femme, il n'est ni santé ni bonheur. La douceur de l'union corrigera les sévérités de la rêverie, rendra la mélancolie plus tendre, les jouissances plus variées, le vaste champ du sentiment plus abondant et plus fertile » (1).

Ainsi donc, le jeune Bonaparte, partageant les courants d'idées de son époque, n'était pas sans opinion sur la législation ; dans la société de ce temps, « il n'y avait personne qui ne sût quelques règles de Droit, même dans le

(1) *Nap. inconnu*, II, p. 300, 301, 302, 309, 317,

peuple, dit Rœdérer ; comme dans le monde, il n'y a pas un homme qui ne puisse à propos citer quelque beau vers ». Il avait étudié les institutions romaines, et peut-être même les Institutes.

A son accession au Consulat, amené à réaliser la codification sous la poussée de l'opinion républicaine, il décide, à son habitude, de diriger ce travail qui lui tient particulièrement à cœur à cause du prestige personnel qui doit en jaillir, et de s'initier à la science juridique.

Il s'adresse tout naturellement à Cambacérès, son conseiller-légiste ; nous avons vu qu'il lui proposa de refondre les divers essais révolutionnaires afin de présenter au Corps législatif un projet qui fût à la hauteur des idées du siècle et digne du gouvernement, et que le Second Consul, guère fier de présenter ses projets de la Convention, expliquait en les lui remettant qu'ils contenaient « des dispositions qui avaient été l'objet d'une forte controverse et d'autres qui semblaient contraires aux principes d'une saine politique et aux règles de la bonne morale. « Le Consul emporte les projets et les parcourt attentivement. « J'ai lu, dit-il quelques jours après, il y a là un esprit d'analyse dont j'ai été satisfait, je n'ai pas eu besoin de relire » (cité par Vandal).

Avec la prodigieuse mémoire de Napoléon, point n'est besoin de chercher ailleurs ses sources juridiques ; de plus, pour le Concordat, il avait approfondi l'histoire ecclésiastique, à laquelle il fait de fréquentes allusions dans les discussions sur le mariage et le divorce.

Il ne cessait d'ailleurs de méditer sur les nouvelles notions acquises, car il reprit plus tard ce sujet avec Cambacérès ; « il s'expliqua, dit celui-ci, en des termes positifs sur la nécessité de donner plus d'intensité à l'auto-

rité paternelle (en fait, dans la discussion de cette matière, il se montra nettement individualiste), sur l'utilité de revoir la loi du divorce, sur la libre disponibilité des biens, sur l'adoption ». Ils différaient totalement d'avis sur les donations et successions, Bonaparte étant d'opinion plus avancée.

« Le Premier Consul, préoccupé des idées modernes, et ne voyant que le progrès de l'agriculture ainsi que la faculté de recouvrement des contributions, soutenait que plus les héritages étaient divisés, plus l'Etat devenait riche. Je différais d'avis et lui fis observer que, dans un gouvernement, il importait d'avoir de grandes propriétés, qu'ils en étaient les bases essentielles » (1), mais Bonaparte ne voulait rien savoir et surtout en ce qui concernait les substitutions. Ces passages sont très importants pour juger la conduite de Bonaparte dans les discussions ultérieures sur ces matières ; il se pose en défenseur des idées modernes, des opinions des philosophes, des encyclopédistes ; « le génie réalisateur de Napoléon fit passer dans les coutumes et dans la vie tout ce que l'individualisme délirant du XVIII^e siècle comportait de viable et aussi de mortel » (2). « Classant dans sa tête les principes généraux du Droit civil, joignant à ces quelques notions rapidement recueillies, sa profonde connaissance de l'homme, sa parfaite netteté d'esprit, dit Thiers, il s'était rendu capable de diriger ce travail si important » (3).

Bien plus, s'il faut en croire Boulay de la Meurthe, le Premier Consul, utilisant la merveilleuse faculté qu'il avait de s'occuper à tous moments de matières différentes,

(1) Vandal, II, p. 484.

(2) Maurras, p. 27, Napoléon.

(3) *Cons.*, p. 359.

aurait approfondi ses connaissances juridiques dans le même temps qu'il gagnait Marengo !

« Pendant cette mémorable campagne, il n'avait pas été exclusivement préoccupé du soin des opérations militaires, il avait aussi porté ses méditations sur l'étude des lois : « J'ai parcouru, disait-il un jour à des conseillers d'Etat, étonnés de la part qu'il prenait aux discussions du Code civil, tous les livres de Droit que j'ai pu me procurer » (1).

Le secret de la science juridique de Bonaparte, c'est donc la méditation, règle de conduite de sa vie dans les circonstances les plus diverses. Lui-même nous l'a révélé : « Moi, je travaille toujours, je médite beaucoup. Si je parais toujours prêt à répondre à tout, à faire face à tout, c'est qu'avant de rien entreprendre, j'ai longtemps médité... » (2). Il est l'homme qui a le plus médité sur les pourquoi qui régissent les actions humaines », constate Taine, en soulignant la précision technique de ses questions et son goût insatiable pour les détails.

C'est cette profonde méditation qui explique la facilité avec laquelle il excellait à clarifier les questions les plus complexes, à résumer avec art les discussions, à disséquer les difficultés.

Il n'est pas exact de dire que « ces solutions si nettes, ces arguments si forts, ces principes si sûrs, cette science juridique qui nous étonne, ne sont, la plupart du temps, que l'appréciation sensée des nécessités de la pratique ».

Sans doute, au-dessus des théories les plus accréditées, il avait toujours placé le bon sens et l'équité ; mais ce bon sens ne pouvait s'exercer avec sûreté qu'affermi

(1) B. de la M., p. 133.

(2) Roederer, III, 544 ; Taine.

par des notions solides, acquises par une prodigieuse assimilation infiniment plus remarquable que l'intuition qu'ont tant vantée les adulateurs.

Non seulement cette méditation est remarquable parce que poussée à une acuité qui ébahira les légistes, mais aussi parce qu'elle provenait d'un homme attelé à une tâche colossale et y consacrant plus de dix-huit heures par jour, et pour les matières les plus diverses. On sait qu'il disait lui-même de cette prodigieuse faculté : « Quand je veux interrompre une affaire, je ferme son tiroir, et j'ouvre celui d'une autre. Elles ne se mêlent point, et ne me gênent ni ne me fatiguent jamais l'une par l'autre. Veux-je dormir, je ferme tous les tiroirs, et me voilà au sommeil » (1).

Mais cette immense intelligence, consciente de sa supériorité, eût pu amener chez Bonaparte des idées bizarres et arrêtées ; il n'en était rien, il savait s'incliner devant l'expérience, lorsque la lumière jaillissait de la discussion.

(1) Méneval, I, 423.

CHAPITRE VII

UN CODE TAMBOUR BATTANT

SESSION 1801-1802

Avant d'examiner en détail le rôle de Bonaparte dans la discussion du Code, il convient de faire quelques remarques générales à ce sujet.

Les séances du Conseil d'Etat consacrées au Code n'ont pas formé un ensemble, comme la lecture des procès-verbaux pourrait le faire croire ; deux jours par décade, les quartidi et sextidi, et plus tard le jeudi seulement, étaient réservés à cette discussion ; entre temps mille grands problèmes étaient débattus, les sections revoyaient les textes, la réflexion changeait les sentiments, aussi serait-il sans doute vain de vouloir rechercher une unité de pensée absolue chez les rédacteurs et chez le Premier Consul.

Les procès-verbaux, effort sincère pour assurer la publicité des discussions, renseignent assez mal sur leur physiologie : le cocktail Locré-Cambacérès n'a laissé qu'un bien pâle aperçu des interventions de Bonaparte, « la vie manque au sec et froid squelette de ces plumitifs ».

Heureusement le conseiller Thibaudeau nous a transmis quelques passages intégraux de la parole consulaire ; tous les extraits cités ultérieurement seront pris de préférence dans cette dernière version, et, à défaut, empruntés aux procès-verbaux officiels.

Il serait inexact de réduire l'influence réelle de Bonaparte à la seule présidence de l'assemblée générale du Conseil d'Etat, car son rôle était infiniment plus considérable ; tout d'abord, il surveillait avec sollicitude l'avancement des travaux, se faisant présenter tous les projets, appelant les conseillers d'Etat près de lui, entrant dans les moindres détails : « Ces conversations ont été, dit Rœderer, de véritables Conseils d'Etat. Il ne peut avoir devant lui des hommes publics sans être homme d'Etat, et tout devient pour lui Conseil d'Etat » (1). Les discours de présentation des lois au Corps législatif lui étaient soumis. Souvent, il s'intéressait tant aux discussions du Conseil qu'il priait les orateurs à dîner pour pouvoir continuer les échanges de vue ; de plus, à ses réceptions du soir, notamment celles du mercredi, il réunissait autour de lui les conseillers présents, les interrogeant sur les matières qu'on devait discuter, provoquant la contradiction, dissimulant sa propre pensée et fixant ainsi son opinion. C'était ce qu'il appelait « préparer ses séances » ; c'est ce qui explique aussi sa compétence dans les discussions publiques, précédées souvent pour lui d'entretiens particuliers sur les matières importantes, ce qui lui permettait de mûrir son opinion.

Il faut surtout remarquer que les travaux du Code, par suite de l'importance des matières et d'événements extérieurs qui seront traités ultérieurement, se sont répartis sur trois années, en trois tronçons bien distincts.

A chacune de ces « sessions » correspond une mentalité différente pour le Consul, pour l'opinion publique. « La monarchie s'avancait dans l'ombre de la République »,

(1) Rœderer, p. 382, t. III.

et aussi dans la composition du Conseil d'Etat ; il convient donc d'examiner à part ces sessions si diverses entre elles.

La première « session » du Conseil d'Etat consacrée au Code civil va du 17 juillet 1801 au 6 janvier 1802 ; elle comprend les quarante premières séances, dont trente-cinq furent présidées par Bonaparte, et englobe tout le livre I^{er} sur les Personnes. Elle est de loin la plus importante des trois ; le Premier Consul avait pensé terminer cet énorme travail en deux sessions du Corps législatif ; l'opposition des assemblées vint clôturer brusquement cette première partie.

Là se placent les principales interventions de Bonaparte et la discussion des matières les plus controversées, les plus intéressantes aussi par la nouveauté des travaux.

L'hiver 1801-1802 fut une période relativement calme, laissant assez de loisirs au législateur-soldat ; faut-il penser également que Bonaparte trouvait particulièrement attirante la matière de la Famille ? C'est surtout l'organisation sociale nouvelle qui passionnait le Consul.

Par sa proximité de la pratique, le livre des Personnes devait agréer particulièrement au Consul ; c'était une matière moins technique aussi, plus accessible à qui ne possédait que des notions de Droit. On a parfois conclu du fait que la discussion n'avait pas toujours suivi l'ordre logique des matières, que Bonaparte avait donné la préférence à certains sujets qui lui tenaient à cœur ; il semble plutôt que cela provienne du travail plus ou moins rapide de la section de législation.

Pour briser la résistance parlementaire, le Premier Consul interrompt brusquement le travail du Code et met les assemblées « à la diète ».

Puis vient le Consulat à vie, consécration officielle du

long pouvoir de fait de Bonaparte ; c'est dans une atmosphère toute différente de la première que s'ouvre la deuxième conférence du Code civil, qui s'étend du 9 septembre 1802 au 1^{er} mai 1803, comprenant trente-trois séances, dont huit sont consacrées à la révision du Livre des Personnes, après communication officieuse au Tribunat.

Bonaparte ne préside que onze de ces séances, et il ne viendra qu'à neuf des trente-trois dernières (qui forment la troisième session du Conseil, laquelle va du 29 septembre 1803 au 23 mars 1804), et dont, il est vrai, de nombreuses étaient consacrées à la lecture des exposés au Corps législatif.

On le voit, si Napoléon a assisté à cinquante-cinq des cent six séances du Code civil, c'est dans la partie 1801-1802 qu'il faut étudier ses principales interventions ; c'est là que s'est créée sa gloire de législateur, devant un auditoire et un public stupéfaits de le voir évoluer magistralement en un domaine si nouveau pour lui.

Plus tard, ulcéré de la résistance des assemblées, accaparé par les soucis d'un Etat tentaculaire, il se montre moins assidu aux séances ; au surplus, les matières y étaient plus techniques, et souvent les solutions de l'expérience devaient y prévaloir, sauf en matière d'hypothèques où resta une lacune dans le Code ; les idées sont nettement monarchiques, et l'attention du Consul est fixée anxieusement vers l'avenir ; « déjà Napoléon perceait sous Bonaparte ».

SESSION 1801-1802

I. Séances présidées par le Premier Consul.

1. 28 Messidor an IX (17 juillet 1801).
2. 4 Thermidor an IX (23 juillet). Titre préliminaire.

3. 6 Thermidor an IX (25 juillet). Jouissance des droits civils.

4. 14 Thermidor an IX (2 août). Jouissance des droits civils.

5. 16 Thermidor an IX (4 août). Jouissance des droits civils.

6. 24 Thermidor an IX (12 août). Jouissance des droits civils.

7. 26 Thermidor an IX (14 août). Jouissance des droits civils.

8. 6 Fructidor an IX (24 août). Actes de l'état-civil.

9. 14 Fructidor an IX (1^{er} septembre). Actes de l'état-civil.

10. 16 Fructidor an IX (3 septembre). Domicile. Absents.

11. 24 Fructidor an IX (11 septembre). Etat-civil. Absents.

12. 26 Fructidor an IX (13 septembre). Mariage.

13. 4 Vendémiaire an X (26 septembre). Mariage.

14. 5 Vendémiaire an X (27 septembre). Mariage.

15. 14 Vendémiaire an X (6 octobre). Mariage et divorce.

16. 16 Vendémiaire an X (8 octobre). Divorce.

17. 24 Vendémiaire an X (16 octobre). Divorce.

18. 26 Vendémiaire an X (18 octobre). Divorce.

19. 4 Brumaire an X (26 octobre). Divorce (inédite).

20. 6 Brumaire an X (28 octobre). Mariage (inédite).

21. 14 Brumaire an X (5 novembre). Paternité (inédite).

22. 16 Brumaire an X (7 novembre). Paternité (inédite).

23. 24 Brumaire an X (15 novembre). Paternité (inédite).

24. 26 Brumaire an X (17 novembre). Paternité (inédite).

25. 28 Brumaire an X (19 novembre). Actes état-civil (inédite).

26. 2 Frimaire an X (23 novembre). Actes état-civil (inéдите).

27. 4 Frimaire an X (25 novembre). Absents (inéдите).

28. 6 Frimaire an X (27 novembre). Adoption (inéдите).

29. 14 Frimaire an X (5 décembre). Adoption (inéдите).

30. 16 Frimaire an X (7 décembre). Adoption (inéдите).

31. 24 Frimaire an X (15 décembre). Mariage (inéдите).

32. 26 Frimaire an X (17 décembre). Puissance paternelle. Minorité (inéдите).

33. 4 Nivôse an X (25 décembre). Adoption (inéдите).

34. 6 Nivôse an X (27 décembre). Divorce (inéдите).

Message du 12 Nivôse an X.

35. 14 Nivôse an X (4 janvier 1802). Divorce (inéдите).

2. *Rédacteurs du Code cités par les procès-verbaux (t. I)*

Locré (Lég. civile I à VIII) et

Thibaudeau (Consulat, p. 411 et s.).

Bonaparte, Premier Consul.

Cambacérès et Lebrun, Consuls.

Abrial, ministre de la Justice.

Tronchet, Bigot-Préameneu et Maleville, de la Commission du Code.

Section de législation.

Section de l'Intérieur

Pdt. Boulay de la Meurthe,

Pdt. Rœderer,

Berlier-Emmery-Réal,

Cretet-Regnaud,

Portalis-Thibaudeau.

Fourcroy-Shée.

Section des finances.

Section de la Guerre.

Pdt. Defermon,

Pdt. Brune,

Regnier-Duchâtel,
Devaisnes.

Lacué-Marmont,
Béranger-Dumas.

Section de la Marine.

Pdt. Fleurieu.

Redon.

A. SESSION 1801-1802

17 juillet 1801 (28 Messidor an IX), 6 janvier 1802.

I. *La personnalité civile.*

Cette matière marque les débuts de Bonaparte et du Conseil d'Etat dans leur tâche toute nouvelle de codification. Le Premier Consul y apporte une grande ardeur ; il parcourt le texte de la loi, en donne lecture parfois, fait rectifier la rédaction.

Toutefois, sauf quelques improvisations intéressantes, son rôle consiste surtout à interroger ; il cherche sans cesse à apprendre et assimile avec une rapidité prodigieuse.

Les conseillers eux-mêmes interviennent avec quelque prudence ; en dehors des commissaires et des membres de la section de législation, ne parlent guère que les anciens avocats : Rœderer, ancien conseiller au Parlement de Metz ; Régnier, ex-avocat à Nancy ; Defermon, procureur au Parlement de Bretagne, Duchâtel, l'auteur de la célèbre loi du 22 Frimaire an VII sur l'Enregistrement ; à la fin de cette discussion interviennent le consul Lebrun, le chimiste Fourcroy, le général Brune, successeur de Bonaparte à la tête de l'armée d'Italie, Cretet, Shée, Lacué, etc...

La séance du 28 Messidor fut très courte, le Premier Consul se faisant simplement rendre compte officiellement

de l'état des travaux ; la discussion ne s'engagea que le 4 Thermidor seulement.

A propos de l'ordre général à suivre dans le livre des Personnes, Bonaparte propose de suite un plan personnel qui, s'il n'est pas adopté, n'en marque pas moins le résultat de mûres réflexions et une vision singulièrement aiguë de la matière : « Il ne voit que trois grandes divisions dans les lois civiles relatives aux personnes : elles tendent toutes ou à fixer l'état que chacun a dans la société civile, ou à régler les rapports entre les époux, ou à régler ceux qui existent entre les pères et leurs enfants. Peut-être cette division en masse serait-elle plus simple et plus naturelle que la division proposée..., la section doit surtout s'attacher à éviter l'arbitraire dans ses divisions, et ne les puiser que dans l'essence des choses..., la section paraît s'écarter de ses propres principes, lorsque, contre les dispositions du Droit romain et l'opinion unanime des jurisconsultes, elle admet que la loi ne sera pas obligatoire aussitôt qu'elle sera connue... » (1)

Cambacérès déclare de son côté : « Les définitions en général ne doivent pas être placées dans les lois : tout ce qui est doctrine appartient à l'enseignement du droit et aux livres des jurisconsultes » ; au cours de la discussion des donations (7 Pluviôse an XI) les juristes insisteront à nouveau sur l'opportunité d'éviter les définitions dans le Code.

A cette première séance, Bonaparte était intervenu douze fois ; il parlera encore quinze fois à celle du 6 Thermidor ; il fait ainsi son apprentissage de juriste, prenant

(1) P. V., I, p. 3-4-7.

surtout des décisions de président : mise aux voix, renvoi à la section.

Il montre surtout des préoccupations d'ordre militaire, et se renseigne avidement sur l'ancien régime. On fit lecture du procès-verbal de la séance précédente, mais vu les particularités de ce compte rendu détaillé et destiné à être publié, il fut décidé qu'on le déposerait dorénavant au secrétariat, où chaque membre pourrait aller prendre connaissance de la rédaction de son opinion, et y faire les rectifications qu'il jugerait convenables.

Les procès-verbaux laissent deviner les divers mouvements d'humeur du Consul ; tantôt il raisonne avec calme et grandeur : « on ne doit envisager la question que sous le rapport de l'intérêt de la France », tantôt, il s'anime : « cette loi serait un scandale... », ou encore, quelque allusion à la politique : « la nation française, nation grande et industrielle, est répandue partout ; elle se répandra encore davantage par la suite ».

La séance du 16 Thermidor, sur la jouissance et la privation des droits civils, est singulièrement plus animée ; il est vrai qu'il s'agissait des émigrés, question particulièrement d'actualité ; le Premier Consul intervient vingt-sept fois, de façon plus technique. Il demande qu'après la mort naturelle du condamné on exécute le jugement par effigie, et qu'on fasse une nation particulière des déportés. La matière était d'ordre exceptionnel et politique, on n'y pouvait remédier par les règles ordinaires de la législation civile ; Bonaparte le reconnaissait en le déplorant : « Dans tous les pays, dans tous les siècles, il y a eu des lois semblables à celles des émigrés. Il faut donc rappeler ces lois et les maintenir ; on ne doit pas hésiter à convenir qu'il y a de ces lois qui appartiennent

aux maladies du corps politique... Il y a 5 ou 6.000 émigrés qu'on ne doit pas laisser rentrer pour troubler les propriétaires, à moins qu'ils ne passent sur nos cadavres... »

« Que m'importe l'opinion des salons et des caillettes ! Je ne l'écoute pas. Je n'en connais qu'une, c'est celle des gros paysans : tout le reste n'est rien » (1).

C'est à propos de la déportation qu'on trouve sa première grande improvisation, qui apporte dans les débats une note intensément humaine : « Il serait donc défendu à une femme profondément convaincue de l'innocence de son mari, de suivre dans sa déportation l'homme auquel elle est le plus étroitement unie ; ou, si elle cédait à sa conviction, à son devoir, elle ne serait plus qu'une concubine. Pourquoi ôter à ces infortunés le droit de vivre l'un auprès de l'autre, sous le titre honorable d'époux légitimes ? Comment ! lorsque le condamné est déporté, la justice et la vindicte publique ne sont-elles pas assez satisfaites ? Tuez-le plutôt. Alors sa femme pourra lui élever un autel de gazon dans son jardin et venir y pleurer. La femme peut avoir été quelquefois la cause du crime de son mari, elle lui doit des consolations.

Eh ! combien d'hommes ne sont coupables qu'à cause de leur faiblesse pour leurs femmes ! Qu'il soit donc permis à celles qui ont causé leurs malheurs de les adoucir en les partageant. Si une femme satisfait à ce devoir, vous estimerez sa vertu, et cependant vous ne mettez aucune différence entre elle et l'être infâme qui se prostitue... (2). Le besoin de cette mesure est vivement senti. Elle est dans l'opinion publique et prescrite par l'humanité » (3).

(1) Thib., *Cons.*, 97-99.

(2) P. V., I, p. 63-64.

(3) Thib., p. 426.

Cette élévation de pensée de Bonaparte est particulièrement frappante sous deux aspects : d'abord, le Premier Consul avait dû effectuer des déportations politiques (à la suite de l'attentat de la « Machine infernale », quatre-vingt-dix huit « Jacobins » furent déportés, dont quarante seulement revinrent vivants). On voit que sa pitié suivait les malheureux, souvent de grands criminels, dans leurs pérégrinations ; et puis, lui aussi devait être séparé de son épouse, déporté sur une île sauvage. Toute l'histoire de Napoléon n'est-elle pas la tragédie de l'homme seul ? Et cette douceur de la consolation féminine dont il évoque le charme avec tant de chaleur, il ne l'a jamais connue...

A propos de l'absence, le Consul prend encore les intérêts de la femme avec sollicitude : « Le projet de loi doit s'occuper aussi des femmes des absents, et empêcher que les héritiers ne les excluent de la maison de leurs maris. Il faut encore pourvoir à ce que la femme ne soit pas arrachée à ses habitudes et à ses affections..., le sort de la femme serait trop affligeant, si l'absence de son mari lui faisait perdre les avantages de leur union » ! (1) Ces déclarations démontrent son besoin d'équité et démentent totalement l'opinion qui voudrait faire du Premier Consul l'ennemi acharné de la femme.

A chaque séance, Bonaparte intervient fréquemment ; pour le Domicile, il défend successivement l'intérêt des créanciers, des tiers et des contributions ; dans les sujets maritimes et militaires, d'autres généraux prennent la parole également.

A la séance du 14 Fructidor, il dit : « Le militaire n'est jamais chez l'étranger lorsqu'il est sous le drapeau : où

(1) P. V., I, p. 226-227.

est le drapeau, là est la France ! (1) » Phrase qui est aussitôt montée en épingle par les auditeurs et devient célèbre dans les salons.

Toutefois, sauf quelques phrases heureuses, ce n'est pas dans ces débuts des travaux qu'il faut chercher les interventions les plus originales ni les plus importantes du Consul ; c'est sa période de formation juridique, et il se montre légiste studieux.

Or, notamment à propos de l'état-civil, il traitait des matières où, comme général, il pouvait parler avec intérêt et compétence ; et ce sont, en fait, dans des sujets purement juridiques : mariage, adoption, vente, hypothèques, qu'il fera les distinctions les plus subtiles, et clarifiera les débats les plus embrouillés. Il y a là plus que des manifestations de bon sens ; réellement, Bonaparte était extraordinairement doué.

II. — *Le Mariage.*

Cette matière est une des premières où Bonaparte montre des idées nettement personnelles et où il tient tête aux légistes ; ses interventions sont, la plupart du temps, des observations de bon sens ; il raisonne, imagine des cas pratiques, prenant souvent ses exemples dans l'Orient dont la magie semble l'avoir retenu depuis son voyage d'Egypte ; on sent bien cependant qu'il s'est familiarisé quelque peu avec les notions juridiques. Mais il n'a pas dû approfondir le sujet auparavant, car ses définitions restent confuses, démontrant bien que sa science du Droit est de fraîche date.

Bonaparte désirait donner plus de solennité au contrat

(1) P. V., I, p. 173.

civil du mariage, afin d'attirer l'attention des futurs conjoints, et principalement de la femme, sur l'importance de l'acte qu'ils vont passer ; il veut suppléer aux pompes des cérémonies religieuses. Tronchet propose que l'officier de l'état civil fasse lecture des devoirs des époux : « Le Premier Consul adopte d'autant plus volontiers cette idée, que la lecture proposée donnerait à une fille dont on aurait forcé les inclinations le temps de réclamer à la face du public... » (1).

« L'officier civil marie sans aucune solennité. Il faut quelque chose de moral. Voyez les prêtres. Il y avait un prône. Si cela ne servait pas aux époux qui pouvaient être occupés d'autre chose, cela était entendu par les assistants » (2).

Partout, il cherche à faire triompher l'équité et le bon sens ; c'est ainsi qu'il intervient énergiquement en faveur du sourd-muet, auquel on refusait le droit de se marier : « Pourquoi aggraver son malheur en ajoutant des privations à celles que lui a infligées la nature ».

Le Conseil examine d'abord la question de l'âge requis. « Il est à désirer que les hommes ne puissent se marier avant 20 ans, les filles avant 18. Sans cela nous n'aurons pas de bonne race. » « Je verrais moins d'inconvénients à fixer l'âge à 15 ans pour les hommes qu'à 13 pour les femmes ; car que peut-il sortir d'une fille de cet âge qui a neuf mois de grossesse à supporter ? On cite les Juifs. A Jérusalem, une fille est nubile à 10 ans, vieille à 16 ans, et non touchable à 20 » (3).

C'était déjà l'opinion du conventionnel Garnier, qui

(1) P. V., I, p. 166.

(2) Thib., p. 433.

(3) Thib., p. 429.

disait à la séance du 21 août 1793 : « Il ne s'agit pas ici d'une théorie de médecine ou de chirurgie, mais d'une loi utile à la société ; or, rien ne serait plus nuisible à l'intérêt public que de permettre le mariage avant 15 ans pour les garçons et 13 pour les filles. Nous n'aurions que des enfants faibles ou des avortons » (1).

Les deux points à propos desquels il intervient avec maîtrise sont les nullités pour vices du consentement : violence, et erreur sur la personne.

« Je veux épouser une cousine qui arrive des Indes, et l'on me fait épouser une aventurière ; j'en ai des enfants, je découvre qu'elle n'est pas ma cousine ; le mariage est-il bon ? La morale publique ne veut-elle pas qu'il soit valable ? Il y a eu échange d'âme, de transpiration. Dans le mariage, il y a autre chose que l'union de noms et de biens. Le législateur doit-il admettre qu'on s'est marié principalement pour cela, ou pour les formes physiques, les qualités morales, tout ce qui excite le sentiment et l'amitié animale ? Si ces dernières qualités sont le principal fondement du mariage, ne serait-il pas choquant de l'annuler parce que la fille qu'on aurait épousée n'aurait pas les qualités accessoires (2) ? Dans le principe, il n'y a point de contrat s'il y a violence, mais la consommation du mariage forme le contrat par les sens. »

On sent que le Consul commence à se familiariser avec les notions juridiques ; il cite le Droit romain : « Il voudrait qu'on discutât les motifs de la loi Julia ; ... l'inconvénient de la confusion de part n'a pas fait impression sur les anciens, puisque l'exemple d'Auguste prouve qu'ils épousaient des femmes enceintes ». Il estime que « le projet

(1) Monit., 24-(8)-93, p. 1003.

(2) Thibaudeau, p. 429-430.

ne laisse pas assez de latitude aux tribunaux, il est trop dogmatique. Si la loi n'indique pas le but qu'elle veut atteindre et n'explique pas ses intentions, on décidera souvent contre son vœu par l'analyse de ses dispositions... il conviendrait d'abandonner à la prudence du juge tout ce que cet article érige en dispositions formelles. La jurisprudence est le résultat composé d'une foule de dispositions ; ainsi, si la loi devait la reproduire, il faudrait que ses articles fussent multipliés à l'infini » (1). C'est une idée sur laquelle il reviendra tout au long des travaux.

A la séance du 24 Frimaire, à propos de l'erreur sur la personne, il reprend ses considérations pratiques et équitables, et fait des distinctions singulièrement subtiles, qui ont inspiré ces réflexions à Marcadé : « Trop de science abêtit parfois, selon la rude expression de Pascal..., ils étaient savants, eux aussi, ils étaient hommes de mérite assurément, ces Portalis, ces Maleville, ces Tronchet, ces Berlier, ces jurisconsultes consommés qui discutaient notre Code civil au sein du Conseil d'Etat, et pourtant on voyait là un jeune homme de trente ans leur reprocher de manquer parfois des idées les plus simples, et se donner beaucoup de mal pour leur faire comprendre, par exemple, qu'il ne peut pas être légalement question de casser un mariage qui légalement n'existe pas » (2).

Thibaudeau nous a rendu de façon fidèle les réparties pittoresques du Premier Consul dans cette discussion ; il semble énervé, et s'écrie : « Vous ne devez pas vous servir de ces termes « le premier mariage » puisque vous dites que dans ce cas, il « n'y a pas eu de mariage ». On a distingué deux cas dans la discussion. 1^o Il n'y a pas de

(1) P. V., I, p. 262.

(2) Mariage, p. 15.

mariage à défaut de consentement devant l'officier civil, et si on a écrit que la femme a dit « oui » quand elle a dit « non ». 2^o Si la femme, ayant dit « oui », prétend ensuite avoir été forcée, il y a mariage, mais il peut être annulé. Il en est de même par rapport à l'erreur de personne. Si lorsque je voulais épouser une blonde avec les yeux noirs, on m'a donné pour femme une brune avec les yeux bleus, il n'y a pas de mariage. S'il n'y a eu erreur que sur la qualité, il y a mariage, mais il peut être nul. Votre rédaction ne maintient pas ces distinctions ». Le pauvre Réal, sidéré par cette avalanche, essaie de se disculper : « J'ai cependant tâché de rendre les idées du Premier Consul. Il n'y a pas consentement quand il y a violence », mais il se fait vite rabrouer. « Si fait, il y a consentement, il suffit d'une minute. Seulement, le consentement n'a pas été libre. » Puis, c'est avec Cambacérès que la discussion s'échauffe. Bonaparte s'écrie : « on n'a pas d'idées de l'institution du mariage ni des lumières du siècle. A présent qu'il n'y a plus de castes, c'est la plus imposante devant la nature humaine... autrement ce serait un jeu. Il y a eu échange d'âme. Tant pis pour l'homme... Votre article est immoral, vous regardez le mariage comme une partie de pêche... Vous regardez comme essentiel au mariage, ce que je ne regarde que comme accessoire. Vous ne pouvez plus remettre la fille dans l'état où elle était. Je trouve cela immoral et contraire à la dignité de l'homme. On sifflerait un drame qui serait contraire à mon système » (1).

Mais le Second Consul veut à toute force riposter, et présente des exemples peu probants : « Je citerai le fait

(1) Thib., p. 430 à 433.

d'un militaire qui revient de l'armée après dix ans d'absence ; il croit épouser sa cousine, mais le tuteur lui a substitué sa fille : il n'y a pas consentement ». « Vous traitez cela en homme d'affaire, rétorque Bonaparte : le mariage est bon ; car enfin la dot n'est que l'accessoire, l'union des corps est le principal. » « Je fais une autre hypothèse, insiste Cambacérès. Le militaire voulait épouser une femme laide et pauvre, on lui en substitue une jolie et riche, il n'en veut pas. Tous vos raisonnements croulent. » « Tout votre système, conclut le Premier Consul, a pris naissance quand on se mariait par procuration ; mais à présent, on se marie corps à corps. »

Dans les procès-verbaux officiels, on trouve le récit fortement atténué de la véhémence consulaire, mais elle n'en est pas moins visible.

Contrairement à la légende qui fait de Bonaparte un homme aigri par les déconvenues de sa vie conjugale et ne cherchant qu'à asservir les femmes, nous voyons sans cesse le Consul, dans cette discussion du mariage, intervenir pour sauvegarder ses intérêts : « La loi ne peut vouloir que les femmes soient victimes des formalités et qu'elles perdent l'occasion de contracter un mariage convenable parce que le temps manque pour remplir les formes. Il est assez dans les habitudes des hommes de ne terminer leurs affaires qu'au dernier moment », ou encore : « la moralité pourrait défendre la dissolution du mariage contracté par erreur avec une aventurière, si, par une bonne conduite longtemps soutenue, elle avait fait le bonheur de son mari » (1).

Toutefois, s'il cherche à défendre les époux, et parti-

(1) P. V., I, p. 254.

culièrement la femme, contre « la faiblesse de l'âge et la tyrannie des familles », il n'en reste pas moins partisan de sa subordination absolue à son mari. D'ailleurs la vague d'indépendance qui avait fait éclore les libertés féminines était bien périmée par les abus qu'elle avait engendrés ; les conventionnels déjà n'avaient pas admis unanimement l'égalité des sexes, témoin ce passage de la séance du 24 août 1793 (1). Merlin : « Je pense que la femme est généralement incapable d'administrer, et que l'homme ayant sur elle une supériorité naturelle, doit la conserver.

Camille Desmoulins : « Je ne veux pas que l'on conserve plus longtemps la puissance maritale, qui est une création des gouvernements despotiques. A l'appui de mon opinion vient cette considération politique, qu'il importe de faire aimer la révolution par les femmes ».

Couthon : « Il suffit d'avoir fait quelques réflexions sur la nature de l'homme, pour s'être convaincu que la femme est née avec autant de capacité que l'homme ; si jusqu'ici elle en a moins montré, ce n'est pas la faute de la nature, mais celle de nos anciennes institutions ». De plus, M. Sévin le remarque, Cambacérès qui, dans ses premiers projets de Code civil, avait cédé à un entraînement d'extrême égalité, en proposant l'égale administration par les deux époux, était revenu, dans son troisième projet, au principe universellement reconnu de la subordination de la femme mariée (2).

Bonaparte est catégorique à cet effet ; peut-être la légèreté de Joséphine expliquait-elle la véhémence de ses propos. C'est certes la seule influence qu'elle ait exercée sur le Code ! La licence des mœurs pendant la Révolution

(1) *Moniteur*, 26.8.93, p. 1014.

(2) P. 60.

et les guerres, avait causé des scandales principalement à Paris.

Toujours est-il qu'il pense que « l'obligation où est la femme de suivre son mari est générale et absolue ».

« Est-ce que vous ne ferez pas promettre obéissance par la femme ? Il faudrait une formule pour l'officier de l'état civil, et qu'elle contînt la promesse d'obéissance et de fidélité par la femme. Il faut qu'elle sache qu'en sortant de la tutelle de la famille, elle passe sous celle du mari » (1).

Et comme on discute du fondement de cette subordination : « L'ange l'a dit à Adam et Eve. On le prononçait en latin lors de la célébration du mariage, et la femme ne l'entendait pas. Ce mot là est bon pour Paris surtout où les femmes se croient le droit de faire ce qu'elles veulent. Je ne dis pas que cela produise de l'effet sur toutes ; mais enfin cela en produira sur quelques-unes. Les femmes ne s'occupent que de plaisir et de toilette. Si l'on ne vieillissait pas, je ne voudrais pas de femme. Ne devrait-on pas ajouter que la femme n'est pas maîtresse de voir quelqu'un qui ne plaît pas à son mari ? Les femmes ont toujours ce mot à la bouche : « vous voulez m'empêcher de voir qui me plaît » (2).

Cette boutade est intéressante, car elle est une des seules qui nous aient été conservées de la discussion du Code. Elle a été lancée, sans nul doute, après une scène avec Joséphine. La générale, en effet, recevait au château une société nettement aristocratique. Ne se rendant aucun compte de l'ascension prodigieuse où elle était entraînée, il lui arrivait d'écouter des personnages trop fortement

(1) Thib., 433.

(2) Thib., 435, 436.

réactionnaires. Le Consul y voyait généralement l'avantage de lui ramener les éléments conservateurs ; mais parfois il intervenait pour faire écarter quelque visiteur par trop compromettant.

Il faut croire que Joséphine savait défendre ses amitiés.

Quoiqu'il en soit, l'important est de constater que si, parfois, la médiocrité de sa femme provoquait chez le Consul quelques réactions assez vives, il n'a pas cessé d'intervenir pour protéger le sexe faible dans une matière particulièrement importante pour celui-ci.

Sans apporter de grandes précisions techniques, il illumine déjà les points délicats de la discussion par son art de synthétiser et par des raisonnements logiques.

Tout au cours de la discussion, il ne cessera de défendre l'application de l'équité dans le Droit, ce qu'il appelle la « Justice civile » ; et ce n'était pas inutile, car parfois les légistes, sous l'effet des raisonnements d'école, tendaient à opérer confusément le raccord des institutions anciennes et des novations révolutionnaires.

III. — *Le Divorce.*

Il n'est pas exagéré de dire que ce sujet est des plus importants, peut-être le nœud de cette étude. Il s'agit de jeter bas la tenace légende d'un Bonaparte imposant à la France le divorce par consentement mutuel afin de pouvoir éventuellement l'utiliser à son profit ; malgré le caractère rusé du Premier Consul, rien n'était cette supposition.

Certes, qu'il ait manœuvré en ce sens au Conseil d'Etat, la chose n'est pas niable ; sa tactique est très claire qui consiste à pourfendre hardiment, quitte à rompre le fer dès qu'il sent la résistance opiniâtre. Car le Conseil garde

un silence réprobateur ; Portalis résiste par scrupule religieux, Tronchet boude par doctrine ; en vain courtisans et purs républicains essaient-ils d'épauler l'effort du Consul, qui se lance dans les élucubrations les plus audacieuses : le Conseil n'obéira que contraint et forcé.

Pourtant, trois ordres de considérations obligent à écarter toute idée de préméditation. Tout d'abord, ce serait contraire à la vérité historique telle qu'on peut la faire ressortir des événements de 1801.

« Ses moments de passion, dit M. Savatier, ont une double source : Joséphine et la concurrence catholique. Joséphine ! Comme elle est présente derrière les discours de Bonaparte au Conseil d'Etat » (1).

A vrai dire, cette influence de Joséphine ne transparaît guère que dans l'aigreur de certains propos du Consul sur les femmes ; la futile poupée, inférieure au gigantesque destin où l'entraîne malgré elle le Titan, montrera jusqu'à sa mort une incompréhension, une petitesse d'idées et de vie, une médiocrité lamentables. « Que tout ceci me fatigue et m'ennuie, répétait-elle sans cesse, je n'ai pas un moment à moi. J'étais faite pour être la femme d'un laboureur » (2).

La légende populaire avait transformé cette perruche en fétiche, et le Consul lui-même affectait d'y croire : « Bonaparte était persuadé que sa femme lui portait bonheur ; elle le croyait aussi », nous dit Thibaudeau (2).

La conduite de la générale avait été plus que légère pendant que son illustre « chat botté » d'époux se couvrait de gloire en Italie et en Egypte ; Bonaparte était bien revenu de son enthousiasme amoureux des débuts, et peu s'en était fallu qu'il ne la répudiât dès son retour en France.

(1) *Op. cit.*, p. 41.

(2) Thib., p. 17-19.

S'il eût voulu alors s'en séparer, l'occasion était propice ; mais la question d'hérédité ne se posait pas encore, et sans doute avait-il proche le souvenir de l'appui qu'elle lui avait apporté par son mariage et ses relations au début de sa carrière.

Dès 1800, les commentaires se font abondants, on chuchote des bruits de divorce et de remariage avec quelque princesse... ; un voyage de Lucien en Espagne est observé avec curiosité ; à mesure que le pouvoir du Premier Consul s'affermirait, la rivalité entre Joséphine et les Bonaparte devient plus âpre, les intrigues se multiplient. La générale s'affole des rumeurs qui circulent, elle interroge anxieusement les conseillers d'Etat sur les séances du Code, espérant qu'à propos des institutions civiles, Bonaparte dévoilera un peu de sa pensée impénétrable, elle pèse et scrute toutes les paroles du Consul dans la discussion, elle tremble et voudrait ralentir l'ascension vers un trône qu'elle sent trop imposant pour sa fluette personne. « Les hommes les plus dangereux pour Bonaparte, disait-elle, sont ceux qui veulent lui donner des idées d'hérédité et de dynastie, de divorce et de mariage avec une princesse » (1).

Après la disgrâce de Lucien, toutefois, le danger semble s'éloigner, et l'on s'oriente vers la solution d'un mariage entre Louis Bonaparte et Hortense de Beauharnais ; du point de vue historique, c'est donc pour l'adoption, et non dans la matière du divorce qu'il est permis de supposer à Napoléon des visées personnelles.

D'autre part, juridiquement, ni le Premier Consul ni ses légistes n'ont jamais envisagé un divorce selon le

(1) Thib., p. 28.

mode civil habituel ; depuis son accession au pouvoir, son statut était devenu purement politique.

La dissolution de son union pour motif d'hérédité ressort du droit public et non du droit privé ; c'eût été un procédé singulièrement naïf que d'imposer à toute la nation une forme particulière de divorce alors qu'il était si facile d'obtenir un sénatus-consulte. Ultérieurement au Code, le sénatus-consulte organique du 28 Floréal an XII devait interdire le divorce à la famille impériale, et la séparation de Napoléon et de Joséphine n'eut en rien le caractère d'une procédure civile. Complétant donc les conclusions de M^{ell}^e Chevalley, on peut conclure que, dès 1801, le statut du Premier Consul était essentiellement d'ordre politique.

Il ne faut pas oublier que trois importants tribunaux, et notamment la Cour d'appel de Paris, s'étaient prononcés pour le maintien du divorce, et que le Code n'a conservé que trois des sept causes admises par la loi de 1792 ; de plus il est certain que, suivant l'opinion de M. Cruppi, si l'on peut admettre que Bonaparte eût pu faire disparaître le divorce par une pression violente sur le Conseil, il semble bien que même sans lui cette institution eût été conservée par les juristes.

Pour que le Premier Consul ait pu légiférer au gré de ses désirs, il faudrait imaginer de subtiles manœuvres dans le secret du cabinet ; or, non seulement la matière du divorce a fait l'objet d'une discussion générale au Conseil d'Etat, dont le compte rendu abondant montre nettement les pressions du Consul, bien qu'atténuées (les principales séances en furent publiées), mais encore la consécration du divorce dans la législation civile fait l'objet de diatribes publiques ; les salons, la presse s'en emparent. On sait avec quel art Bonaparte préparait sa publicité,

surveillant attentivement la presse, surtout le *Moniteur* ; pour le Code, sachant qu'il aura à défendre les Institutions républicaines contre les objections juridiques des légistes d'Ancien Régime, il s'appuie avec énergie sur l'opinion.

Rœderer, chargé « d'éclairer l'esprit public », donne le ton : « Voulez-vous le divorce ? Voulez-vous la séparation de corps et de biens ? Voulez-vous la répudiation ? Voilà les questions qui s'agitent aujourd'hui, même en société, et dont on dit que le Conseil d'Etat s'occupe depuis un mois... Eh ! Messieurs les journalistes qui parlez de divorce, êtes-vous bien sûrs de vous entendre » (1) ? Le divorce devient un sujet de dissertation pour beaux esprits dans les salons, les dîners ; même les réceptions consulaires en sont animées. Un jour Bonaparte et Maleville se prennent de querelle à ce sujet devant Joséphine, et la discussion dura jusqu'à ce que le légiste dût céder à la réprobation unanime (2). Le ménage Bonaparte en est empoisonné. « Il y a grande apparence, dit Locré, qu'il y eut alors entre son époux et elle des explications, soit directes, soit par la voie d'intermédiaires » (3).

Au milieu de cette agitation générale, comment admettre que le Premier Consul, soucieux de ménager l'opinion publique, ait pu songer à imposer publiquement des mesures d'intérêt particulier ?

Non seulement le divorce était conforme à la mentalité de l'époque, mais, de même que la codification, c'était une nécessité politique ; vis-à-vis des philosophes, le divorce devait servir de contrepoids au concordat, et assurer

(1) Rœderer, V, p. 144 et s.

(2) Stenger, 2^e sér., p. 372.

(3) *Lég. civile*, I, p. 94.

l'honorabilité aux personnes divorcées sous la législation révolutionnaire.

« La loi du divorce était sollicitée par la politique. 1^o S'il eût été aboli, il eût résulté de son abolition une sorte de flétrissure pour tous les mariages qui ont été contractés depuis son établissement... 2^o Abolir le divorce au moment qu'une loi rétablit le culte catholique, c'eût été faire craindre à tout le monde le rétablissement de sa domination » (1).

Bonaparte pense que si l'on admet le divorce, il faut le permettre par consentement mutuel ; c'est la doctrine des philosophes, et lorsque le Consul invoque le scandale de l'énumération de motifs inavouables, il ne fait que reprendre les déclarations des conventionnels, qui n'ont jamais été soupçonnés de visées personnelles.

Si, plus tard, dans ses instructions, souvent citées, au roi de Naples pour lui faire adopter le Code dans ses Etats, l'Empereur disait : « La considération la plus importante dans ce Code est celle du divorce ; elle en est le fondement » ; il ajoutait plus loin : « Si le divorce vous gêne pour Naples, je ne vois pas d'inconvénient à cartonner cet article » ; montrant ainsi qu'il en faisait une pure question d'opportunisme politique.

Certains auteurs supposent que Bonaparte pensait à recourir au divorce au cas où ses projets d'adoption échoueraient ; il est infiniment plus vraisemblable d'admettre qu'il défendait cette institution nouvelle dans un intérêt général, appuyant les principes des philosophes. Il ne faisait guère que traduire ainsi le sentiment populaire ; mais les juristes ne s'occupaient que du côté juridique et des

(1) T. V, p. 146, Rœderer.

doctrines d'école. C'est ainsi qu'il faut expliquer le conflit, et non par une opposition de but, les uns défendant les principes contre l'intérêt personnel de l'autre.

La matière du divorce fut abordée au Conseil d'Etat à la seizième séance, le 14 Vendémiaire an X (6 octobre 1801).

Après un long discours de Portalis, le Conseil adopte le principe de la conservation du divorce. De suite, le Premier Consul défend le divorce pour incompatibilité d'humeur : « Il veut que deux individus qui ne peuvent vivre ensemble soient séparés sans déshonneur ». Portalis réplique, demande qu'on rende difficile le divorce.

Bonaparte riposte vertement : « Votre système est fondé sur ce qu'il y a des catholiques et des protestants ; mais vous rendez l'obtention du divorce si difficile qu'elle est inconciliable avec les bonnes mœurs. Si vous en étiez le maître, vous n'admettriez pas le divorce ; car c'est ne pas en vouloir que de le rendre déshonorant pour ceux qui le demanderaient, excepté pour les hommes à masque de bronze. » (1).

Portalis proteste : « qu'il ne se propose point d'ôter le divorce à un peuple qui en est en possession depuis dix ans » (2), mais maintient son point de vue.

Bonaparte expose longuement, en termes pittoresques, que ses idées respectent la famille. « Pour moi, je ne trouve rien de plus funeste qu'un mauvais mariage ou un divorce déshonorant... Dans le cas de séparation, les enfants et les familles ne sont-ils pas aussi lésés ? Il y a de plus l'inconvénient que la femme continue à mener une mauvaise vie sous le nom du mari, ce qui est très fâcheux pour lui. Tous les jours il entend dire « Madame une telle a fait

(1) Thibaud., p. 436.

(2) P. V., I, p. 306.

telle chose, etc..., ce qui est toujours un nouvel outrage. Quel est celui qui, comme cet ancien... voudrait que sa maison fût de verre pour qu'on vît tout son intérieur et ses moindres mouvements de nerfs » (1)...

« Le mariage n'est pas toujours la conclusion de l'amour. Une jeune personne consent à se marier, pour se conformer à la mode, pour arriver à l'indépendance et à un établissement... ; la loi doit donc lui ménager une ressource pour le moment où, l'illusion cessant, elle reconnaît qu'elle se trouve dans des liens mal assortis et que sa volonté a été séduite » (2). (A la commission de révision du Code, en 1904, P. Hervieu déplorait que le mot « amour » ne soit pas inscrit dans le Code ; en tout cas, grâce à Bonaparte, il l'est dans les travaux préparatoires). Répondant à Portalis, le Consul affirme son axiome de base : « le mariage ne dérive point de la nature, mais de la société et des mœurs » ; toutefois, percevant que ses suggestions séduisent peu le Conseil, il cède prudemment du terrain, propose un délai maximum de dix ans pour demander le divorce, un autre de 5 ans avant le remariage. Peine perdue ! Il demande si le divorce par consentement mutuel sera adopté, et, de suite, Bigot de Préameneu le déclare inadmissible. Le Consul propose alors de rendre nécessaire le consentement des familles, et malgré que les légistes se récrient, il explique les rouages qu'il envisage pour le tribunal de famille : un jury où l'on appellerait, à défaut d'ascendants, « des hommes graves par leur réputation et par leur âge » (La législation révolutionnaire avait organisé, par l'art. 12 de la loi des 16-24 août 1790, des tribunaux de famille pour les procès entre parents). « L'adul-

(1) Thib., p. 438-439.

(2) P. V., I, 308.

tère qui, dans un Code civil, est un mot immense, n'est dans le fait qu'une galanterie, une affaire de bal masqué, s'écrie-t-il » (1) ; les juristes restent réprobateurs ; Tronchet observe qu'on ne voit pas facilement quelle serait l'utilité de l'intervention de la famille. Il ne faut pas perdre de vue l'importance du mariage.

Bonaparte discourt à nouveau avec abondance, entrant dans les moindres détails, démontrant que son système est aussi rigoureux que celui de la section ; mais, devant une atmosphère nettement défavorable, il clôture cette interminable séance sans avoir conclu.

La séance du 16 Vendémiaire, à laquelle assiste Cambacérès, bien qu'il ait perdu son père le jour même, trouve le Premier Consul aussi volubile. Portalis résume l'état de la discussion, puis Berlier défend le projet de la section ; aussitôt Bonaparte repart avec véhémence, s'attaquant d'abord aux scrupules d'ordre confessionnel des opposants : « La religion elle-même admet le divorce pour cause d'adultère, dans tous les pays, dans tous les siècles (?) » ; qu'on lui cite « une religion sous l'empire de laquelle on n'ait pas cassé de mariages de princes ou de grands seigneurs, un siècle où cela ne soit pas arrivé... ; je me souviens assez de l'histoire ecclésiastique pour savoir qu'il y a des cas où les papes ont autorisé le divorce », et il revient à son idée de jury familial statuant sur les causes du divorce.

Au fond, dans sa jeunesse, il envisage le divorce avec la mentalité de son époque, opposée à la formation des légistes d'ancien régime ; tout est basé sur la théorie individualiste du mariage-contrat, et la notion d'une société civile indifférente aux principes religieux. Il faut, répète-

(1) Thib., p. 442.

t-il sans cesse, adapter le divorce aux mœurs. « Il n'y a de bonnes mœurs qu'à maintenir les bons mariages..., les lois sont faites pour les mœurs... quel homme sera assez éloigné des mœurs de son pays pour attaquer sa femme en justice ? On cite l'exemple de l'Angleterre, mais c'est la risée de l'Europe que ces discussions. Elles démoraliseraient nos provinces. Il y a à Paris près de 600 mariages dont on n'a pas d'idée dans les départements. Il ne faut pas rendre publiques des manières de vivre dangereuses et qui y sont tout à fait inconnues... Que l'on consulte donc les mœurs de la nation ! Tout ce que l'on a dit est en opposition avec elles. On cède à des préjugés religieux et non aux lumières de la raison. J'ai été de bonne foi, je vous ai dit mon secret, et vous en profitez pour attaquer le divorce. L'adultère n'est pas un phénomène, c'est une affaire de canapé, il est très commun. Vous ne voulez absolument que l'action devant les tribunaux, et moi je n'en veux que comme un moyen d'amener au consentement mutuel. Les femmes ont besoin d'être contenues dans ce temps-ci ; et cela les contiendra. Elles vont où elles veulent, elles font ce qu'elles veulent. C'est comme cela dans toute la République. Ce qui n'est pas français, c'est de donner de l'autorité aux femmes. Elles en ont trop. Il y a plus de femmes qui outragent leurs maris, que de maris qui outragent leurs femmes. Il faut un frein aux femmes qui sont adultères pour des clinquants, des vers, Apollon, les Muses, etc... » (1).

Ses efforts obtiennent une demi-satisfaction, car, sur la proposition du C. Emmery, on rejette le projet de la

(1) Thib., 447-449.

section et on décide de rédiger en projets les divers systèmes.

En conséquence, à la séance du 24 Vendémiaire, Boulay expose un premier système ; Berlier en présente un second « moins le tableau de ses opinions personnelles que celui des principes que la discussion lui a indiqués comme pouvant entrer dans les vues du Conseil, et qu'un de ses collègues l'avait invité à recueillir » ; en fait, c'est l'aménagement des idées de Bonaparte. D'ailleurs, après diverses interventions, Regnaud, souple courtisan, pose la question de confiance : il propose la priorité pour le projet Berlier, « parce qu'il présente des idées que le Conseil paraît avoir adoptées et que, dans son paragraphe 3, il organise le système proposé par le Premier Consul. Le projet de la section déshonorait le divorce ; celui-ci rentre dans les principes du Premier Consul, adoptés par les citoyens Portalis et Maleville » (1) (ces derniers n'avaient sans doute pas osé résister davantage).

On met aux voix la priorité ; une première épreuve est douteuse, et une seconde décide en faveur du projet Boulay : Bonaparte, malgré ses efforts, est mis ouvertement en échec ! Que l'on vienne, après cela, douter de la liberté des discussions !

Les séances suivantes sont plus calmes ; le Premier Consul intervient à onze reprises le 24 Vendémiaire. Détail amusant : il réclame qu'on spécifie : « peine afflictive et infamante », et la loi de 1884 devait lui donner satisfaction dans l'article 232 nouveau. Le 26 Vendémiaire, le Consul ne prend la parole que 7 fois, et exclusivement pour obte-

(1) P. V., I, p. 347.

nir une discussion distincte du divorce et de la séparation de corps.

Toutefois il n'a fait que modérer son désir de voir adopter le divorce par consentement mutuel, car, dès le 4 Brumaire, il reprend l'offensive au cours de ses 19 interventions. « Les sévices ne sont des causes de divorce que quand ils dégénèrent en attentats, à moins qu'ils ne soient couverts et avoués par le consentement mutuel... Personne n'osera faire valoir la cause d'adultère, à moins qu'elle ne soit cachée sous le voile du consentement mutuel... Quand, sur ces divorces, il n'y en aurait que 20 dans lesquels le prétexte de sévices appuyé du consentement mutuel masquerait l'adultère, ce système aurait cependant des résultats très heureux, puisqu'il viendrait au secours de 20 maris honnêtes et les tirerait de la pénible alternative, ou de rester spectateurs muets des désordres de leurs femmes, ou d'intenter une action scandaleuse » (1).

Puis, la discussion du divorce fut interrompue, pour n'être reprise que le 6 Nivôse (27 décembre) où l'on présenta une nouvelle rédaction. Le Premier Consul intervint longuement à douze reprises sur la nécessité d'admettre le divorce par consentement mutuel. « Trouver un mode et des formes qui conciliassent l'usage du divorce avec le juste désir d'éviter le scandale. »

L'opinion des légistes est identique, mais leur opposition n'ose plus trop se monter. Portalis, le « philosophe chrétien », essaye de légitimer sa dérobade par des arguments piteux, « le consentement mutuel n'est pas une cause de divorce, parce que s'il le devenait, le mariage serait déna-

(1) Locré, t. V, p. 156 et s.

turé... Le Premier Consul exige une procédure consommée, alors il y a une cause ».

Mais Tronchet, inflexible sur les principes, réplique, « qu'il est difficile de bien organiser un système dont on n'adopte pas le principe. L'opinion n'admet pas le divorce par consentement mutuel, sous quelque forme qu'on le présente ; mais il raisonne d'après le principe reçu par le Conseil » (1).

Cambacérès alors, se substituant au Premier Consul, soutint sa thèse avec compétence et souplesse, et son intervention décisive réussit à faire adopter le consentement mutuel. Cependant, des difficultés inextricables avec le Tribunat obligeaient Bonaparte à interrompre les travaux du Code par le message du 12 Nivôse an X qui mit le Corps législatif à la diète.

Jusqu'au départ du Premier Consul pour Lyon, on affecta de poursuivre les discussions comme d'habitude ; il assista à la séance du 14 Nivôse, et dans ses 8 interventions, il est facile d'apercevoir qu'il a profité de la victoire péniblement acquise au Conseil pour reprendre sa thèse dans toute son ampleur : « Le divorce par consentement mutuel ne doit être limité, ni par la durée du mariage, ni par l'âge des époux ».

Le soir même de ce jour était célébré le mariage de Louis Bonaparte avec Hortense de Beauharnais, réconciliation entre Joséphine et la famille de son mari, et qui semblait organiser l'avenir pour l'hérédité, pour laquelle l'adoption seule devait être envisagée, toute éventualité de divorce semblant écartée.

En 1804, Bonaparte, réfléchissant à ces événements,

(1) Locré, t. V, p. 213 et 217.

disait : « C'est par justice que je n'ai pas voulu divorcer. Mon intérêt, l'intérêt du système voulaient que je me remariasse. Mais j'ai dit : comment renvoyer cette bonne femme à cause que je deviens plus grand... Non, cela passe ma force. J'ai un cœur d'homme, je n'ai pas été enfanté par une tigresse... je ne veux pas la rendre malheureuse... » (1).

Les débuts de la discussion du Code avaient été publiés pour éclairer l'opinion des tribuns et du Corps législatif, ainsi que celle du public ; pour des raisons purement techniques (2), semble-t-il, la matière du divorce s'y trouve incomplètement. Locré, friand d'explications mystérieuses, prétend que si la suite ne vit jamais le jour, c'est que Bonaparte ne voulait pas dévoiler ses desseins. Maleville a fait raison de ces assertions ; en fait, les pressions consulaires apparaissent fort nettement dans les séances publiées, ce qui prouve bien que l'objet de ces interventions n'est pas un intérêt personnel mais des vues générales, un esprit autre que celui des légistes. Cette matière ayant été revue à la session suivante avec la collaboration du Tribunat, il n'y avait plus de raison de publier les comptes rendus de la première discussion.

La théorie du Premier Consul, peu admissible peut-être du point de vue juridique, témoignait d'une visée particulière sur l'organisation sociale : rendre le divorce utile en permettant la séparation discrète des unions scandaleuses. Il ne faisait ainsi que poursuivre la pensée révolutionnaire : à la Convention, on avait eu le même souci de voiler les turpitudes conjugales.

Mailhe : Je ne veux pas que l'on oblige les époux à entrer dans les explications qu'ils voudraient tenir secrètes.

(1) A. Lévy, Rœderer, III, p. 512.

(2) Grosseur du volume et temps nécessaire pour l'impression.

Poulain-Granpré : Cette explication (des motifs) serait un scandale public, et je vous demande si des enfants pourraient conserver quelque attachement, quelque respect pour une mère dont on aurait démontré publiquement la mauvaise vie ?

Lacroix : N'est-il pas possible qu'une femme ait une faiblesse, et devienne avec un autre époux une mère de famille vertueuse ? Or, si vous constatez dans un débat public l'écart de cette femme, allégué par son premier époux, ne la déshonorez-vous pas, elle et ses enfants ? Cette seule considération doit suffire pour vous faire rejeter la nomenclature des motifs (*On applaudit*) (1).

Longtemps après la chute de l'Empire, l'ancien jacobin Berlier, rédacteur du Code, s'écriait : « Douloureuses réflexions : Comment le divorce, modifié de telle sorte que depuis plus de quinze ans, il n'en avait été prononcé qu'un bien petit nombre sur le vaste sol de France, a-t-il disparu du Code civil ? Ah ! que deviendront et ce Code et tout l'ordre judiciaire, si les maximes exclusives de l'Eglise romaine viennent dicter la législation générale de l'Etat » (2).

Nous avons là un écho de l'opinion générale sous le Consulat : la crainte du retour de la puissance de Rome, le désir de voir la société civile en dehors de toute religion ; c'est ainsi qu'il faut expliquer l'attitude de Bonaparte, instigateur du Concordat et promoteur du Code.

Compromis entre la théorie philosophique d'un individualisme outrancier et la notion religieuse du mariage, la doctrine du Premier Consul est une transaction faisant la part des idées du temps ; quoiqu'il en soit, il a certainement obéi, ou à une conviction personnelle, ou au désir de flatter

(1) *Moniteur*, 1.9.93, p. 1036.

(2) P. 35, Notice sur le Code civil.

les philosophes, ou encore de maintenir une institution chère aux partisans de 1789 — mais, c'est évident, il n'a eu aucune visée personnelle dans cette discussion.

La loi de 1884 ne devait pas rétablir le divorce par consentement mutuel ; mais ne pourrait-on soutenir que, par son interprétation extensive de la notion d'injure grave cause de divorce, la jurisprudence n'a pas découvert le biais juridique que n'avait pu imaginer Bonaparte, pour dénouer sans scandale des unions désastreuses, tout en conservant au mariage une dignité suffisante ?

IV. — *Puissance paternelle, Paternité.*

La discussion de ces matières n'a occupé que 5 séances, 1801-1802 (les 14, 16, 24, 26 Brumaire et 26 Frimaire an X), encore sont-elles inédites et n'en possède-t-on que des extraits (Locré, tome VI) ; au surplus ces chapitres ont été totalement modifiés au XIX^e siècle, et on n'y trouve pas d'improvisations intéressantes de Bonaparte.

Le seul intérêt de ces discussions est de montrer que le Consul n'a point du tout été au Conseil d'Etat l'apôtre du Droit romain, ainsi qu'on l'a répété à tort ; aucune de ses interventions n'a pour but de défendre le *Pater familias*.

Là comme pour toutes les institutions du Code, il reste fidèle à ses deux critères habituels : cela est-il juste ? cela est-il utile ? « Quand il dit : Cela n'est pas juste, sa voix a un accent tout particulier. Quand il l'a dit une fois, il le dit une, deux, trois fois en donnant à chaque fois une nouvelle raison » (Rœderer) (1).

Il cherche toujours l'intérêt général et la défense du plus faible ; pour la puissance maritale, c'était la femme ; pour la paternité, c'est l'enfant.

(1) III, p. 380.

Déjà, dans la discussion sur le mariage, il avait soutenu les droits de l'enfant : « Un père qui aurait 60.000 francs de rente pourrait donc dire à son fils : tu es gros et gras, va-t-en labourer. Il pourrait abandonner ainsi à la misère celui qui doit lui succéder... Le père pourra-t-il envoyer son fils demander son pain ? S'il a été élevé dans l'aisance, le père doit lui continuer des secours tant qu'il en a les moyens... Un père riche et aisé doit toujours à ses enfants la gamelle paternelle. Dans l'état actuel des choses, j'irais chez un avocat qui trouverait dans la jurisprudence les moyens de me faire obtenir des aliments ; si votre système passait, je ne pourrais plus en avoir, les tribunaux les refuseraient. Vous forcerez les enfants à tuer leurs pères (5 Vendémiaire) » (1).

Saint-André disait déjà à la Convention : « Je demande qu'on inflige une peine aux pères et mères qui négligent de remplir une obligation aussi sacrée que celle de procurer à leurs enfants les moyens de pourvoir à leurs subsistances » (2).

Dans la séance du 24 Brumaire, à propos de la recherche de la paternité, Bonaparte se montre des plus sceptiques sur la preuve de l'adultère et de l'impuissance : « L'impuissance est un mot vague... Le législateur ne doit pas essayer de pénétrer dans des secrets que lui cache la nature... Il ne s'agit pas ici de l'intérêt de la femme, mais de celui de l'enfant. Quel médecin pourrait dire quelle est la maladie qui rend impuissant... Il en est autrement quand on oppose le fait physique de l'absence du mari ; il n'y a que l'imagination avec laquelle on ne puisse pas faire d'enfant », et il ajoute : « Dès qu'il y a possibilité que

(1) Thib., p. 435.

(2) *Moniteur*, 1.9.93, p. 1036.

l'enfant soit du mari, la législation doit se mettre la main sur les yeux (c'est l'esprit que devait faire triompher la jurisprudence postérieure), l'enfant doit être regardé comme un tiers intéressé » (1).

Sans cesse, le Consul revient sur la nécessité de protéger l'enfant : « Dans ce débat, qui prendra donc l'intérêt de l'enfant, si ce n'est la loi ?... Le mari doit avoir un pouvoir absolu et le droit de dire à sa femme : « Madame, vous ne sortirez pas, vous n'irez pas à la comédie, vous ne verrez pas telle ou telle personne ; car les enfants que vous ferez seront à moi. Du reste, si le mari est impuissant et l'allègue, c'est le cas de dire : il est fort heureux qu'un autre ait fait l'enfant. Vous cherchez toujours l'intérêt du mari, des héritiers. Il n'y a pas compensation entre l'intérêt pécuniaire de quelques individus et l'existence légale d'un enfant. L'Etat gagnera un bon sujet, un citoyen, au lieu d'un membre vicieux, parce qu'on l'aurait flétri ». « Quand l'impuissance est produite par suite de blessures, que devient le mariage ? Ne serait-ce pas le cas de l'admettre comme cause de divorce ? Cela peut s'alléguer. Il n'y a rien de malhonnête. Cela pourrait m'arriver... Il n'y a jamais d'intérêt à priver un malheureux enfant de son état ; il n'y en a qu'à forcer ses père et mère à le reconnaître ». (1).

Déjà Bonaparte a fait peu de cas de la médecine pour déterminer l'impuissance ; il montre un scepticisme aussi grand pour la naissance à terme : « cette rédaction en établissant une règle fixe, ne fait pas dépendre l'état de l'enfant d'un accoucheur... », mais le médecin Fourcroy prend la défense de son art, et un échange de vues a lieu

(1) Thib., p. 449-452.

entre le Consul et lui, le premier concluant que « la connaissance parfaite de l'art n'est pas assez universelle pour qu'on puisse partout s'en rapporter absolument à ceux qui l'exercent... ; si l'enfant me naissait à cinq mois, je le prendrais pour être de moi, et je le croirais malgré les médecins ». Un autre médecin, Béranger, intervient également. Là-dessus, Fourcroy clôt la discussion par la lecture d'un précis de l'opinion des auteurs contemporains sur la théorie de la génération ; le Premier Consul était parfaitement au courant de la question, ayant étudié et annoté l'histoire naturelle de Buffon lorsqu'il était lieutenant.

Dans les séances des 16 et 24 Brumaire, l'intérêt des familles retient toute son attention : « Aucune famille ne serait en sûreté si, lorsqu'il y a fraude, elle ne pouvait écarter, par toute espèce de preuves, l'individu qui réclame l'état d'enfant... attribuer des effets à la reconnaissance postérieure au mariage, ce serait laisser les familles dans l'incertitude et donner la faculté de créer des enfants par consentement mutuel » (1).

Si parfois les comptes rendus donnent l'impression que Bonaparte, par des exemples pratiques trop abondants ou des notions juridiques peu nettes, alourdit plutôt les débats, au contraire, le 26 Brumaire, à propos des reconnaissances forcées par suite de rapt ou viol, il se montre magistral dans l'art de clarifier les questions : « Cette reconnaissance forcée est contre les principes, dit-il. La loi doit punir l'individu qui s'est rendu coupable de viol, mais elle ne doit pas aller plus loin... Si la paternité pouvait être prouvée, il faudrait même le forcer à épouser la mère, mais cette preuve est impossible... ; le crime d'avoir démoralisé la

(1) Locré, t. VI, p. 78 et 96.

mère de l'enfant doit être réparé par une condamnation pécuniaire, mais ne doit pas attribuer au coupable un enfant dont il peut ne pas se croire le père... On ne distingue pas assez, dans cette discussion, les trois parties qu'elle intéresse, savoir : le père, la mère et le fils... on se jette alors dans des embarras interminables. C'est ainsi qu'on s'égare quand on sort de la ligne des principes » (1).

Il distingue les enfants nés avant mariage de ceux nés hors mariage, pose la question des enfants adultérins, résume sans cesse la discussion pour lui permettre de progresser : bref, il apparaît juriste consommé.

Contrairement à l'esprit doctrinaire de l'époque, il cherche la solution des problèmes juridiques dans la libre appréciation du juge ; on en peut juger par les séances suivantes, qui portèrent sur une nouvelle rédaction des premiers chapitres du titre des Personnes.

A propos de l'absence, notamment, dans la séance du 4 Frimaire, il donne ainsi son appréciation sur le début des travaux (le Tribunat avait rejeté, la veille, le titre préliminaire).

« En général, on s'est souvent plaint dans le cours de la discussion du Code civil, de ce qu'il ne donne pas assez de latitude aux juges. L'inconvénient de trop préciser a été pressenti par presque tous les peuples : ils n'ont mis dans leurs lois que des principes généraux, lumineux et féconds en conséquences. On a conçu que les combinaisons d'application variant à l'infini, on tenterait en vain de les fixer toutes, et que, cependant, si l'on en omettait quelque une, les lois rédigées dans cet esprit de précision seraient nécessairement incomplètes ; d'ailleurs, elles seraient sou-

(1) Locré, t. VI, p. 122 et 127.

vent vicieuses dans l'application. On reproche avec raison ce défaut au projet de Code civil. Dans une foule de circonstances on le trouvera rebelle à l'équité » (1).

Ces idées devaient le poursuivre plus tard ; Pelet de la Lozère nous a rapporté quelques-unes de ses réflexions : « Il ne faut pas se lier, dans l'institution d'un nouveau gouvernement, par des lois trop détaillées » (1^{er} déc. 1803), et encore : « La loi doit se borner à poser un principe général. Ce serait en vain qu'on voudrait y prévoir tous les cas, l'expérience prouverait qu'on en aurait omis beaucoup (13 mars 1806) ».

Bonaparte dit encore : « ...Ce système suppose que la loi peut être injuste : une telle maxime doit suffire pour le faire proscrire. L'injustice peut se rencontrer dans les juges, parce que ce sont des hommes : il est contre la nature des choses qu'elle se rencontre jamais dans la loi, et que la loi force le juge d'être injuste malgré lui. Au reste la question est mal posée. Elle se réduit à savoir s'il y a plus d'inconvénient à enchaîner les tribunaux par des règles précises d'application, qui après tout ne les empêcheraient pas d'être injustes s'ils voulaient l'être, que de s'en rapporter à eux sur l'application des principes généraux que la loi établirait d'après l'expérience. On ne peut balancer entre les deux inconvénients, quand on considère qu'il est impossible de faire des lois qui prévoient tous les cas, et qui ne laissent pas à l'arbitrage du juge le plus grand nombre de ceux sur lesquels il doit prononcer » (2).

Lorsque la puissance paternelle fut revue à la séance du 26 Frimaire (17 décembre), le Premier Consul rappela toutes les vues qu'ils avaient suggérées dans la discussion.

(1) Locré, t. IV, p. 87-88.

(2) Locré, t. IV, p. 89.

« On devrait trouver dans le projet une disposition sur la responsabilité civile des pères à l'égard des actes de leurs enfants (c'est l'article 1384).

« La première question est de savoir si la puissance paternelle sera le sujet d'une loi particulière dans laquelle les pères et les enfants trouvent *leurs droits et leurs devoirs* respectifs... ; le projet laisse indécises beaucoup de questions qu'il importe cependant de résoudre. On ne sait, par exemple, si un fils parvenu à l'âge de discernement, et qui ne reçoit pas une éducation conforme à la fortune de son père, peut se pourvoir et demander à être mieux éduqué. Peut-être serait-il nécessaire aussi de distinguer entre l'éducation des garçons et des filles, et, lorsque les mœurs du père sont déréglées, de *donner quelque autorité à la mère* qui, sans avoir de puissance, est cependant l'institutrice naturelle des enfants » (1). On trouve là en germe de nombreuses idées reprises par le législateur et la jurisprudence actuels.

De l'examen succinct de la discussion sur la Paternité résulte que Bonaparte ne s'est nullement montré adepte du Droit romain, auquel il ne se réfère jamais, mais nettement individualiste et démocrate, partisan des idées de l'époque, « moderne », comme disait Cambacérès.

Ainsi le futur César affirmait sa pensée révolutionnaire, faussant par là cette réflexion de Châteaubriand : « On peut remarquer que la loi civile a progressivement ôté à l'autorité paternelle ce que la loi politique a enlevé successivement à la puissance royale ; marche vers l'affranchissement des familles et des peuples, destruction lente

(1) Locré, t. VII, p. 19 et 21.

mais incessante du despotisme de nature pour aller à la démocratie universelle » (1).

Les juristes n'adoptèrent pas les manières de voir de Bonaparte, elles étaient pourtant singulièrement pénétrantes et modernes au point que la législation postérieure devait les ratifier largement.

V. — *L'adoption.*

La discussion de l'adoption avant l'interruption des travaux ne comprend que quatre séances : 6 Frimaire (27 novembre), 14 Frimaire, (5 décembre), 16 Frimaire, (7 décembre), 4 Nivôse (25 décembre), lesquelles sont demeurées inédites ; on en trouve des passages dans Locré (tome VI de la législation civile) et dans Thibaudeau.

A la différence du divorce, l'adoption ne soulevait aucune objection d'ordre religieux ; elle tirait ses origines des institutions romaines et pouvait être des plus utiles en une période de guerres continuelles. L'adoption telle que l'établit le Code n'a plus d'intérêt pour nous, la matière étant actuellement régie par la loi du 19 juin 1923 ; mais du point de vue de Bonaparte, il envisagea ce sujet avec une telle ampleur, y montra des conceptions si personnelles, agissant plus sous l'emprise de l'imagination que pour la défense des institutions républicaines, que ses interventions doivent être examinées attentivement.

La Révolution avait instauré l'adoption avec une grande mise en scène ; n'avait-on pas vu un enfant de dix ans s'avancer à la barre de la Convention, s'écriant : « Législateurs, décrétez l'adoption, des milliers d'infortunés vous béniront comme moi ». Et Cambacérès la soumettait en

(1) Petit cahier, *Rev. des Deux-Mondes*, 1933.

ces termes à l'assemblée : « Admirable institution que vous avez eu la gloire de renouveler et qui se lie si naturellement à la constitution de la République puisqu'elle amène sans crise la division des grandes infortunes » (1).

M. Dejob reproche au Premier Consul d'avoir montré une mentalité retardataire de 7 ou 8 ans ; sans doute il a puisé ses notions de droit dans la législation révolutionnaire, et ses conceptions se sont ressenties de l'ambiance philosophique de l'époque. Le projet consulaire, mélange d'autoritarisme et de démocratie, relève d'une imagination débordante ; déjà les professeurs de l'écolier de Brienne voyaient « dans la grandeur incorrecte et bizarre de ses amplifications, du granit chauffé au volcan » (2).

Le tribunal d'appel de Paris, examinant le projet de la commission du Code, qui passait sous silence l'adoption, avait regretté : « une grande omission qui a frappé beaucoup d'esprits », et le tribunal de cassation était également favorable à cette institution.

Bonaparte, comme général, avait été sensible à l'abandon d'une mesure si favorable aux enfants des militaires tués ; il s'en était déjà expliqué avec Cambacérès, et dès la séance du 28 Brumaire an X, examinant la nouvelle rédaction du titre des Personnes, il disait : « L'ordre adopté pour le projet du Code civil étant connu, il ne faut pas s'en écarter sans de fortes raisons ; il conviendra seulement d'y ajouter la matière de l'adoption, dont les rédacteurs du projet du Code civil ne se sont pas occupés. Les trois grands sacrements de la vie sont : la naissance, le ma-

(1) Vialles.

(2) Ségur, I, p. 174.

riage et le décès ; le divorce et l'adoption sont des matières particulières » (1).

A la séance du 6 frimaire an X, Berlier, le fidèle juriste des assemblées révolutionnaires, présente un projet, et la question se pose de l'admission de l'adoption.

Les commissaires restent défavorables ; Maleville observe qu'il s'agit d'une institution politique, et Tronchet ajoute qu'elle est inutile comme institution de pur droit civil.

Là-dessus s'engage une longue discussion sur les formes de l'adoption, mais Bonaparte réplique que, « c'est prendre la question par la queue. Il faut commencer par discuter le fond, examiner dans quels cas l'adoption sera permise ; on passera ensuite aux formes ».

Mais le Conseil, soupçonnant que le Premier Consul ne vise qu'à des buts de haute politique, persiste dans son attitude réprobatrice ; les uns, avec Portalis, estiment cette mesure impossible politiquement, et les républicains sont de l'avis de Roederer : « Accorder à un homme illustre par ses services le privilège de se créer une descendance, c'est rétablir le patriciat ». Le Consul semble finasser avec les conseillers, tantôt les dépitant, « le citoyen illustre dont parle le citoyen Tronchet peut avoir des enfants », tantôt semble découvrir ses desseins, « on peut vouloir adopter un fils aussi âgé que soi (ce serait l'hypothèse de l'adoption d'Eugène de Beauharnais » (2) ?

« Il s'agit maintenant de savoir si elle sera permise pour les célibataires. Qui veut parler pour les célibataires ? à vous, citoyen Cambacérès ? » « Je vous remercie », répond celui-ci au milieu de l'hilarité générale (3).

(1) Locré, I, p. 114.

(2) Locré, t. VI, p. 408.

(3) Thib., p. 417 et s.

Le Premier Consul résume ensuite avec verve les opinions et sa théorie sur la question. « L'adoption n'est qu'une fiction et un supplément aux effets du mariage... Pour qu'un individu soit adopté avec honneur, il faut qu'il entre dans une famille. Autrement vous mettriez l'adoption en parallèle avec la bâtardise qui est l'injure la plus grossière. Vous diminuerez le nombre des mariages, et par suite la population... Il faut prévoir les choses de loin... Ces choses-là ne viennent pas tout de suite. Elles sont l'effet des siècles. C'est la goutte d'eau qui perce le granit... Le mariage est, dit-on, assez en vogue. On a raison, mais il faut faire de manière qu'il y soit toujours. Pour que l'adoption soit dans nos mœurs actuelles, elle ne doit être qu'un supplément rare aux effets du mariage, et non un moyen de s'y soustraire. »

Toutefois, si le Conseil a pu soupçonner chez Bonaparte des visées personnelles, il ne tarde pas à se détromper, car celui-ci ne réclame-t-il pas un âge maximum de dix ans chez l'adopté, afin que les sentiments de père et de fils pussent s'établir entre l'adoptant et l'adopté, et de ne permettre l'usage de l'adoption qu'à celui qui est parvenu à l'âge où ordinairement on ne peut plus espérer d'avoir des enfants ; mais le sujet n'avance pas, le Consul s'énervé et résume brièvement sa pensée : « Dans un régime d'égalité, l'adoption doit imiter la nature » ; il veut donc qu'elle soit accordée non comme distinction réservée aux hommes illustres, mais cependant en connaissance de cause et par jugement ; qu'on ne le permette qu'aux individus âgés de cinquante ans (avenir bien lointain pour ce jeune héros de trente ans).

Bonaparte réclame en outre qu'on distingue favorablement le cas où un père voudrait adopter un enfant na-

turel, et qu'on établisse une série de règles propres à guider les tribunaux ou, éventuellement, le Sénat ; mais, devant le silence peu encourageant des légistes, il se résigne à clore le débat sans conclure : « La matière n'est pas encore assez approfondie pour qu'il soit possible de se fixer. L'objet de la discussion qui vient d'avoir lieu n'a été que de pressentir les opinions : il importe de les mûrir ».

Huit jours plus tard, à la séance du 14 Frimaire, la réflexion a situé nettement les positions. Berlier expose les deux théories en présence ; la thèse des révolutionnaires, admettant l'institution civile mais repoussant l'institution politique, contraire à la « France régénérée », et Berlier ajoute qu'il « apprécie autant que personne, les services rendus à l'Etat, et il honore ceux qui les ont rendus ; mais ils s'honorent eux-mêmes, quand, pour l'exercice des actes communs, ils rentrent dans la ligne commune des citoyens ; et les droits de famille ne doivent pas être pour un guerrier, pour un magistrat, pour un juge, autres qu'ils ne sont pour les autres membres de la société » (1). La seconde théorie est celle de Maleville et Tronchet opinant pour une institution purement politique « en faveur des citoyens distingués par de grands services ».

Le Premier Consul ouvre ensuite la discussion sur les formes de l'adoption ; il rappelle les trois hypothèses : soit simple acte devant un officier public, soit jugement par un tribunal d'appel, ou enfin un acte de l'autorité suprême : Sénat, Corps législatif, ou Gouvernement.

Dans une improvisation d'une logique remarquable, il expose les bases de la matière et son système qui envisageait l'adoption de façon trop solennelle et trop élevée ;

(1) Locré, t. VI, p. 430.

il prônait cette institution comme devant suppléer au mariage en de rares conjonctures. « L'adoption n'est ni un contrat civil ni un acte judiciaire. Qu'est-ce donc ? Une imitation par laquelle la société veut singer la nature. C'est une espèce de nouveau sacrement, car je ne peux pas trouver dans la langue de mots qui puissent bien définir cet acte. Le fils des os et du sang passe, par la volonté de la société, dans les os et le sang d'un autre. C'est le plus grand acte que l'on puisse imaginer. Il donne des sentiments de fils à celui qui ne les avait pas, et réciproquement ceux de père. D'où doit donc partir cet acte ? D'en haut, comme la foudre. « Tu n'es pas le fils d'un tel, dit le Corps législatif ; cependant tu en auras les sentiments ». On ne peut donc trop s'élever. On craint que, de cette manière, l'adoption ne soit trop restreinte ; mais nous l'honorons... Le législateur, comme un pontife, donnera le caractère sacré. Supposons qu'il y ait des disputes entre le fils naturel et le fils adopté. Celui-ci répondra : « C'est la même autorité qui a établi le mariage d'où tu sors, c'est la loi même qui m'a fait ton frère ». Et il s'élève contre la révocabilité de l'adoption. « Lorsque le père voudrait faire des représentations à son fils adoptif, celui-ci pourrait dire : « Tu n'es pas mon père » ! L'adopté pourrait abuser du secret des affaires et de cœur de l'adoptant ? Non, cela n'est pas admissible » (1) !

Le Conseil se récrie qu'une telle solennité rendra l'adoption rarissime, qu'il faut la supposer accessible à tous, ruraux ou citadins ; mais le Consul reprend avec force sa pensée. « Il faut frapper fortement l'imagination. S'il y a des discussions entre le père naturel et le père adoptif ;

(1) Thib., p. 420-421.

si, montés sur le même bateau, ils sont menacés de périr, le fils doit se déclarer pour le père adoptif... Il n'y a que la volonté du souverain qui puisse imprimer ce sentiment. Le Corps législatif ne prononcera pas dans ce cas, comme il le fait en matière de propriété, de contributions, mais comme pontife de morale et d'une institution sacrée. Le vice de nos législations modernes est de n'avoir rien qui parle à l'imagination. On ne peut gouverner l'homme que par elle ; sans imagination, c'est une brute. Si les prêtres établissaient l'adoption, ils en feraient une cérémonie auguste. C'est une erreur de gouverner les hommes comme les choses (1).

Le ministre de la Justice ayant cru devoir l'interrompre, pour faire remarquer que le Corps législatif aurait seulement à ratifier, car le consentement suffit pour le contrat, le Consul le rabroue aussitôt. « Il n'y a point de contrat avec un mineur. Un contrat ne contient que des obligations géométriques, il ne contient pas des sentiments. Mettez « héritier » dans votre loi et laissez-nous tranquilles. Héritier ne porte avec soi que des idées géométriques ; l'adoption, au contraire, des idées d'institution, de morale et de sentiment. L'analyse conduit aux résultats les plus vicieux. Ce n'est pas pour cinq sous par jour, pour une chétive distinction qu'on se fait tuer ; c'est en parlant à l'âme qu'on électrise l'homme. Ce n'est pas un notaire qui produira cet effet pour douze francs qu'on lui paiera. On ne traite pas la question, on fait de la géométrie, on l'envisage en faiseurs de lois et non en hommes d'Etat. L'imagination doit considérer l'adoption au milieu des malheurs de la vie... » Qui tient lieu de Dieu sur la terre ? Le légis-

(1) Thib., p. 422.

lateur. Qui est le fils de son père ? Personne n'en est sûr, c'est la volonté du législateur. Le fils adoptif doit être comme celui de la chair et des os. S'il y a la moindre différence, vous êtes hors du but, et je n'y conçois plus rien » (1).

Il est intéressant de rapprocher de ces passages de Thibaudeau, le procès-verbal officiel. « Les ministres de ce sacrement civil ne peuvent être trop élevés : ce doivent être les premières autorités de la République ; et s'il était possible de monter à des pouvoirs encore plus éminents, le législateur devrait le faire. Plus la sanction viendra de haut, plus elle ébranlera l'imagination de l'adoptant et de l'adopté, plus elle ouvrira leur cœur, et y gravera profondément les sentiments qu'ils doivent prendre l'un pour l'autre... Alors les enfants de la nature ne viendront pas dire à l'enfant de la volonté : « tu n'es pas mon frère ». Il leur répondrait : « C'est de la loi seule que vous tenez votre qualité ; la loi me la donne comme à vous ; elle me la donnerait, s'il était possible, plus qu'à vous : car elle me l'attribue directement, individuellement ». Il veut qu'on érige l'adoption en « sacrement politique ».

« ... Elle (l'autorité) agirait, pour ainsi dire, comme grand pontife de la France, au nom du souverain, dont la toute puissance sur la terre est une vive image de la toute puissance de Dieu. On ne joue pas avec les hommes comme avec les choses inanimées. Les hommes ne se meuvent que par l'âme. C'est rétrécir l'adoption, c'est la dénaturer que de l'opérer par une simple déclaration. Les hommes ont les sentiments qu'on leur inculque », et il clôt bientôt la séance (2).

Le surlendemain, 16 Frimaire, les légistes opposent à un

(1) Thib., p. 422-424.

(2) Locré, t. VI, p. 451-455.

amendement Marmont, appuyé par Cambacérès, deux objections primordiales ; tout d'abord Roederer parle de la séparation des pouvoirs législatif et judiciaire ; Bonaparte répond en distinguant les décisions législatives en deux classes : lois proprement dites, et actes législatifs qui fixent les conséquences et l'application des lois.

Regnaud, ensuite, pose l'important problème de l'intérêt des tiers ; il lui est rétorqué que l'adoption sera soumise à une enquête pratique des tribunaux, puis à une ratification du Corps législatif. « Les tribunaux videraient les intérêts civils des tiers, et l'affaire serait ensuite envoyée par le Gouvernement au Corps législatif, qui donnerait l'onction. Quand on a dit que l'adoption n'était point une affaire judiciaire, on a fait de l'esprit ; si le législateur intervenait d'abord, il y aurait tyrannie. Ce serait comme à la Convention nationale. Un particulier ne peut lutter contre un gouvernement. Les tribunaux sont ses juges naturels. Les grands corps de l'Etat dans les affaires privées n'offrent point de sécurité aux citoyens. Je ne vois là, ni voile ni rames pour arriver à une garantie. Si le tribunal ne trouve pas qu'il y ait lieu de prononcer l'adoption, le souverain n'a pas le droit de léser l'intérêt des familles, que j'appelle les tiers. Il n'y a rien de plus barbare que les rois de France jugeant sous un arbre... » (1).

Le principe est admis d'une adoption prononcée par une grande autorité de l'Etat, mais aussitôt reprend une discussion tellement ardue sur les détails de la procédure que les juristes eux-mêmes en semblent lassés.

« Plus on approfondit cette matière, dit Tronchet, plus les inconvénients et les embarras qu'on rencontre prouvent

(1) Thib., p. 424-424.

que l'adoption sera en France une mauvaise institution », et Béranger approuve : « Plus la discussion s'avance, et plus elle découvre les inconvénients de l'adoption. Peut-être arrivera-t-elle à faire rejeter l'institution elle-même ».

Le Premier Consul, alarmé, s'écrie aussitôt « qu'il est possible que ce soit là le résultat de la discussion ; cette séance n'est consacrée qu'à envisager l'adoption sous toutes ses faces, et à amener la rédaction d'un projet d'après lequel on puisse en juger exactement les effets » (1).

La troisième séance se clôture sur cette dérobade.

Le 4 Nivôse enfin (25 décembre ! Il est étonnant que, depuis le Concordat, cette fête n'ait pas été observée), bien que la question de principe soit loin d'être tranchée, la discussion reprend avec de nombreuses interventions, même de Lebrun, sur des questions de détail.

Le Premier Consul intervient à dix-sept reprises, répondant à tout avec logique et subtilité, entrant dans les à-côté les plus minutieux, insistant surtout sur l'irrévocabilité de l'adoption... Il revient sans cesse à la conception qui forme la base du système pompeux qu'il a élaboré ; pour lui, paternité et mariage dérivent de la loi, dans la société, et non de la nature. « Ignore-t-on que, dans l'état de société, c'est la loi qui fait les pères, et que l'homme ne fait presque rien par le pur mouvement de sa volonté ? Dès notre enfance, nous vivons tous sous l'empire des lois et des habitudes. »

La difficulté principale consistait à régler les rapports de l'adopté avec ses familles naturelle et adoptive ; le

(1) Locré, VI, p. 483.

Consul défend les droits de l'enfance, tout en respectant la puissance paternelle : « l'adoption étant une institution nouvelle, on ne peut rien conclure, à son égard, des principes actuellement reçus en France ; on se propose d'ailleurs de changer la forme de la puissance paternelle et de lui donner plus d'extension (1).

On finit par décider le renvoi du chapitre à la section ; après quatre longues séances où Bonaparte s'est dépensé avec éclat, rien n'est décidé, on continue à chicaner sur les détails sans s'accorder pour les principes.

Sans doute, dans cette matière, le Premier Consul n'envisage souvent les problèmes juridiques que sous leur aspect social ou sentimental, mais, des procès-verbaux, on ne peut voir en ses interventions la moindre visée personnelle.

Juridiquement, on pouvait envisager l'adoption sous deux aspects : ce pouvait être une institution politique destinée à la seule récompense des grands citoyens ; alors, elle n'avait pas à être placée dans le Code civil, — Bonaparte le savait aussi bien que les membres de la commission du Code civil, Tronchet, Maleville, et Portalis qui n'osait trop se montrer. Ou encore, comme institution civile, deux procédures pouvaient être envisagées : soit une simple déclaration devant un notaire — ç'eût été le système favori des républicains, — soit faire ratifier cette déclaration par le tribunal — c'est notre régime actuel, avec la loi du 19 juin 1923.

On peut reprocher à Bonaparte, emporté par son imagination et l'esprit philosophique de l'époque, d'avoir

(1) Locré, VI, p. 508 et 515.

mis sur pied dans cette première discussion, un système hybride, relevant à la fois du droit civil et du droit public ; mélange d'autoritarisme et d'esprit démocratique, il relevait de la mystique révolutionnaire et non de son intérêt.

Un examen succinct de la situation de Bonaparte à la fin de 1801 démontre amplement qu'il n'y avait pas lieu pour lui d'envisager l'adoption dans un but personnel.

Roederer rapporte qu'interrogé par Devaisne en Frimaire an IX sur l'éventualité de sa succession, Bonaparte aurait répondu : « Si je meurs dans quatre ou cinq ans, la chose sera montée, elle ira. Si je meurs avant, je ne sais ce qui arriverait » ; et comme on lui disait : « il y aurait plus de sécurité en France si on voyait un héritier naturel à côté de vous ». « Je n'ai point d'enfant ». « Il est possible de vous en donner un par l'adoption ? » « Cela ne répond pas au danger du moment » (1).

En 1801, la France ne semblait pas mûre encore pour l'hérédité, on n'envisageait encore que le consulat à vie ; certains auteurs ont cru devoir mettre en avant trois noms pour supposer des visées personnelles à Bonaparte à propos de l'adoption : il aurait songé à un bâtard, Léon ; soit au fils de son frère Louis ; soit à Eugène de Beauharnais.

Aucune de ces hypothèses n'est satisfaisante ; la première n'a pas à être examinée ; en effet, c'est seulement au retour d'Austerlitz, en janvier 1806, que Napoléon « remarqua » la jolie Eléonore Denuelle, qui devait lui donner son premier bâtard.

Eugène de Beauharnais était aimé comme son fils par

(1) T. III, p. 353.

le Premier Consul ; mais il n'avait que vingt ans, et pour succéder à Bonaparte, on ne pouvait songer qu'à un homme énergique, un des frères de Napoléon, sans doute ; mais ceux-ci, par leur bizarrerie et leur ambition, étaient bientôt tombés en disgrâce ; de plus l'hostilité des Bonaparte avait réussi à faire éliminer le projet d'adopter Eugène, et, après une longue lutte sourde avec Joséphine, on s'était résigné à admettre comme solution le mariage de Louis avec Hortense de Beauharnais.

Cette union toute politique, qui devait être un calvaire pour chacun des époux, ne fut célébrée qu'en janvier 1802 ; leur fils ne pouvait donc être pour le Premier Consul qu'un héritier adoptif dans un avenir lointain (En fait, le premier enfant devait mourir en 1807, et le second fut Napoléon III) ; or, en cas d'accident ou d'attentat, un successeur énergique s'imposait.

A admettre donc cette hypothèse comme la seule possible dans les conjonctures du moment, se retrouve la même objection que pour le divorce ; dans un avenir lointain, Bonaparte n'avait plus à envisager pour lui une institution civile, un sénatus-consulte eût suffi, infiniment plus simple que la procédure compliquée imaginée par le Consul. Tant du point de vue historique que juridique et que de la lecture critique des procès-verbaux, la thèse de visée personnelle de Bonaparte est inacceptable et à placer définitivement dans le magasin des accessoires romantiques ; au contraire, dans ces matières : mariage, divorce, paternité, adoption, le consul manifeste une unité absolue de vues.

Là encore, le Consul se montre imprégné des idées philosophiques de l'époque ; l'abondance et la variété de ses arguments démontrent qu'il a longuement médité la

question ; et il eût été intéressant de voir les résultats de ses réflexions sur les matières plus techniques des biens, si l'enthousiasme consulaire n'avait été porté bas par l'opposition du Tribunat, et le Code rejeté brutalement dans le domaine des projets avortés.

CHAPITRE VIII

LA BATAILLE DU CODE

Ainsi le Code, sous l'impulsion foudroyante de Bonaparte, avançait à pas de géant vers sa réalisation ; le Premier Consul tenait avec passion son rôle de juriste et se lançait hardiment dans les conceptions les plus vastes. Cependant, un nuage menaçant paraissait à l'horizon, car il fallait soumettre enfin à la ratification des assemblées le travail juridique ébauché, et Bonaparte, qui « ignorait cet art de ménager les hommes que César lui-même, si puissant qu'il fût, ne négligeait pas », ne concevait nulle inquiétude sur ce qu'il considérait comme une simple formalité. Or la résistance parlementaire au pouvoir consulaire était en germe depuis très longtemps... Depuis Brumaire ! A cette époque, un gouvernement s'était appuyé sur l'opinion publique et l'armée ; mais Sieyès avait réussi à composer les assemblées de tous les survivants de la Révolution agonisante : « faction métaphysique », partis thermidorien et fructidorien. Ces parlementaires formaient une opposition systématique à ce qu'ils pensaient n'être qu'un simple gouvernement de trêve, espérant revenir au bon temps des combinaisons et des parlottes. « L'opposition du Tribunat se sentait..., des habitudes étroites et tracassières des conseils, ce n'était plus le grand temps de la Constituante » (1). Les tribuns

(1) Hiver de Beauvoir, p. 455.

affectaient de ne voir en Bonaparte que « l'idole d'un jour » ; lui, les traitait de chiens, d'enragés, de farfadets du jour : « Ce sont des rois détrônés, ironisait-il ; si l'on marche ainsi, je reprendrai mon sabre » (1) ; malgré tout, il ne pensait pas qu'on oserait contrecarrer une institution dont la nécessité était sentie par tous.

Pourtant les assemblées avaient d'importants griefs à adresser à l'œuvre consulaire ; ces résidus de l'époque terroriste, ces purs républicains, soutenus par l'Institut et les théophilanthropes, considéraient avec sévérité un ouvrage qui, bien que le Premier Consul soit intervenu lui-même pour le conserver dans la stricte doctrine de 1789, appliquait les principes juridiques de l'ancien régime et marquait une nette réaction contre la pure législation révolutionnaire.

Ensuite ils n'avaient pu qu'être choqués de la nouvelle méthode adoptée pour l'élaboration du Code, et de voir négliger lestement le pouvoir parlementaire dans une œuvre destinée à établir les bases de l'organisation sociale nouvelle.

Il faut reconnaître aussi que les institutions du Consulat constituaient un mode extrêmement impropre à la confection d'un monument de législation.

Benjamin-Constant l'exposa fort justement dans la discussion : « Nous sommes placés sans cesse dans la pénible alternative ou de repousser, pour un seul article, des projets de loi dont toutes les autres parties sont sagement combinées, ou d'admettre une espèce de compensation, en vertu de laquelle nous adoptons les projets qui con-

(1) Locré, I, p. 85 et s.

tiennent plus de dispositions utiles que de dispositions défectueuses » (1).

Mais à ces motifs d'ordre général, s'ajoute, origine certaine de la résistance des tribuns, une forte rancune de n'avoir pas été associés à l'élaboration d'un Code qui devait valoir à ses rédacteurs un grand prestige personnel.

Les péripéties de la lutte sont trop connues pour qu'il soit nécessaire d'y insister.

Bonaparte faisait publier le compte rendu de la discussion du Conseil d'Etat, et réclamait sans cesse à Portalis son discours préliminaire ; « vous êtes paresseux, il faut vous hâter. Voilà tout le monde qui crie après nous pour ce Code. Il faut aller vite en besogne ». A quoi Portalis répliquait, en bon courtisan : « Eh ! général, vous croyez donc que tout le monde a votre don de féerie ! vous avez été doué en naissant, vous, mais nous autres, pauvres humains, il nous faut aller tout doucement dans notre route. » « Oui, sans doute, oui sans doute, répondait le Premier Consul, mais il faut marcher, il faut marcher » (2).

Enfin, le 3 Frimaire an X (21 novembre 1801), cet exposé eut lieu au Corps législatif, morceau majestueux mais interminable, et dans une tournure romantique. « Dès la fin de votre dernière session, le projet de Code civil vous fut distribué, pour que chacun de vous pût, dans le sein de sa famille, et aidé par les plus douces inspirations du sentiment, méditer comme époux, comme enfant, comme père, les règles et les maximes qu'il aurait bientôt à proclamer comme législateur » ; il prévoyait les critiques de tiédeur républicaine. « C'est un inconvénient grave, si des

(1) Fenet, t. VIII, p. 121.

(2) Abrantès, II, 80.

écrivains aigris ou mécontents se montrent, leurs idées filtrent à travers leurs passions, et s'y teignent...; l'esprit de modération est le véritable esprit du législateur..., le bien politique comme le bien moral, se trouve toujours entre deux limites » (1).

Le modeste titre préliminaire, ruine du majestueux portique élevé au Code par la commission, fut l'objet des pires critiques.

Le 25 Frimaire, Siméon, le propre beau-frère de Portalis, discutant du titre premier, narguait ouvertement le Consul : « aujourd'hui, tout grand qu'il soit, le génie n'a plus la même puissance. Quoi que peu d'hommes approchent de sa hauteur, un grand nombre est assez fort pour ne pas se courber sous sa parole, assez instruit pour soumettre ses conceptions à l'épreuve de l'examen » (2).

Au nom d'une commission spéciale, le tribun Andrieux, ancien procureur au Châtelet, établit un rapport qu'il exposa le 12 Frimaire (3 décembre), sur un ton modéré, aimable même, malgré quelques restrictions : « il a choisi, sur la foi de l'opinion publique et de la renommée, quelques-uns... » ; il prévoyait la possibilité d'adopter dans la session le tiers du Code, composé par « nos jurisconsultes les plus habiles, les magistrats de tous nos tribunaux, enfin tous les citoyens éclairés », ce qui ne l'empêchait pas de repousser le titre. Les autres discours étaient aussi raisonnables, à peine Chazal s'écriait-il qu'« un Code civil n'est pas une de ces lois urgentes et transitoires qu'on peut passer avec des défauts. C'est un monument à élever pour des siècles ». L'opinion publique jugea sévèrement la

(1) Fenet, t. VI, p. 33-34, 42

(2) Fenet, t. VII, p. 153.

« légèreté » avec laquelle Andrieux avait cru devoir s'opposer au titre préliminaire.

Portalis, le 23 Frimaire, essaie de sauver devant le Corps législatif le titre préliminaire repoussé au Tribunat par plus de cinquante-deux voix de majorité.

La lutte s'engage entre orateurs du Tribunat et du Conseil d'Etat, et tourne à l'aigre. Thiessé répond avec ironie à Portalis qu'il aurait pu dédaigner une espèce de victoire qu'il s'est efforcé d'obtenir pendant une heure entière.

Boulay réplique, à la séance suivante, avec arrogance : « Peut-on se tromper plus complètement sur la question, et sur les principes, et sur les faits ?... » Il parle de « vaine subtilité, ne mérite réellement aucune considération..., mais c'est bien vous alors qui tombez dans l'hérésie la plus complète et la plus absurde... Ce projet, dit-on, ne regarde que la législation ; et moi, je vous soutiens qu'il regarde plus encore les juges » (1). Bref, après interventions de Favard et Berlier, le titre préliminaire fut rejeté par cent quarante-deux voix contre cent trente-neuf.

A la suite de cet échec eut lieu au conseil d'Etat une séance orageuse ; Bonaparte était ulcéré, et s'attaquait surtout à Siméon dont les insolences l'avaient froissé. Après avoir été le promoteur du Code, le Premier Consul allait-il en être la pierre d'échappement ! Il s'exprime avec violence, changeant sans cesse d'idées : « Quand je vois un homme comme Siméon demander si les individus nés dans les colonies sont français, je me demande si la tête m'a tourné ; car c'est clair comme le jour. Quant au premier projet, j'ai lu le discours du citoyen Portalis,

(1) Fenet, t. VI, p. 296-299.

je ne vois pas ce qu'on peut y répondre. Il leur a arraché les dents. Si l'on n'avait présenté que des masses, tout cela ne serait pas arrivé ; la discussion n'aurait porté que sur les grands principes... Je distingue dans le Code le dogme, ou la théorie de droit, et les choses de fait... Le Corps législatif est un peuple au petit pied. Le peuple ne peut résoudre des questions de droit. Ces gens-là croient que c'est ici comme au Directoire, que je vais les flatter, les cajoler ; ils se trompent : quand ils me diront des sottises, je leur en dirai d'autres (1). On a reproché au C. Boulay de leur avoir dit des sottises, et d'avoir fait perdre beaucoup de voix au gouvernement : il n'en a pas dit encore assez. Il vaut mieux qu'il dise des sottises et perde des voix, que de gagner des voix, en laissant l'insulte sans réponse » (2).

Portalès : « J'ai conversé avec des tribuns et je leur ai dit... si vous ne savez pas votre métier, on sera obligé de vous mettre à la diète des lois. »

« Il faut de la bonne foi, reprenait le Premier Consul, sans quoi il n'y a pas de Code civil faisable... Nous répondrons au Tribunat par mémoires. Quelque éloquent qu'on soit, on ne peut pas dans vingt-quatre heures changer l'opinion d'un corps imbu, depuis un mois, de l'idée qu'une chose n'a pas de bon sens. Une heure avant que le citoyen Portalès eût parlé au Corps législatif, ils disaient que les consuls et les conseillers d'Etat n'étaient que des ânes. » L'enthousiasme tombé, il est prêt à abandonner son dessein. « Un Code civil n'est pas une chose indispensable. La France a bien prospéré sans cela. Nous avons

(1) Locré, I, p. 86.

(2) Rœder., III, p. 378.

à faire l'instruction publique et une foule d'autres choses. Il faut éviter les discussions oiseuses. » (1).

Après avoir envisagé diverses solutions, on décida de tenter une seconde bataille, qui ne fut pas plus heureuse; la voyant quasi perdue, le consul donna l'ordre de la retraite. Il fit approuver par le conseil le texte du message du 12 Nivôse an X, qui déclarait que le gouvernement se voyait obligé avec peine de retirer des lois attendues avec tant d'intérêt par la nation. « Mais il est convaincu que le temps n'était pas venu où l'on portera dans ces grandes discussions le calme et l'unité d'intentions qu'elles réclament. »

Là-dessus, Bonaparte partit en claquant les portes et en remâchant sa colère : « Ils sont douze ou quinze métaphysiciens bons à jeter à l'eau. C'est une vermine que j'ai sur mes habits ».

Après son départ, Cambacérès se lamentait : « Le Premier Consul ne connaît rien à la conduite des grandes assemblées. Il n'a pas assez soigné la majorité qui existait l'an passé en faveur du gouvernement. Il s'est laissé entraîner par le Conseil d'Etat, et notamment par Régnier et Cretet, à de fausses mesures relativement aux émigrés » (2).

La volonté de Bonaparte avait mis en branle le Code, sa volonté allait-elle le reléguer à jamais ? « Tous les gouvernements, dit Thiers, parlant du message de Nivôse, ne peuvent pas et ne doivent pas parler un tel langage ; cependant il faut le leur permettre lorsqu'ils ont raison et qu'ils ont dispensé à un pays une immense gloire, d'immenses bienfaits, payés par une opposition inconsi-

(1) Thib., p. 217.

(2) Thib., p. 223.

dérée » (1). La presse officieuse déclarait l'opposition des assemblées indécente. Au vrai, le public, en cet hiver de 1801, se préoccupait plus de la cherté du pain et des inondations ; les tribunes des assemblées pendant l'examen du Code étaient tranquilles et peu nombreuses, sauf peut-être au Corps législatif, mais on y entendait maints sarcasmes contre les législateurs, qu'on regardait comme inutiles. Dans la société, l'opinion n'était pas plus favorable : « Les salons de Paris crient ouvertement contre le gouvernement, disait Cambacérès. On sera obligé de chasser 4 à 500 personnes, et de prendre des mesures pour neutraliser l'opposition des grands Corps. »

La rigueur de Bonaparte contre les tribuns semblait tenace, car, de Lyon où il présidait la Consulte italienne, il continuait d'exhaler son courroux dans ses lettres aux Consuls : « L'indignation est générale en France contre la mauvaise conduite du Tribunat ; je vous prie de tenir la main à ce qu'on nous débarrasse exactement des vingt et des soixante mauvais membres que nous avons dans les autorités constituées. La volonté de la nation est que l'on n'empêche point le gouvernement de faire le bien, et que la tête de Méduse ne se montre plus dans nos tribunes ni nos assemblées... » Ou encore : « vous pouvez très certainement assurer que tant que des hommes comme Thiessé, Chazal, Chénier et Garat seront au Tribunat, je ne présenterai aucun projet de loi... Je ne crois plus qu'il soit possible de continuer à marcher lorsque les autorités constituées sont composées d'ennemis..., et puisqu'enfin, toutes ces affaires du Corps législatif et du Tribunat ont fait un esclandre, la moindre chose que puisse

(1) *Cons.*, p. 375

faire le Sénat, c'est d'ôter les vingt membres dissidents et d'y mettre vingt hommes bien pensants » (1).

Heureusement, Cambacérès agit habilement et obtint l'apaisement ; les conseillers regrettaient leur hardiesse, les Tribuns courbaient le dos, apeurés. Une commission fut réunie, avec Tronchet comme rapporteur, le Tribunat fut « épuré », et, par un règlement intérieur du 11 Germinal an X, réorganisé en trois sections permanentes : Législation, Intérieur, et Finances, chacune d'elles examinant spécialement les projets de lois avec une délégation du Conseil.

Entre les Tuileries et le Palais-Egalité s'organisèrent ainsi des communications officieuses, soumises au Second Consul en cas de dissentiments.

La colère de Bonaparte contre le Tribunat à propos du Code s'expliquait parce qu'elle était l'aboutissement d'une opposition systématique et prolongée, et aussi cet échec lui fut amer non seulement parce que son prestige de codificateur était le plus beau titre dont il pût s'enorgueillir pour solliciter des Français d'exercer à vie le pouvoir suprême, mais aussi dans son amour-propre de rédacteur.

Il tira cependant parti d'une opposition aussi aveugle à propos d'un mouvement juridique universellement réclamé, et qui accrut la défaveur publique envers les assemblées, pour éliminer de la machine gouvernementale les éléments révolutionnaires qu'y avait casés Siéyès.

Mais, pour le Premier Consul, la ferveur avec laquelle il s'appliquait à son rôle de juriste, disparaît ; il demeurera ulcéré d'avoir vu disséquer un ouvrage qu'il avait monté

(1) *Corresp.*, t. VII, n^{os} 5917, 5922, 5927, 5931

de son mieux. Il s'abstiendra de reparaitre aux séances du Conseil où l'on reprendra les matières revues par le Tribunal, et attendra plus de dix mois pour participer de nouveau aux travaux. Malgré les flatteries dont on l'entourera, sa rancune subsistera d'avoir vu près de sombrer un effort de bonne volonté pour aboutir là où la royauté s'était avérée impuissante ; il n'intervint plus guère que dans les matières où l'organisation sociale ou la défense des acquéreurs de biens nationaux exigeaient qu'elles soient traitées par des hommes d'Etat et non par des procureurs.

La frayeur des assemblées et les procédés habiles du Second Consul amenèrent une détente suffisante pour qu'on pût réunir une session extraordinaire le 15 Germinal an X.

La paix d'Amiens était accueillie avec joie, et semblait ramener la tranquillité pour un long temps. « Bien des années s'écouleront désormais pour nous sans victoires, sans triomphes, — les années qui vont s'écouler seront, il est vrai, moins célèbres... », prédisait le gouvernement.

Avec les assemblées épurées, le travail avance vite ; on institue la Légion d'honneur, on ratifie le Concordat.

Enfin la continuation des travaux du Code fut envisagée et annoncée au Corps législatif le 30 Floréal (20 mai 1802) :

« Le Code civil... va établir enfin un système de législation uniforme et simplifié, dont les annales de la jurisprudence n'ont encore présenté l'exemple chez aucun peuple.

« Le gouvernement a puisé dans les anciennes ordonnances le plus grand nombre des dispositions sages qui les rendaient recommandables aux yeux des jurisconsultes.

« Il y a joint tout ce que les lois nouvelles lui ont offert de bon et d'utile.

« De cette union de la sagesse des temps passés avec les innovations heureuses que cette même sagesse n'eût point désavouées, résultera un ensemble adapté à l'esprit de notre constitution républicaine, aux mœurs, aux habitudes, au génie particulier de notre nation » (1).

Nous avons là, résumée en son style habituel, clair et frappant, la grande pensée du général-législateur.

SESSION 1802-1803

1. *Séances présidées par le Premier Consul.*

- 36. 27 brumaire an XI (18 novembre 1802). Adoption.
- 37. 11 frimaire an XI (2 décembre). Adoption.
- 38. 25 frimaire an XI (16 décembre). Successions.
- 39. 16 nivôse an XI (6 janvier 1803). Successions.
- 40. 7 pluviôse an XI (27 janvier). Donations.
- 41. 14 pluviôse an XI (3 février). Donations.
- 42. 21 pluviôse an XI (10 février). Donations.
- 43. 28 pluviôse an XI (17 février). Donations.
- 44. 5 ventôse an XI (24 février). Donations.
- 45. 12 ventôse an XI (3 mars). Donations.
- 46. 15 ventôse an XI (6 mars). Exposés.

2. *Rédacteurs du Code cités dans les procès-verbaux (tome II).*

Bonaparte, Premier Consul.

Cambacérès et Lebrun, Consuls.

Régnier, Grand-Juge.

Tronchet et Maleville, de la Commission du Code.

(1) *Corresp.*, t. VII, n^{os} 6087 et 6072.

Section de législation

Pdt. Bigot-Préameneu.
Berlier, Emmery, Réal,
Portalis, Thibaudeau,
Treilhard.

Section de l'Intérieur

Pdt. Regnaud.
Miot, Ségur.
Galli (départ. du Pô).

Section des finances

Pdt. Defermon.
Boulay, Jollivet,
Bérenger.

Section de la Guerre

Pdt. Lacuée,
Petiet, Dumas,
Gouvion Saint-Cyr, Jourdan.

Hors section

Muraire.

Section de la Marine

Najac, Bruix, Truguet,
Forfait.

CHAPITRE IX

NOUVELLE ÉTAPE (1802-1803)

Le 22 Fructidor an X (9 septembre 1802) reprirent les séances du Conseil d'Etat qui constituent la deuxième étape des travaux du Code, et le début de sa réalisation définitive.

Le Premier Consul ne quitta pas la Malmaison ni Saint-Cloud pour s'y rendre, car on n'y faisait qu'examiner à nouveau le titre des Personnes revu par le Tribunat, et il partit bientôt en Normandie en voyage officiel.

Depuis janvier 1802 les temps ont évolué avec une rapidité foudroyante ; le Premier Consul a acquis le pouvoir à vie, échelon du trône, assurant ainsi la continuité de son action. De plus, il a bien en mains les assemblées épurées, et leur a fait déjà ratifier une partie de son programme de reconstruction sociale : Légion d'honneur, Concordat.

Le Code à son tour va entrer en voie de réalisation, puisque dans la session de 1802-1803, le Corps législatif votera jusqu'au titre 2 du Livre III.

De nouveaux venus au Conseil d'Etat interviennent dans la discussion, notamment de nombreux marins : Forfait, ancien ministre, Truguet, à la rude franchise, Najac, l'amiral Bruix ; des hommes de guerre aussi : Petiet, ancien ministre, et les généraux Gouvion Saint-Cyr, ancien condisciple de Bonaparte, et Jourdan, le vainqueur de Fleurus ; des diplomates enfin, Miot et Ségur.

Mais pour la législation civile, les trois importants rédac-

teurs, outre Jollivet, ex-homme de loi, sont, d'abord deux légistes de la Révolution : Tréilhard, ancien avocat au Parlement de Paris, logicien infatigable dont Napoléon disait en riant qu'une victoire sur lui valait bien dix batailles ; et Muraire, premier Président du Tribunal d'appel de Paris, qui avait été rapporteur à l'Assemblée législative des lois sur l'état civil et le mariage.

A ceux-ci s'ajoute Galli, président de la Cour d'appel de Turin, un Piémontais qui représentait au Conseil la République cisalpine, et qui, malgré son grand âge, prit une part notable dans les travaux du Code ; c'était, naturellement, un défenseur obstiné du droit romain.

Sur les trente-trois séances du Conseil consacrées au Code du 9 septembre 1802 au 1^{er} mai 1803, Bonaparte n'assista qu'à onze d'entre elles (encore celle du 19 Ventôse ne consista qu'en lecture d'exposés), et il ne fit sur les successions que des interventions insignifiantes ; son double rôle dans la confection du Code tend à s'atténuer : il laisse Cambacérès le suppléer de plus en plus à la présidence du Conseil, et, n'ayant plus le temps de méditer sur les matières juridiques, il en parle avec moins d'abondance et d'originalité. De trop importantes préoccupations l'envahissent pour qu'il puisse se consacrer avec autant d'ardeur à son rôle de législateur, puis l'organisation sociale est moins en jeu que dans le statut des personnes. On ne le verra guère intervenir que dans deux sujets primordiaux : la continuation de la discussion sur l'adoption, et les donations entre vifs et à cause de mort, qui intéressent la stabilité de la famille et de la propriété.

Le Conseil lui-même, n'étant plus bousculé par le Maître, ralentit ses efforts ; les séances s'espacent, tous les jeudis seulement ; signe des temps, c'est parfois lui qui

se rend près de Bonaparte, à Saint-Cloud, ce qui s'explique sans doute surtout par le désir du Consul de justifier la remise en état coûteuse de la royale demeure.

A. — *L'Adoption* (suite).

La discussion sur l'adoption, interrompue par les événements politiques que l'on sait, reprit le 27 Brumaire an IX (18 novembre 1802) à Saint-Cloud. Le Conseil y demeure aussi hostile, et Tronchet se déclare opposé à cette institution, et développe ses raisons. Le Consul lui réplique, mais son esprit a changé ; s'il maintient strictement les principes qui l'ont guidé en la matière, son argumentation est devenue plus pratique, plus juridique aussi. Il se retranche derrière les tribunaux d'appel, l'ancienne jurisprudence. Une idée nouvelle le poursuit : « La transmission de nom étant le principal effet de l'adoption, c'est aussi principalement sous ce rapport qu'il importe de l'examiner », mais, devant la froideur de l'auditoire, il exécute aussitôt un recul stratégique, « les opinions sont encore trop partagées pour qu'on puisse s'occuper d'un projet de loi ; dans l'état des choses, la discussion ne doit tomber que sur le principe » (1).

Et le voilà qui répond à toutes les objections qu'on a suggérées : « Le système d'adoption qu'on a proposé est peut-être trop compliqué, rien ne s'oppose à ce qu'on admette un système plus simple ; mais rejeter absolument l'adoption, ce serait laisser un trop grand vide dans les lois civiles. On a objecté qu'il est impossible de disposer de la personne d'un citoyen sans son consentement, et que le mineur est incapable de le donner. Mais rien ne s'oppose

(1) P. V., II, p. 179.

à ce que le consentement donné par les parents à l'adoption d'un mineur ne soit que provisoire ; que le mineur conserve le droit d'accepter ou de refuser l'adoption jusqu'à cette époque ; que par cet acte seulement s'opère la transmission du nom ; alors il devient inutile de faire sanctionner l'adoption par un acte du Corps législatif, et l'autorité des tribunaux suffit » (1).

On le voit, le Consul est revenu à une opinion plus modeste et plus réaliste de l'adoption ; il défend cette institution contre le reproche d'être un retour aux idées de caste ; cependant la transmission de nom semble en être devenu pour lui la caractéristique. « L'adoption est si peu une conséquence du régime nobiliaire, que c'est dans les Républiques qu'elle a été principalement en usage. D'ailleurs les modifications proposées la mettent en harmonie avec l'ordre de choses depuis longtemps reçu en France. Elle devient une simple transmission de noms et de biens ; transmission dont l'usage a toujours été fréquent, et qui jamais n'a été accusée de faire de l'adopté un être monstrueux dans l'ordre social. Toujours aussi l'adoption a existé dans les campagnes ; avec cette différence cependant que, quant au droit, elle n'y transmet pas à l'adopté le nom de l'adoptant, mais que, dans le fait, le nom demeure à l'adopté parce que personne ne lui conteste. L'adoption, a-t-on dit, ne sert que la vanité. Elle a des avantages plus réels : elle sert à se préparer pour sa vieillesse un appui et des consolations plus sûres que ceux qu'on attendait de collatéraux ; elle sert au commerçant, au manufacturier privé d'enfants, à se créer un aide et un successeur. La faculté de disposer ne forme

(1) P. V., II, p. 179.

pas les mêmes liens pendant la vie du testateur ; après sa mort, elle ne transmet pas son nom. Cependant, des motifs plus nobles que la vanité : l'affection, l'estime, le sentiment, peuvent lui faire désirer de contracter cette sorte d'alliance avec celui qu'il en a jugé digne. Elle ne change rien à nos mœurs, puisqu'elle se borne à régulariser le droit déjà existant de faire porter son nom ; elle intéresse la vieillesse à élever la jeunesse, qu'en même temps elle encourage ; elle prépare de bons citoyens à l'Etat, elle est un besoin pour toutes les professions » (1).

Quel langage sensé et pratique, à l'opposé des visions grandioses de la première discussion ! « On ne peut plus opposer à l'adoption que le désespoir des collatéraux. Cet effet ne sera sans doute pas mis au nombre des inconvénients : l'intérêt des collatéraux n'est rien ; et même, si on le calcule bien, on trouvera qu'il est plus ménagé par l'adoption que par une donation pure et simple des biens ; car la conformité du nom établit entre eux et l'adopté des rapports qui, dans diverses circonstances, peuvent leur être avantageux... L'effet le plus heureux de l'adoption sera de donner des enfants à celui qui en est privé, de donner un père à des enfants devenus orphelins, de lier enfin à l'enfance la vieillesse et l'âge viril. La transmission du nom est le lien le plus naturel, en même temps qu'il est le plus fort » (2). Ainsi la protection de l'enfance préoccupait le Consul, et cependant les conditions sociales de l'époque étaient différentes et moins dures que les nôtres.

A la séance du 11 Frimaire, tenue également à Saint-Cloud, on présenta une seconde rédaction de l'adoption ;

(1) P. V., II, p. 181-182.

(2) P. V., II, p. 182-184.

Bonaparte intervint à cinq reprises, toujours dans le même esprit pratique, et en s'attachant principalement à la transmission de noms. « L'adoption est absurde, si l'on suppose qu'elle met en présence deux pères, l'un naturel, l'autre adoptif, pour traiter ensemble d'un enfant. L'adoption est principalement établie pour donner un père aux orphelins dans l'individu qui, n'ayant que des héritiers éloignés, veut s'attacher un enfant, en lui laissant ses biens avec son nom.

Elle l'est encore pour des amis qui désirent ajouter ce nouveau lien à ceux qui les unissent déjà. Voilà les cas les plus ordinaires et les plus favorables. C'est donc embarrasser la discussion que de la faire porter sur le cas plus rare et moins favorable où des motifs d'intérêt déterminent le père à donner son fils en adoption. L'intérêt de l'enfant doit d'autant moins occuper le législateur, dans cette dernière hypothèse, que ce sont les avantages évidents que l'adoption procure à cet enfant qui déterminent le père à y consentir » (1).

S'il eût parlé ainsi dès le début, l'opposition des légistes eût peut-être été moins absolue, il fût arrivé à son but avec moins d'embarras, et sans doute ne se fût pas répandue la légende d'un Bonaparte partisan de l'adoption par intérêt.

B, — *Donations et testaments.*

Dans cette matière, le Premier Consul intervint fréquemment, car c'était une occasion de veiller à la répartition des fortunes et à l'intérêt des petits propriétaires ; toutefois, son rôle n'ayant rien de particulier à ce sujet,

(1) P. V., II, p. 199-200.

il ne saurait être question de rapporter toutes ses paroles ; à défaut des grandes envolées des premières discussions, certains passages sont intéressants à citer.

Dès le début (séance du 7 Pluviôse), Bonaparte fait changer, dans la définition de la donation, le mot « contrat » par le mot « acte » : « le contrat impose des charges mutuelles aux deux contractants ; ainsi cette expression ne peut convenir à la donation ». En fait, la donation est bel et bien un contrat, puisque, notamment, elle n'est valable qu'après l'acceptation du donataire ; il est étonnant que les juristes du Consulat n'aient pas bronché, et que la rectification n'ait pas été opérée au cours du siècle où le Code fut appliqué. Regnaud fit remarquer que les définitions étaient inutiles (celle de la donation, il est vrai, est extrêmement délicate). Bigot-Préameneu répond qu'elles sont nécessaires toutes les fois qu'on fait des changements dans la législation. Galli est d'avis de supprimer les définitions ; elles lui semblent déplacées dans un Code civil, et il cite la constitution de Piémont et le Code prussien. Béranger opine que les définitions appartiennent à la jurisprudence, et non à la loi (1).

Autre sujet intéressant, lorsqu'on arrive aux substitutions, les Républicains s'effraient, et parlent d'un retour à la féodalité. Bonaparte approuve, et rétablit les faits : « Il est de l'avis du citoyen Treilhard sur la nécessité de multiplier les propriétaires, qui sont les plus fermes appuis de la sûreté et de la tranquillité des Etats ; mais il ne peut approuver les conséquences qu'on tire de cette doctrine. Il ne s'agit pas de rétablir les substitutions telles qu'elles existaient dans l'ancien droit ; alors elles n'étaient desti-

(1) P. V., II, p. 321-322.

nées qu'à maintenir ce qu'on appelait les grandes familles, et perpétuer dans les aînés l'éclat d'un grand nom. Ces substitutions étaient contraires à l'intérêt de l'agriculture, aux bonnes mœurs, à la raison ; personne ne pense à les rétablir. » Il devait donner quelques années plus tard un total démenti à ce propos, par l'institution des majorats.

A la séance suivante, comme on invoquait Montesquieu, il prononce ces fortes paroles : « Montesquieu a considéré les substitutions dans leur rapport avec le droit politique ; dans cette discussion, c'est d'après la justice civile qu'il convient de les apprécier. Il y a une justice civile qui domine le législateur lui-même. Elle se compose des principes que le législateur a constamment avoués pendant une longue suite de siècles » (1).

C'est là la base même de toute sa théorie du Droit, et cependant, à cette expérience des siècles à laquelle il rend ainsi hommage, il ne manque pas d'opposer ses critères habituels : cela est-il juste et cela est-il utile, cela est-il conforme aux mœurs ? Esprit éminemment réaliste, il ne révere l'expérience que lorsqu'elle réalise la sagesse.

Le Consul retrouve les intérêts familiaux au sujet de la légitime, il appuie sur le maintien de cette dernière, pour ménager les petites fortunes : « Plus on se rapprochera des lois romaines dans la fixation de la légitime, et moins on affaiblira le droit que la nature semble avoir confié aux chefs de chaque famille. Le législateur, en disposant sur cette matière, doit avoir essentiellement en vue les *fortunes modiques*. La trop grande subdivision de celles-ci met nécessairement un terme à leur existence, surtout quand elle entraîne l'aliénation de la maison paternelle

(1) P. V., II, p. 329 et 346.

qui en est pour ainsi dire le point central », et il ajoute que ce système « semble laisser la latitude au père, en même temps qu'il tend à conserver les petites fortunes, et à empêcher qu'il ne s'en forme de trop considérables ».

Qu'on n'aille pas conclure cependant qu'il soit partisan convaincu du droit romain ; à la séance du 28 Pluviôse, Galli déclarant, toujours à propos de la légitime, « qu'il conviendrait de s'en tenir aux dispositions de la loi romaine, qui, depuis un temps immémorial, régissait tous les pays civilisés », Bonaparte lui réplique aussitôt « que si la loi romaine régissait autrefois une partie de la France, l'autre était régie par le droit coutumier » ; au surplus, « le droit romain n'accordait une légitime aux frères et aux sœurs que dans le seul cas où le testateur avait appelé à sa succession une personne honteuse » (1).

« Il est contre les mœurs, ajoute-t-il plus loin, qu'un fils opulent ne paie point les dettes de son père. » « Au Conseil d'Etat, disait plus tard Cambacérès à propos de la réforme testamentaire, j'eus à lutter contre des adversaires qui avaient des lumières et de l'influence. Le Premier Consul partageait au fond mon avis. Il ne voulait pas, pourtant, emporter la question de haute lutte. Il fallut me livrer à une discussion fort étendue dans laquelle l'autorité de ma place ajouta à celle de mes raisonnements » (2). On ne saurait confesser plus ingénument la pression exercée sur les rédacteurs du Code !

Les travaux se poursuivirent jusqu'au premier mai ; le Consul n'y participa point, occupé par son voyage de Belgique.

Il avait suivi avec attention les discussions sur les dona-

(1) P. V., II, p. 365-373-374-375.

(2) Vandal, II, p. 211.

tions ; lorsqu'il arrivait au cours d'une séance, il faisait ramener la réunion sur ce sujet,

Mais peu à peu, de séance en séance, son ardeur s'éteint, le ton devient plus technique et moins enflammé, il perd en dynamisme ce qu'il gagne en profondeur.

SESSION 1803-1804

1. *Séances présidées par le Premier Consul*

47. 23 frimaire an XII (15 décembre 1803). Cautionnement. Contrat de mariage.

48. 21 nivôse an XII (12 janvier 1804). Vente,

49. 7 pluviôse an XII (28 janvier). Vente.

50. 12 pluviôse an XII (2 février). Vente, Hypothèques.

51. 19 pluviôse an XII (9 février). Hypothèques.

52. 21 pluviôse an XII (11 février). Actes respectueux.

53. 5 ventôse an XII (25 février). Hypothèques.

54. 12 ventôse an XII (3 mars). Hypothèques.

55. 15 ventôse an XII (6 mars). Transactions.

Loi du 30 ventôse an XII.

Fin des travaux le 1^{er} germinal an XII (23 mars 1804).

2. *Rédacteurs cités dans les procès-verbaux.*

(tomes 3-4 et 5)

Bonaparte, Premier Consul.

Cambacérès, Second Consul.

Régnier, Grand-Juge.

Tronchet et Maleville, de la Commission du Code.

Section de législation

Section de l'Intérieur

Pdt. Bigot-Préameneu,

Pdt. Regnaud.

Berlier, Réal, Portalis,

Cretet, Froucroy.

Treilhard, Galli.

Miot, Pelet, Ségur.

Section des finances

Pdt. Defermon,
Boul y, Duchâtel,
Jollivet, Béranger, Dauchy.

Section de la guerre

Hors section

Pdt. Lacuée.

Muraire.

Section de la marine.

Dupuy.

N. B. — Il convient de citer : Français, Collin, Dessoles, Sainte-Suzanne, Gau, Laumond, et Dubois qui ont certainement assisté aux séances, sans participer à la discussion. Il en fut de même pour le Consul Lebrun.

CHAPITRE X

ABOUTISSEMENT (session 1803-1804)

La troisième session des travaux du Code, et qui devait en voir l'achèvement, débuta le 6 Vendémiaire an XII (29 septembre 1802) ; mais le Premier Consul, tout aux préparatifs du camp de Boulogne, ne put assister aux séances que le 15 décembre.

Aussi bien, gravissant déjà les degrés du trône, était-il préoccupé de soucis dynastiques, et ne pouvait-il témoigner que peu d'intérêt au Code. Quatre nouveaux conseillers interviennent dans la discussion : Dauchy, proscrit de Fructidor ; Bégouen, ancien négociant, puis président du tribunal de commerce du Havre, et dont le rôle fut surtout important dans la rédaction du Code de commerce, Pelet (de la Lozère) et un marin, Dupuy.

Il n'est pas question de rapporter toutes les paroles de Bonaparte ; le 23 Frimaire, par exemple, il intervient à six reprises à propos du cautionnement et semble s'être fort bien assimilé les raisonnements juridiques. S'il eût eu le loisir de méditer sur tout le Code comme il le fit pour le titre des Personnes, nul doute que cet ouvrage n'eût pris une tout autre allure, et, en tout cas, le rôle du Consul y eût été particulièrement intéressant.

A. La vente.

Lorsque Bonaparte vint présider, le 21 Nivôse, la discussion sur la vente avait déjà occupé deux séances, et

Galli exposa le projet. Les interventions importantes du Consul portèrent sur l'action en rescision. Celle-ci était considérée comme particulièrement dangereuse pour des raisons financières et politiques. Du temps des assignats, il avait fallu abolir cette action par une loi du 14 Fructidor an III, et les finances du Consulat n'étaient guère brillantes et le retour des émigrés pouvait être dangereux pour les acquéreurs de biens nationaux. Le Premier Consul donne son avis autorisé sur le rétablissement de cette mesure : « Avant de parler sur le fond du sujet qui est d'une grande importance pour les mœurs, il discutera les considérations politiques qu'on vient de mettre en avant, et examinera si en effet les circonstances forment obstacle au rétablissement de l'action en rescision. Il est certain que toute mesure qui inquiéterait les acquéreurs de domaines nationaux, amènerait des désordres dans l'Etat, et blesserait la foi publique. Mais à s'en tenir même aux principes du droit civil, le rétablissement de l'action en rescision ne peut les alarmer... Il n'y aurait qu'une contre-révolution qui pourrait opérer l'expulsion des acquéreurs de domaines nationaux, et rappeler les anciens propriétaires : jusque-là, ils ont pour eux la protection de la loi et toute la force du gouvernement... Mais au profit de qui tournerait donc l'exclusion de l'action en rescision, dans le cas d'une lésion énorme ? Au profit de quelques agioteurs. Et ce serait pour protéger un pareil intérêt, qu'on foulerait aux pieds les mœurs et les principes de la justice civile » (1) !

Le 7 Pluviôse, autres remarques très judicieuses, toujours à propos de la même action en rescision : « Qui est le plus favorable du vendeur ou de l'acheteur : c'est sans doute

(1) P. V., IV, p. 42-43-44.

le vendeur ; il a été violenté par le besoin ; il a dépouillé sa famille ; l'acheteur au contraire était parfaitement libre, rien ne le forçait d'acquérir ; il a tous les profits du contrat. D'ailleurs, il ne faut pas toujours voir ici des domaines considérables, des vendeurs opulents ; il faut aussi descendre dans les petites familles, dans les petites fortunes qui ne se composent que d'une seule propriété. Celui qui la sacrifie, déshérite sa postérité tout entière ; il la fait descendre de l'aisance quelconque dont elle était appelée à jouir, pour la réduire à la misère : voilà ce qui n'arrive point à l'acheteur ; il ne dépouille point sa famille ; il consolide au contraire le patrimoine qu'il lui laisse ». Toutefois, ces notions d'équité ne lui font pas oublier les intérêts de l'Etat : « En accordant l'action en rescision à l'acheteur, on embarrassera souvent les propriétés... la loi qui l'accorderait... blesserait les effets du fisc, en ouvrant la porte aux fraudes..., enfin, on ne saurait quelle valeur donner à l'héritage dans les partages de famille » (1).

Il ne veut pas non plus qu'on soit trop sévère pour l'acheteur dans l'estimation de la lésion : « Il est peut-être trop rigoureux d'imposer à l'acheteur l'obligation de parfaire le juste prix..., si le vendeur avait voulu tenir rigoureusement au juste prix, l'acquéreur n'aurait pas acheté. Il est donc raisonnable de réduire le juste prix de 10 %. Rarement on achète une chose à sa valeur exacte. L'acquéreur après tout, est venu au secours du vendeur » (1).

Ces mesures furent jugées excellentes, et introduites dans le Code ; Troplong, plus tard, disait de cette discussion sur la vente qu'elle était un chef-d'œuvre de logique, d'érudition et de profondeur, et il admirait « la

(1) P. V., IV, p. 291-293.

rare sagacité et le bon sens exquis » du Premier Consul. Compte tenu de la flatterie envers le pouvoir, il est certain que Bonaparte montre dans ce sujet technique une sûreté de vue et de logique supérieure à ses interventions sur la famille.

B. — *Les hypothèques.*

Cette matière constitue la seule partie défectueuse du Code, défectuosité que n'a fait qu'atténuer, et seulement soixante ans plus tard, la loi du 23 mars 1855. Il semble que la législation révolutionnaire avait fait œuvre utile à ce sujet par la loi de Brumaire an VII, et cependant, la commission du Code civil, montrant un regrettable attachement aux traditions, en était revenue au système de l'édit de 1771 ! Trois opinions se manifestèrent au Conseil d'Etat ; Bigot de Préameneu, qui traite la loi de Brumaire an VII de « grande et effrayante innovation », défendit le point de vue de la Commission ; Réal et Treilhard soutenaient la loi de l'an VII, et enfin Cambacérès et Portalis présentaient un projet mixte qui fut finalement adopté.

Le 12 Pluviôse, le Premier Consul résume avec maîtrise la discussion ; il aperçoit, dit-il, « trois systèmes différents : celui des lois romaines, qui n'admet ni publicité ni spécialité, celui de l'édit de 1771, qui admet la publicité sans spécialité, celui enfin de la loi du 11 brumaire an VII, qui admet la publicité et la spécialité » (1). Pour lui, délaissant l'hypothèque conventionnelle, il ne se préoccupe que de l'hypothèque légale et de ses rapports avec la famille, le mariage. Il repousse la formalité de l'inscription qu'on voulait imposer à cette hypothèque, et, fidèle aux direc-

(1) P. V., IV, p. 411.

tives qu'il a sans cesse suivies dans les discussions du Code, il rappelle au Conseil les grands principes qu'il faut observer, vivement approuvé par Tronchet.

« Il ne faut pas, dit-il, acheter au prix d'une injustice, l'avantage de simplifier la loi ; tous les principes doivent être également respectés... Depuis qu'il entend discuter le Code civil, il s'est souvent aperçu que la trop grande simplicité dans la législation est l'ennemie de la propriété. On ne peut rendre les lois extrêmement simples sans couper le nœud plutôt que de le délier, et sans livrer beaucoup de choses à l'incertitude de l'arbitraire. Cependant, si la justice civile est la base de la loi, chacun est frappé du sentiment que les droits des hommes reposent sur des principes immuables. On perd au contraire le respect pour la propriété, lorsqu'on la regarde comme soumise à des chances qui peuvent facilement et sans raison la porter d'une main dans l'autre. Partout les hypothèques des femmes et des mineurs ont été considérées comme naissant et s'identifiant avec l'engagement qui les fit naître ; c'est ce principe qu'il faut parvenir à concilier avec la sûreté des acquéreurs et des prêteurs. La loi sera moins simple, mais elle sera conforme aux principes de la justice civile » (1). Cette question paraissant capitale au Consul, il étudie l'édit de 1771 et la loi de l'an VII pour être en mesure d'en discuter à la séance du 19 pluviôse, et de défendre sa haute notion de la justice civile. « Le titre des hypothèques n'est point un Code particulier (il en avait été question sous la Révolution), mais une partie du Code civil ; on ne peut donc établir ici des principes de justice civile différents de ceux qui ont été consacrés dans les autres

(1) P. V., IV, p. 412-413.

titres... Détruire ainsi par les formes les principes qu'on a posés, c'est faire des lois de fantaisie, des lois aussi mobiles que le caprice qui les a produites. S'il existait beaucoup de lois semblables, il n'y aurait plus de justice civile ; car il n'y aurait plus de principes fixes et convenus : la propriété deviendrait flottante, les biens seraient au premier occupant. Ce n'est pas cependant qu'on ne rencontre quelques légers embarras en donnant aux hypothèques légales leur effet par la seule force de la loi. Mais cet inconvénient n'est rien auprès de celui de porter des lois contradictoires, et d'imprimer à la législation tout entière le cachet de l'instabilité ». Il agrémente son exposé de judicieuses remarques pratiques... « On sait qu'en général les femmes refusent avec beaucoup de fermeté de signer tout acte qui peut compromettre leur dot ; qu'au contraire elles sont peu capables de faire des démarches et de conduire les affaires... S'il était impossible d'organiser un système qui mît tous les intérêts à couvert, il faudrait faire céder la sûreté d'un majeur qui prête et qui acquiert, à celle de la femme et du mineur, que leur état rend incapables de se protéger eux-mêmes » (1).

Le Consul fait montre d'une grande largeur de vues dans l'exposé de ses principes : « Il se rend aux raisons qu'on a proposées, pour faire dépendre de la formalité de l'inscription l'effet de l'hypothèque légale du fisc : il en pourra résulter quelques pertes pour l'Etat ; mais cet inconvénient est moins grand que celui de sacrifier au fisc la sûreté des citoyens ». Ces propos démentent l'opinion qui voudrait faire de Bonaparte le défenseur des seuls intérêts de l'Etat, de l'armée et des contributions dans les discussions du Code;

(1) P. V., t. IV, p. 435-436 et 438-440.

ils sont d'autant plus méritoires que le régime traversait une période d'intrigues policières, les affaires Cadoudal et Pichegru. Sans cesse la vie du Consul était menacée, c'est ce que les Chouans appelaient « le coup essentiel ».

A la séance du 5 ventôse, Treilhard soutenait que, les époux ayant la faculté, par contrat de mariage, de se faire don de tous leurs biens, pouvaient à *fortiori* renoncer à l'hypothèque légale par ce même contrat. Bonaparte lui répond en opposant la notion d'ordre public attachée à l'état des personnes : « Le citoyen Treilhard s'est appuyé sur le principe que qui peut plus, peut moins. Ce principe est incontestable, lorsqu'il s'agit de choses du même ordre ; mais il ne peut être appliqué lorsqu'il s'agit de choses d'un ordre différent..., la qualité d'épouse est un état dans l'ordre social : donc, si la femme pouvait renoncer aux droits inhérents à sa qualité, il lui serait permis de changer son état. Un tel droit ne peut appartenir à personne » (1), et il envisage, à son habitude, de nombreuses hypothèses pratiques. Toujours est-il que la transcription fut « escamotée » dans le Code de 1804, et n'entra dans notre législation civile, de façon imparfaite d'ailleurs, que sous Napoléon III.

La dernière séance à laquelle assista le Premier Consul fut celle du 15 Ventôse, où l'on traita de la Transaction et de la rente foncière, sujet sur lequel les commissaires n'avaient pu se mettre d'accord ; il y défendit l'intérêt des ruraux, et termina en chargeant la section de présenter un projet réunissant en un seul corps les différentes lois promulguées sur les matières du Code. Les travaux se poursuivirent jusqu'au 1^{er} Germinal (23 mars) ; la réalisation

(1) P. V., t. V, p. 77 et 81.

du Code coïncidait avec l'exécution du duc d'Enghien : l'Empire était proche.

Juste un an après le vote de la première loi, le Corps législatif ratifiait la dernière, et Portalis clôturait ce grand travail en un discours semblable à celui par lequel il l'avait présenté. « Au 18 Brumaire, le premier soin du héros que la nation a choisi pour son chef, fut, après avoir agrandi la France par des conquêtes brillantes, d'assurer le bonheur des Français par de bonnes lois... ; l'ordre civil vient cimenter l'ordre politique... On n'a pas cherché, dans la nouvelle législation, à introduire des nouveautés dangereuses.

« Citoyens législateurs, vous touchez au terme de vos glorieux travaux. Qu'il sera consolant pour vous, en retournant dans vos départements et dans vos familles, d'y être bénis par vos concitoyens, et d'y jouir personnellement, comme enfants, comme époux, comme pères, de toutes les sages institutions que vous avez sanctionnées comme législateurs ! Vous aurez travaillé à votre bien particulier en travaillant au bien commun ; et à chaque instant de la vie, chacun de vous se trouvera heureux du bonheur de tous » (1).

(1) P. V., t. V, p. 378 et 381.

CHAPITRE XI

PSYCHOLOGIE JURIDIQUE DE BONAPARTE

Il est dans la vie des valeurs qui ne se mesurent pas, et qui sont d'un ordre supérieur.

(PASCAL.)

La méthode que nous avons adoptée, et qui avait l'avantage, en examinant les opinions du Consul au jour le jour, de démontrer l'absence de machinations et de démonter les rouages de sa pensée, n'a cependant pas permis d'opérer la synthèse de son action ; c'est ce que nous voudrions tenter maintenant, en regroupant les idées précédemment notées.

Tout d'abord, le Code civil a été une œuvre politique ; politiques ont été ses moyens de réalisation, politique le but de Bonaparte, et politiques ses interventions.

Ce qui intéressait le Premier Consul principalement, c'était l'organisation nouvelle de la « France régénérée » ; pour lui, la codification de la législation civile était d'abord la stabilisation légale de la Révolution, aussi bien que le complément de la centralisation administrative.

A lui revient le mérite, ayant perçu l'utilité qu'un Code devait avoir pour le régime, de l'avoir voulu avec obstination ; le prudent et souple Cambacérès était là pour aplanir les difficultés de tout ordre que l'impulsion consulaire pouvait rencontrer.

Dans les modalités apportées à l'œuvre juridique, se retrouvent les nuances du génie napoléonien, admirable équilibre de réalisme et d'idéologie ; de même qu'il devait

décorer des abeilles de Childéric le manteau impérial, ainsi désirait-il concilier les solutions de l'expérience et les innovations des philosophes, prenant soin d'adapter les institutions aux mœurs en vue de les réformer.

Tout d'abord, Bonaparte est intervenu dans la discussion du Code en qualité d'homme d'Etat ; il ne cesse de le déclarer à de nombreuses occasions. C'est seulement plus tard, acceptant avec complaisance la flatterie qui le proclamait jurisconsulte-né, qu'il laissa dire que les arcanes du droit n'avaient plus pour sa foudroyante intuition aucun mystère. Il a pris soin de faire revoir par des praticiens les essais parlementaires de la Convention ; il a consulté les tribunaux ; il a interrogé et écouté avec avidité les légistes du Conseil d'Etat, leur laissant le dernier mot quand leur opinion obtenait la majorité des voix. Sans cesse, il distingue dans le Droit la doctrine et le fait, et proclame : « Vous parlez en procureur ; moi, j'ai vu en homme d'Etat », ou encore : « nous autres, hommes d'épée... », se gardant d'empiéter sur une science à propos de laquelle ses conseillers étaient compétents ; seuls les courtisans ont transformé en oracles les réflexions judicieuses d'un homme immensément intelligent. A la base de sa réussite de juriste occasionnel, n'y aurait-il donc qu'un rayonnant bon sens, comme on le prétend souvent ? Ce serait singulièrement méconnaître le génie de Bonaparte, sa compréhension puissante des problèmes juridiques, son assimilation remarquable des notions de droit puisées à la hâte dans la législation révolutionnaire. Non, il a médité longuement sur ces éléments, et c'est le résultat de ses réflexions qui a subjugué les juristes. Et si, malgré sa prodigieuse intelligence, ses conclusions, faute de discipline et de formation juridiques, étaient singulières ou en

opposition avec une expérience séculaire, il savait céder le pas modestement à l'âge et au savoir. Son absence d'études spéciales le servit plutôt, lui laissant une vue nette des questions qui embarrassaient les légistes par conflit de doctrines.

Pourquoi a-t-on cru pouvoir lui reprocher ses oscillations de doctrine : il n'en avait pas ! C'est donc avec les seules lumières puisées dans l'œuvre de la Convention qu'il s'est lancé dans une discussion juridique où il devait tenir une place brillante ; et ses interventions ne furent inspirées, ni des suggestions d'autrui, ni de celles de son intérêt personnel : seul le désir de confirmer dans une application modérée les institutions révolutionnaires explique et ses manœuvres et la chaleur de sa parole en des matières controversées. Un homme d'Etat seul pouvait utilement présider à l'élaboration du Code, car les légistes eussent trop écouté les théories d'école, et ramené les institutions trop brutalement en arrière. Le projet établi par la commission du Code reflétait par trop, pour ne pas dire exclusivement, la législation d'ancien régime ; la section de législation du Conseil d'Etat, elle, acceptait des solutions plus récentes, mais sans les adapter aux institutions. Bonaparte, et c'est son grand mérite, agissant en homme d'Etat, n'a vu que les intérêts sociaux, et a subordonné la loi au respect et au redressement des mœurs, déjà quelque peu réformées par la paix renaissante.

Homme d'Etat, le Premier Consul a également présidé en souverain, examinant les problèmes juridiques au point de vue de l'intérêt général, s'efforçant de faire coïncider la prospérité de tous avec le bonheur de chacun. Aucune intervention abusive de l'Etat, liberté du père de famille dans son foyer. Il envisage une activité individuelle étendue,

parmi des cadres souples, des institutions démocratiques, application exacte des idées de 1789.

Car Bonaparte apparaît comme un sincère partisan des idées révolutionnaires ; il n'envisage que l'aménagement de la société nouvelle, sans aucun retour vers des théories périmées : c'est ainsi qu'il défend les idées des philosophes sur le mariage, le divorce, la paternité, et qu'il insiste pour le maintien de l'adoption. Avec son esprit nuancé, il demande seulement une application utile et modérée des grands principes. Dans une société purement laïque, il entourera le mariage de cérémonies qui, remplaçant la pompe religieuse, restaureront la dignité de ce « sacrement civil », tout en symbolisant la gravité des obligations qu'il comporte ; le divorce dénouera discrètement les unions scandaleuses ; dans la famille, parents et enfants n'envisageront plus uniquement leurs droits, mais aussi leurs devoirs ; enfin l'adoption donnera un père à l'orphelin, qui rentrera ainsi dans le cadre de la famille. Pour le Consul, disciple des idées de son temps et d'un contrat social, mariage, paternité, et famille découlent en société de la volonté du législateur et non de la nature. Après la période de mœurs dissolues qui accompagne les grandes guerres, il convenait de redresser peu à peu la moralité publique ; supprimer le divorce eût été impossible, mais le réduire était nécessaire.

Toute la pensée du Premier Consul pendant la discussion du Code se résume en deux mots : équité, utilité. Et, tout d'abord, il faut respecter la « justice civile », que le législateur ne saurait enfreindre. Qu'est-ce donc que cette justice civile, qu'il mentionne sans cesse, et qui lui faisait dire que si le Code l'avait strictement observée il serait éternel ? C'est l'ensemble des règles établies par les pre-

miers législateurs, et qui ont résisté à l'usure des siècles et à la désagrégation des sociétés, les grandes règles naturelles qui régissent l'humanité. Au nom de l'équité, le Consul prend la défense de la partie qui pourrait être sacrifiée : la femme dans le mariage, l'enfant dans la paternité, le vendeur, les créanciers, rarement le fisc, souvent la conscription. Il a bien quelques réflexes de mari, de soldat, mais en général examine le problème de haut ; avec lui, l'individualisme ne dégénère pas en égoïsme ni la liberté en anarchie. Trop averti pour croire à l'immutabilité des lois, il n'en a pas moins soutenu l'immutabilité des principes.

Mais l'application de ces principes doit être subordonnée aux besoins de l'époque. Or, les notions révolutionnaires de liberté totale et d'individualisme outré, aussi bien que les circonstances exceptionnelles traversées, ont détraqué la moralité publique, et amené une extrême licence des mœurs, notamment chez les femmes, et principalement à Paris. C'est pourquoi, dans les rapports des époux, Napoléon incline nettement pour un retour de la femme à son état initial de subordination, et les passages que nous possédons de ses discours à ce sujet indiquent nettement qu'il adresse ses reproches à la parisienne. Tocqueville l'a dit : « les bonnes mœurs chez un peuple dépendent presque toujours des femmes et non des hommes », et Bonaparte ne faisait qu'appliquer cet antique adage que ce sont les femmes qui font et défont les maisons. Ainsi, par des raisons générales, s'explique la rigueur exceptionnelle qu'il met à réprimer une liberté féminine qu'il estimait excessive, et aussi que, de quelques propos pittoresques, soit née la légende d'un Consul misogyne. Au vrai, il envisageait pour toutes les institutions leur application

aux besoins et aux circonstances du temps ; c'était son devoir de chef d'Etat.

Telles ont été les directives de l'intervention consulaire ; si l'on examine maintenant son rôle dans le détail, on y découvre les caractéristiques suivantes : Bonaparte était-il partisan du Droit romain ou de la Coutume ; ni de l'une ni de l'autre, il ne désirait que faire œuvre juste et utile selon les conceptions de son temps, en laissant aux principes du Code une généralité et une souplesse qui leur permirent d'être appliquées par dix pays divers ; ainsi le Code constitua une splendide émanation du génie français, et, par son habile adaptation des anciennes formules aux temps nouveaux, éleva une œuvre originale et forte.

Cet esprit nouveau, Bonaparte l'incarne avec tant de maîtrise, que souvent il est à regretter que ses solutions n'aient pas prévalu, et qu'on pourrait lui adresser ce reproche inattendu d'avoir laissé trop d'initiative aux légistes ; c'est qu'il n'avait sous la main ni Lamoignon, ni Pothier, ni d'Aguesseau ni Coquille. Seul astre brillant dans les ténèbres, il n'en témoignait pas moins le plus vif respect au savoir et à l'expérience de ses conseillers, sauf quand ceux-ci s'opposaient au bon sens et à l'équité.

Tout d'abord, nous l'avons vu, il était partisan de laisser au juge la plus grande initiative, et de n'exprimer dans le Code que des principes clairs et féconds ; au contraire, Cambacérès, Galli et autres conseillers s'opposaient à toute définition et à toute formule générale ; ainsi la jurisprudence contemporaine a dû aller chercher à grand'peine dans les textes les directives qui lui faisaient défaut.

Tel fut notamment le cas pour l'article 1384, § 1.

Ensuite, le Conseil d'Etat composé, sinon exclusivement de grands bourgeois, du moins uniquement de gens aisés,

a eu trop tendance à ne légiférer que pour les patrimoines d'une certaine importance, négligeant les rappels du Premier Consul à ne pas oublier les fortunes modiques. C'est à elles que Bonaparte pense constamment pour les successions, les donations et testaments : détruire les grandes propriétés, mais protéger les petites pour éviter l'émiettement des fortunes et des familles, tel est son but. On a vu aussi avec quel zèle Bonaparte désirait garder au mariage toute sa faveur ; de plus, la natalité était pour ce soldat un problème primordial. Qu'on reproche donc au Code d'avoir organisé la dénatalité et la ruine générale, c'est peut-être admissible, nous n'entrons pas dans ce sujet, mais alors qu'on s'en prenne aux légistes, car le Consul a toujours redouté ces conséquences néfastes.

Dans la transmission de la propriété et pour les hypothèques, ce sont encore les jurisconsultes qui ont réagi fâcheusement contre la législation du Directoire ; Bonaparte s'intéressait surtout aux hypothèques légales, mais tendait à appliquer la loi de Brumaire an VII.

M. Planiol a observé que le Consul se montrait particulièrement sévère pour les étrangers ; mais, comme général, n'est-il pas excusable, en un temps de guerres continuelles, d'assimiler étranger à ennemi ; cette sévérité s'explique par des nécessités politiques. N'a-t-on pas vu, lors de la dernière guerre, en matière commerciale, les tribunaux forcés de changer leur critère sur la nationalité des sociétés ? A circonstances exceptionnelles, lois exceptionnelles.

Bonaparte, enfin, a insisté pour appliquer au Code une clarté et une logique rigoureuses, faisant encore épurer des textes déjà passablement clairs ; respect des principes, coordination parfaite des dispositions, telles sont ses mé-

thodes habituelles, qu'il a transportées avec lui dans son rôle occasionnel de juriste ; c'est dans le Code, on le sait, que Stendhal perfectionnait son style, et cette grande qualité latine de clarté n'est pas l'un des moindre mérites du Code du Consulat.

Débarrassée des fables romanesques ou méchantes et des suppositions naïves, l'unification du droit français par Bonaparte est l'une des plus belles pages de la vie de Napoléon et de l'histoire de France ; ce restera le triomphe du Premier Consul d'avoir édifié si durablement en une matière aussi technique.

Comment expliquer qu'une tâche si utile, si glorieuse, rencontra tant d'obstacles ; nous avons vu les motifs des oppositions des assemblées : rancune des tribuns de n'être pas associés à une si grande œuvre, stupeur des parlementaires de voir préparer le Code par des praticiens. Mécontentement aussi de l'opinion républicaine, pour qui l'élaboration de la législation civile eût dû être confiée à une commission de philosophes, et qui dénonçait la féodalité renaissante parce que l'on avait utilisé, aussi bien que les innovations des conventionnels, les vieux principes du droit français, les coutumes, le droit romain, les ordonnances royales, et quelques règles même du droit canonique.

Pour la réalisation de ses vues sur la réorganisation sociale, Bonaparte a rencontré deux sortes d'adversaires : les légistes du Conseil d'Etat, et les tribuns. Son attitude envers les uns et les autres a été différente : envers les juriconsultes, il s'est montré libéral ; c'est qu'ils pouvaient légitimer leurs objections par des doctrines.

Contre les parlementaires, il a sévi brutalement : inexpérience des assemblées, peut-être, mais aussi aigreur d'une

opposition systématique et d'un semblable aveuglement pour le bien de la nation.

Après tout, la plupart des lois que le Code utilisait ayant été antérieurement ratifiées par la volonté populaire, la sanction des assemblées pouvait être considérée comme une pure formalité, surtout que les rédacteurs s'étaient défendu d'avoir innové dangereusement.

Le Code de 1804, issu de la volonté de Bonaparte, n'en a pas été l'expression intégrale ; peut-être faut-il s'en réjouir, car il lui manquait la science du droit pour légiférer ; peut-être aussi faut-il le regretter, car il avait fait montre dans la discussion de vues singulièrement aiguës et profondes.

Avec un personnel assez médiocre, Bonaparte a mis debout une majestueuse série de Codes, énorme monument juridique que n'avait fait qu'ébaucher le brillant aréopage de la royauté ; ces Codes, il les a imposés à son immense empire, dont le démembrement n'a pas empêché notre Droit de subsister à travers le chaos et de régir des peuples opposés, splendide succès de la pensée française.

Feuerbach l'a dit : « Là où commence le Code commence une ère nouvelle, un monde nouveau, un Etat nouveau » (1).

Le Code civil a été ainsi la base du monde contemporain ; c'est par lui, et non par d'éphémères victoires, que Napoléon a dominé le siècle.

(1) Sabatier, p. 53.

CHAPITRE XII

LE CODE DU SIÈCLE

Ne dussions-nous à Bonaparte que son Code civil, son nom mériterait de passer à la postérité.

(CARNOT.)

La réalisation du Code précéda de peu l'avènement de l'Empire. Le rôle de Bonaparte était achevé, celui de Napoléon commençait ; et, pour ce qui concerne le Code civil, l'action intéressée de l'Empereur allait gâcher toute la beauté de l'œuvre accomplie sous le Consulat. Notre étude n'envisageant que cette dernière, il ne saurait être question de suivre les opinions juridiques de l'Empereur à travers les lois civiles qui succédèrent au Code ; elles se révèlent constantes sur les principes, mais nettement différentes pour les applications. A Sainte-Hélène, Napoléon a voulu faire croire qu'il avait été sans cesse l'homme des principes de 1789 ; l'étude des procès-verbaux démontre l'exactitude de ce fait pour le Consulat, mais il suffit de parcourir la correspondance de l'Empereur pour être rapidement désabusé sur la persistance de ses sentiments démocratiques.

Bonaparte n'avait jamais pensé faire œuvre immuable en législation civile ; s'il avait proclamé éternels les principes de la justice civile sur lesquels il convenait de baser le Code, les lois pour lui n'étaient que l'application la plus adéquate des institutions aux mœurs et variant avec celles-ci. Cependant il n'était pas question de modifier

sans cesse le Code, et lorsque le Grand-Juge fit ajouter, en annexe au titre du Mariage, un chapitre sur les actes respectueux, on déclara qu'il ne fallait pas permettre avant dix ans au moins d'y faire un changement.

Napoléon ne s'illusionnait pas sur la perfection du Code. « Aucune loi n'est parfaite, écrivait-il en 1808 ; le Code lui-même, qui cependant produit tant de bien, est bien loin de l'être » (1).

Le principal mérite qu'il lui reconnaissait, c'était la clarté : « Mon seul Code, par sa simplicité, a fait plus de bien en France que la masse de toutes les lois qui m'ont précédé » (2).

De sa rapide incursion dans le domaine juridique, il ne lui est resté que le souvenir d'une complexité exagérée des légistes ; c'est avec étonnement qu'il avait vu les jurisconsultes détruire par l'abondance de leurs gloses la belle simplicité de ses lois. A Sainte-Hélène, il exhalait encore sa rancœur : « J'avais d'abord rêvé qu'il serait possible de réduire les lois à de simples démonstrations de géométrie, si bien que quiconque aurait su lire, et eût pu lier deux idées, eût été capable de prononcer ; mais je me suis convaincu presque aussitôt que c'était une idéalité absurde. Toutefois, j'aurais voulu partir d'un point arrêté, suivre une route unique, connue de tous ; n'avoir d'autres lois que celles inscrites dans le Code, et proclamer, une fois pour toutes, nul et non avenu tout ce qui ne s'y trouverait pas compris ; mais avec les praticiens, il n'est pas facile d'obtenir de la simplicité ; ils vous prouvent d'abord qu'elle est impossible, que c'est une véritable chimère ; puis, ils essaient de démontrer qu'elle est même incompatible avec la sûreté,

(1) *Corresp.*, t. XVIII, p. 83.

(2) *Mémor.*, I, p. 209.

l'existence du pouvoir... A peine le Code eut-il paru, qu'il fut suivi presque aussitôt, et comme en supplément, de commentaires, d'explications, de développements, d'interprétations, que sais-je ? et j'avais coutume de m'écrier : « Eh ! Messieurs, nous avons nettoyé l'écurie d'Augias, pour Dieu, ne l'encombrons pas de nouveau ». (1) Ce qui prouve bien qu'il partageait l'esprit systématique de l'époque et n'avait rien saisi de l'essence de la science du Droit.

Les institutions aussi bien que les esprits évoluent ; certes, tout n'était pas parfait au Conseil d'Etat sous le Consulat ; après que Bonaparte eût acquis le pouvoir à vie, un certain favoritisme s'était fait jour. Régnier, honnête homme mais un peu flatteur, ayant remplacé comme Grand-Juge Fouché et Abrial, Boulay avait été nommé au contentieux des domaines nationaux pour le récompenser de services personnels rendus au Premier Consul.

La présidence de la section de législation devenant ainsi vacante, ce fut Bigot de Préameneu, jurisconsulte éclairé mais aussi poussé par Cambacérès, qui obtint cette place qui eût dû revenir à Emmery, brave homme, mais tout à fait étranger à la société et à la cour. De même, Roederer disgracié avait été remplacé à la présidence de la section de l'Intérieur par Regnaud qui « entendait mieux que son prédécesseur le positif et la pratique des affaires » et était également un souple courtisan ; cependant, lorsque la motion d'hérédité fut discutée, il y eut une opposition de 7 voix au Conseil, dont Berlier, Boulay et Réal. Sous l'Empire, le Conseil d'Etat devient un rouage purement admi-

(1) *Mémor.*, I, p. 1175.

nistratif ; les séances que Napoléon préside sont des représentations à grand spectacle, en présence parfois des princes du sang et des souverains étrangers ; le secrétaire Locré est promu baron, les principaux conseillers deviennent comtes, même le jacobin Berlier qui remarqua : « On nous ôte plus qu'on ne nous donne, en nous enlevant le droit de rire de ces colifichets ». Et si la statue de Bonaparte législateur fut disposée dans la salle du Corps législatif, celles de Tronchet et de Portalis vinrent présider aux séances du Conseil après leur mort. On a parfois tenté d'utiliser une lettre adressée par le Consul à Locré, le 16 Ventôse an X, où il le chargeait de répartir 100.000 francs entre Régnier, Defermon, Lacuée, Portalis et Roederer, en ajoutant : « Vous remettrez ces sommes de la main à la main à chacun de ces conseillers d'Etat, sans dire à l'un que les autres l'ont reçue, mon intention étant que ceci reste très secret » ; on en a conclu que les séances du Conseil étaient truquées, et que bien des orateurs vendaient leurs opinions. Il nous semble impossible d'en tirer une conclusion quelconque au sujet du Code civil (1).

Quoi qu'il en soit, les intentions de l'Empereur au sujet du Code varient avec les temps nouveaux, tant en politique intérieure qu'extérieure.

En France, nous voyons se créer la légende d'un Consul législateur omniscient. Quel avait été le secret de la réussite foudroyante de Bonaparte dans son rôle de juriste : c'est la volonté obstinée d'une intelligence prodigieuse cherchant à masquer son ignorance en méditant longuement à l'avance sur les problèmes qui lui seront soumis. Si Napoléon s'était présenté aux séances sans réflexions préalables, ses interventions eussent été banales, ou pis

(1) *Corresp.*, t. VII, n° 5982.

encore. Lui-même ne se le dissimulait pas, qui écrivait en 1805 à Eugène de Beauharnais : « Présidez peu le Conseil d'Etat ; vous n'avez pas assez de connaissances pour le faire avec succès. N'y prenez jamais la parole : on vous écouterait sans vous répondre, mais on verrait aussitôt que vous n'êtes pas en force pour discuter une matière. On ne mesure pas la force d'un prince qui se tait : quand il parle, il faut qu'il ait la conscience d'une grande supériorité » (1). Notons d'ailleurs que si l'Empereur tenait parfois les conseils durant toute la nuit, le prince Eugène, lui, commençait à présider à quatre heures du matin, ce qui n'était pas moins remarquable ! Certes, c'est à juste titre que le nom de Napoléon fut attaché au Code ; mais la flagornerie officielle, menée par Cambacérès et Portalis, l'entourera d'un tel encens d'adoration, le comparant à un dieu, le proclamant légiste-né, que la critique moderne a été amenée à observer avec méfiance cet épisode de la vie consulaire, et que l'excès des uns explique l'acharnement des autres.

Les vues de Napoléon sur le Code se transforment totalement ; il ne pense plus aux grands principes, à la prospérité et au bonheur de tous, mais bien à consolider sa dynastie et la puissance de ses partisans.

Nous avons rapporté au début de cette étude les réflexions démocratiques de Bonaparte sur la nécessité d'émietter les grosses fortunes tout en assurant les petites. On sait qu'il préluda à l'instauration des majorats par la création de vingt-cinq grands fiefs hors de France. Or, voici, un peu avant l'établissement de ces hauts dignitaires en France, ce qu'il écrit à son frère Joseph dans sa célèbre

(1) *Corresp.*, t. X, p. 605.

lettre de 1806 qui a soulevé de tels tollés de la postérité : « Etablissez le Code à Naples ; tout ce qui ne vous est pas attaché va se détruire alors en peu d'années, et ce que vous voudrez conserver se consolidera. Voilà le grand avantage du Code..., il consolide votre puissance, puisque, par lui, tout ce qui n'était pas fidéicommiss tombe, et qu'il ne reste plus de grandes maisons que celles que vous érigez en fiefs. C'est ce qui m'a fait prêcher un Code civil et m'a porté à l'établir » (1).

Ceci, certainement, n'a pas été dans son esprit au temps des discussions du Code ; mais, par une tendance maladroite, il essaie de voir en ses pensées une unité de vues qui n'y a pas existé, son opinion se modifiant avec les circonstances. Si on voulait l'écouter, le seul but de la codification eût été d'implanter en France et en Europe les Bonaparte et leurs alliés. Tocqueville a analysé ainsi la pensée de l'Empereur : « Tandis que le torrent démocratique déborderait sur les lois civiles, il espérait se tenir aisément à l'abri derrière les lois politiques. Cette vue était à la fois pleine d'habileté et d'égoïsme » (2). Ce sont ces commentaires maladroits et d'ailleurs totalement erronés de Napoléon qui ont diminué la gloire de Bonaparte et forment la base des critiques modernes contre l'œuvre consulaire. Mais si le Code civil n'est plus envisagé par l'Empereur, en ce qui concerne la France, que pour le maintien de sa puissance personnelle et de ceux de son clan, c'est surtout au point de vue international que cette institution lui paraît favorable à sa domination et propre à assurer quelque peu les fragiles Etats qu'il faisait administrer par les membres de sa famille. A mesure que ses ar-

(1) *Corresp.*, t. XII, n° 10.314.

(2) *Démocr. en Amér.*, t. III, p. 312.

mées conquièrent des pays divers, l'Empereur essaie de leur imposer une certaine unité, et aussi d'assurer le pouvoir de ses frères auxquels il a eu soin de donner un statut spécial politique, leur refusant notamment le divorce.

Or, tous ces pays, vieux d'Histoire, possédaient des institutions civiles vieillottes et surannées peut-être, mais respectables par leur longue acclimatation aux mœurs particulières. Ainsi Napoléon reniait dans des vues dynastiques son grand principe que les lois doivent être adaptées au pays où elles s'appliquent ; d'autre part, introduire par les armes des institutions juridiques n'est pas la méthode la plus sûre de les accréditer dans un pays.

Toutefois, il faut reconnaître que de très nombreux principes du Code survécurent à l'écroulement de l'Empire, ce qui prouve qu'ils étaient utiles aux peuples chez lesquels Napoléon les importa de force. Pour l'Italie du Nord, il impose son Code dès 1805 : « Vos statuts, disait-il à la Consulte, étendent à mes peuples d'Italie les bienfaits du Code à la rédaction duquel j'ai moi-même présidé » (1).

En 1807, à l'apogée de sa puissance, il donne des instructions pour faire adopter le Code par les petits Etats d'Allemagne, « ... faire des insinuations légères et non écrites, pour que le Code soit adopté comme loi civile de ces Etats, en supprimant toutes les coutumes et en se bornant au seul Code ». Car il lui faut une application intégrale du Code à tous les alliés, complément, en un sens, du Blocus continental. En 1808, il écrit à son frère Jérôme, roi de Westphalie : « Les bienfaits du Code seront les caractères distinctifs de votre monarchie. S'il faut vous dire ma pensée tout entière, je compte plus sur leur effet, que sur

(1) *Corresp.*, t. X, p. 599.

les résultats des plus grandes victoires. N'en différez en rien l'établissement » (1).

Le souci dynastique et une préoccupation européenne, étrangères aux directives consulaires, occupent exclusivement la pensée de l'Empereur ; mais ce serait une lourde erreur psychologique autant qu'historique que de ne pas dissocier absolument les deux attitudes du grand homme.

Pour la Hollande, petit pays au lointain passé, le prosélytisme français se heurta à d'opiniâtres résistances, dont le roi Louis se fit l'interprète, en demandant des modalités appropriées au droit local, ce qui mit l'Empereur en fureur : « Si vous faites retoucher au Code Napoléon, ce ne sera plus le Code Napoléon... une nation de 1.800.000 âmes ne peut avoir une législation à part. Les Romains donnaient leurs lois à leurs alliés ; pourquoi la France ne ferait-elle pas adopter les siennes en Hollande ?... cela resserre les nations d'avoir les mêmes lois civiles... » (1807). Dès 1808, il s'attaque au Portugal et à l'Espagne : « Y aurait-il de l'inconvénient à faire publier le Code ? écrit-il à Junot. Occupez-vous toujours de le faire traduire en portugais par des gens capables... Je verrais avec plaisir que le Code soit imprimé et publié », et il fait sonder le Conseil de Castille pour « savoir ce qu'on pense du Code « Napoléon et si on pourrait l'introduire en Espagne sans « inconvénients » (2).

Plus l'Empire s'étend, plus la pensée impériale devient intransigeante ; il ne tolère plus la moindre restriction à l'application du Code, et Murat se voit tancer d'importance pour avoir soulevé des objections à propos du divorce ; complétant la domination de l'Italie, le Code est appliqué

(1) *Corresp.*, t. XVI, p. 206.

(2) *Corresp.*, t. XVI, p. 190 et t. XVII, p. 104.

aux Etats pontificaux, et, après Wagram, François II est menacé de le voir introduire en Autriche.

Ainsi, par ses visées politiques et diplomatiques, l'Empereur défigurait l'œuvre consulaire, utilisant pour les besoins de sa puissance une institution conçue dans l'enthousiasme et pour le bonheur de la France.

En définitive le Code civil a-t-il été pour ou contre Bonaparte ? L'Empereur estimait que ce serait le principal titre de gloire qui survivrait de lui dans les temps à venir : « Ma gloire n'est pas d'avoir gagné quarante batailles... Waterloo effacera le souvenir de tant de victoires... Mais ce que rien n'effacera, ce qui vivra éternellement, c'est mon Code civil, ce sont les procès-verbaux de mon Conseil d'Etat » (1). Ce en quoi, comme pour bien des choses, il se montrait mauvais prophète.

Le sort semble même s'être acharné aux souvenirs du Code puisque le feu devait anéantir les Tuileries, le Palais-Royal et les inestimables procès-verbaux des séances.

La Restauration parut tout d'abord lui donner raison ; elle respecta toute l'organisation administrative, conservant le Code en entier, sauf quelques modifications, notamment la suppression du divorce. De nombreux ultras appréciaient l'œuvre juridique du Premier Consul. L'un d'eux confiait Las Cases : « Votre Buonaparte était un homme bien extraordinaire, il faut en convenir. Je me suis avisé de mettre le nez dans les discussions du Code civil, et dès cet instant ce n'a plus été que de la profonde vénération. Mais où diable avait-il appris tout cela ! Et puis voilà que chaque jour je découvre quelque chose de nouveau, ah ! quel homme vous aviez là ! Vraiment il faut que

(1) Montholon, I, p. 401.

ce soit un prodige ! » (1), et Montgaillard lui-même célébrait la codification. Le but primitif de Bonaparte avait été de s'auréoler du titre de législateur, dont le prestige le fascinait dès l'enfance, pour obtenir du peuple français la confirmation pour la vie de son pouvoir suprême ; l'opposition des assemblées tint en échec ce calcul.

Il serait fastidieux et superflu de commenter les variations des opinions sur le codificateur, au cours du *xix^e* siècle ; M. Jac a relaté d'amusants détails sur les oscillations des sentiments suivant celles des régimes.

Toutefois, pour la postérité, Napoléon demeure le vainqueur d'Arcole, d'Austerlitz, de Wagram, le glorieux vaincu de Waterloo, et surtout le remarquable stratège de la campagne de France de 1814. Mais si le génie militaire subsiste incontesté, le législateur est peu considéré, ou même amèrement critiqué. Les historiens n'insistent guère sur une matière dont ils sont peu aptes à discuter, et réagissent violemment contre la flatterie excessive des contemporains.

Pour les légistes, ils ont la partie belle pour souligner les inconséquences de logique d'un profane du Droit ; les politiques, enfin, identifiant avec quelque raison l'œuvre du Consul et la Révolution, critiquent ou vantent l'un et l'autre suivant leurs opinions. Peut-on reprocher au Consul les méfaits des institutions révolutionnaires ; qu'on ne l'oublie pas, les grands hommes ne sont souvent que les porte-voix de leur époque.

Beaucoup d'auteurs ont hésité à admettre la seule explication plausible à l'activité juridique de Bonaparte, tellement il pouvait sembler extraordinaire qu'un homme

(1) *Mémor.*, I, p. 551.

travaillant dix-huit heures par jour, appliquant son esprit aux matières les plus diversement ardues, ait trouvé encore le temps d'approfondir à l'avance et par lui-même les sujets dont on devait traiter au Conseil d'Etat, en vue de donner à ses interventions un caractère de profondeur.

Le Code de 1804 est depuis longtemps entré dans sa phase historique ; la plupart des matières ont été retouchées, refaites, ou prolongées par des lois annexes pour être adaptées aux nécessités d'une société singulièrement diversifiée et aux rouages complexes. C'est également l'immense travail de la jurisprudence qui a permis à l'œuvre du Consulat de subsister jusqu'à nous.

Ainsi habilement restauré et agrandi, le monument juridique garde encore fière allure, et demeure à la base de notre société moderne, fille de 1789.

A l'expression de la reconnaissance française envers le général-législateur, nous avons apporté notre modeste participation, souhaitant que se trouve un jour le jurisconsulte génial qui tracera la fresque grandiose et définitive de l'édification du Code.

Combien d'étudiants ont feuilleté Locré ou Maleville ? Combien d'entre eux se sont rendus, ayant à la main les procès-verbaux du Consulat, scruter à Versailles les physionomies des glorieux rédacteurs du Code, essayer de percer leur psychologie ?

Puissent ces pages sans prétention leur en donner le goût ; puissent-elles également, effaçant les souillures du temps, redonner quelque éclat à l'action discutée du glorieux héros, du grand français dont l'effigie ornait autrefois la Faculté de Droit de Paris. Rendons hommage enfin, selon le mot de Desmarest, « A la mémoire de Napoléon, à quiconque fera mieux que lui dans des circonstances aussi fortes ».

BIBLIOGRAPHIE

I. — ARCHIVES NATIONALES

- A D II, 51 à 56. Travaux préparatoires et obser. C- appel.
AD XVIII, 1 à 523. Collection Camus 1789-an VIII.
324 à 328. Convention.
394 à 396. Cinq-Cents et Anciens.
AF IV*, 194-195-196. Conseil des Consuls.
AF IV*, 438. Liste des Conseillers d'Etat.
AF IV, 911 à 915. Procès-verbaux Conseil des Consuls au 8-an 12.
AF IV, 1001-1248-1249-1326. Procès-verbaux Conseil des Consuls au 8-an 12.
C*, 71 à 74 (Tribunat, discus. prépar. Code civil).
D III*, 11.
D III, 1 à 310. Papiers du Comité de législation.
D III, 321. Réforme du Code civil.
D III, 380 à 382. Comité de législation de la Convention (1793).

II. — OUVRAGES IMPRIMÉS

A. — Sources et Mémoires :

- ABRANTÈS : Mémoires, 18 vol. 1831.
Almanachs nationaux 1800-1804.
Archives parlementaires (Mavidal et Laurent).
BERLIER : Notice sur le Code civil, s. d. (1827 ?).
BEUGNOT : Mémoires, 2 vol., 1866.
BOURRIENNE (Villemarest) : 10 vol., 1829-1831.
BROGLIE : Mémoires, 4 vol., 1886.
CHAPTAL : Souvenirs sur Napoléon, 1893.
DEFERMON : Observations, 1815.
DESMAREST : Quinze ans de Haute-police, 1833.
DUMAS : Souvenirs, 3 vol., 1839.
FAIN : Mémoires, 1909.
FAVARD DE LANGLADE : Conférence du Code civil, 8 vol., 1805.
FENET : Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil, 15 vol., 1827-1828.
ST. GIRARDIN : Mémoires, 2 vol., 1829.
HORTENSE (REINE) : Mémoires, 3 vol., 1927.
HYDE DE NEUVILLE : Mémoires, 2 vol., 1888.
JOUANNEAU et SOLON : Discussions du Code civil, 2 vol., 1805.
Las Cases : Memorial, 2 vol. (1895).
LAVALETTE : Mémoires, 2 vol., 1831.
LEBRUN-PLAISANCE : Opinions, rapports, 1829.
Lettres sur le projet de Code civil, an IX.
Loché : Conseil d'Etat (1810).
Loché : Esprit du Code Napoléon, 5 vol., 1805-1807.
— Législation civile, etc., 16 premiers volumes, 1827.

- MALEVILLE : Analyse raisonnée du Code civil, 4 vol., 1805.
 — Du divorce et de la séparation de corps, 1801.
 MARMONT-RAGUSE : Mémoires, 9 vol., 1856-1857.
 MÉNEVAL : Souvenirs historiques, 1851.
 MICHAUD : Adieux à Bonaparte, 1800.
 — Bibliographie moderne, 4 vol., 1806.
 MIOT DE MÉLITO : Mémoires, 3 vol., 1858.
 MOLLIN : Mémoires, 4 vol., 1845.
 MONTHOLON : Récits de captivité, 2 vol., 1847.
 MONTLOSIER : Observations sur le projet de Code civil (an IX).
 NAPOLÉON I^{er} : Correspondance, 32 vol., 1858-1869.
 — Napoléon inconnu (F. Masson), 2 vol., 1895.
 — Virilités (Bertaud), 1912.
 Paris sous le Consulat (Aulard), 4 vol., 1903-1909.
 PASQUIER : Mémoires, 6 vol., 1893-1894.
 PELET DE LA LOZÈRE : Opinions de Napoléon sur divers sujets, 1833.
 PORTALIS : Discours, études, 1844.
 Procès-verbaux des ordonnances de 1667-1670 (1770).
 Procès-verbaux des discussions du Code civil, 5 vol. (an VIII-an XII).
 Procès-verbaux du Tribunat (an VIII-an XII).
 RÉAL : Indiscrétions, 1835.
 RØDERER : Œuvres, 8 vol. (1853-1859).
 — Les deux premières années du Consulat (1821).
 — Autour de Bonaparte, 1909.
 ROVIGO : Mémoires, 8 vol., 1828.
 SÉGUR : Mémoires, 8 vol., 1873.
 STAEL (DE) : Dix ans en exil, 1818.
 — Considérations sur la Révolution Française, 1818.
 THIBAUDEAU : Mémoires sur le Consulat (1827).
 — Mémoires (1913), Convention et Directoire, 2 vol. (1824).
 VILLEMALIN : Souvenirs contemporains, 2 vol., 1864.

B. — Ouvrages juridiques :

- ACOLLAS : Introduction à l'étude du Droit, 1885.
 AUCOC : Le Conseil d'Etat avant et depuis 1789 (1876).
 BEAUVERGER : Institutions civiles de Napoléon, 1864.
 BONNECASE : Introduction à la « Thémis », 1914.
 — Philosophie du Code civil, 1928.
 CAUVIÈRE : L'idée de codification en France avant le Code civil, 1910.
 CHEVALLEY : Le Divorce de Napoléon, 1912.
 COLMET DE SANTERRE : Le Divorce de Napoléon et le Code civil (1894).
 CRUPPI : Le divorce pendant la Révolution, 1909.
 DEJOB : Le rétablissement de l'adoption en France, 1911.
 DUTRUCH : Le Tribunat, 1911.
 EDMOND-BLANC : Napoléon I^{er} et ses institutions civiles, 1880.
 ESCHBACH : Introduction à l'étude du Droit, 1856.
 ESMEIN : Histoire du Droit français (1789-1804) (1911).
 FERRET : Les tribunaux de famille à Montpellier, 1926.
 FRAIN DE LA GAULAYRIE : Les Majorats (1909).
 GRUFFY : Merlin de Douai (1934).
 HIVER DE BEAUVOIR : Histoire critique des institutions juridi-

- ques de la France, 1848.
 E. JAC : Bonaparte et le Code civil, 1898.
 LAFERRIÈRE : Histoire des institutions, 1789-1804 (1851).
 LEMAIRE : Le mariage civil, 1901.
 LEROY : L'esprit de la législation napoléonienne, 1898.
 Le livre du Centenaire du Code civil, 2 vol., 1904.
 A. MADELIN : Napoléon législateur (1866).
 MALLET : Le divorce pendant la période intermédiaire, 1899.
 MARCADÉ : Le Code civil, 1884.
 O. MARTIN : La crise du mariage dans le droit intermédiaire (1901).
 — La coutume de Paris (1925).
 MASSON : La Puissance paternelle sous la Révolution, 1911.
 MOURLON : Répétitions de Droit civil, 1896.
 H. PÉROUSE : Napoléon et les lois civiles du Consulat, 1866.
 PÉTROU : Le Code de la Convention, 1878.
 Planiol et Ripert : Code civil, 3 vol., 1928.
 RAY : La Structure logique du Code civil, 1926.
 REGNAULT : Histoire du Conseil d'Etat, 1851.
 RIPERT : Cours sur les Donations, 1930-1931.
 RONDONNEAU : Napoléon législateur, 1808.
 ROUX : Observations du tribunal de Montpellier, 1919.
 R. ROUX : Bonaparte et le tribunal de Besançon, 1930.
 SABATIER : Etudes et discours, 1911.
 SAGNAC : La législation révolutionnaire en France, 1898.
 SAVATIER : Bonaparte et le Code civil, 1927.
 SÉRUZIER : Précis historique des Codes, 1845.
 SÉVIN : L'origine révolutionnaire des Codes Napoléon, 1879.
 SWART : De Napoleonte legislatore et jurisconsulto, 1883.
 TROPLONG : Code civil, 1845.
 VAN KAN : Efforts de codification en France (1929).
 VIARD : Histoire du Droit privé français, 1931.
 VIOLLET : Histoire du Droit civil français, 1905.

C. — Ouvrages historiques, philosophiques ou littéraires :

- AUBRIET : Vie de Cambacérès, 1824.
 AULARD : Histoire politique de la Révolution Française, 1901.
 A. BARDoux : La bourgeoisie française, 1886.
 J. BARNI : Napoléon et son historien Thiers, 1865.
 BÉGIN : Histoire de Napoléon, 5 vol., 1853-1854.
 BIGNON : Histoire de France, 6 vol., 1829.
 L. BLOY : L'âme de Napoléon, 1912.
 BONNAL DE GANGES : Le génie de Napoléon, 1896.
 BONDOIS : Napoléon et son temps, 1895.
 BOULAY DE LA MEURTHE : Boulay de la Meurthe, 1868.
 BOULLÉE : Portalis, 1859.
 CAHEN : Les débuts du monde contemporain, 1932.
 CASSAGNAC : Napoléon pacifiste, 1933.
 CHASSÉ : Napoléon vu par les écrivains, 1921.
 CHUQUET : La jeunesse de Napoléon, 3 vol., 1897-1899.
 CORMENIN : Le livre des orateurs (Timon), 2 vol., 1842.
 CUNÉO D'ORNANO : La République de Napoléon, 1894.
 DARNIS : Regnault de Saint-Jean d'Angély, 1859.
 L. DAUDET : Le stupide XIX^e siècle, 1929.
 DECHAMPS : Sur la légende de Napoléon, 1931.

- DELAMALLE : Eloge de Tronchet, s. d. (1806).
 DELTEIL : Il était une fois Napoléon, 1928.
 DRIAULT : La vraie figure de Napoléon, 1924.
 DUMESNIL : Lebrun, 1828.
 E. FAURE : Napoléon, 1921.
 FOURNIER : Napoléon I^{er}, 2 vol., 1891-1892.
 GAXOTTE : La Révolution française, 1928.
 GOBERT : L'opposition des assemblées du Consulat, 1925.
 GONNARD : L'œuvre historique de Napoléon à Sainte-Hélène, 1906.
 GUILLOIS : Napoléon, l'homme, le politique, 2 vol., 1889.
 HAMEL : La Première République, 1897.
 HANOTAUX : Sur le chemin de l'histoire, 2 vol., 1924.
 — Histoire de la Nation française, 15 vol., 1920-1924.
 HELLO : Philosophie de l'Histoire de France, 1840.
 HÉRITIER : Trois erreurs historiques, 1932.
 IMBERT DE SAINT-AMAND : La femme du Premier consul, 1884.
 KIRCHEISEN : Napoléon, 2 vol., 1934.
 LACOUR-GAYET : Napoléon, 1865.
 JEKELS : Le tournant décisif de la vie de Napoléon (1929).
 LACRETELLE : Histoire du Consulat et de l'Empire, 3 vol., 1846.
 LANZAC DE LABORIE : Paris sous Napoléon, 1906.
 — De la royauté absolue à l'Empire libéral, 1923.
 LAVALLÉE : Histoire des Français, 4 vol., 1838-1840.
 LECOY DE LA MARCHE : La guerre aux erreurs historiques, 1891.
 LEBON : Philosophie de la Révolution française, 1912.
 LENOTRE : Napoléon (1932).
 — Paris révolutionnaire, 1894.
 — Les Tuileries, 1933.
 LERMINIER : Influence du XVIII^e siècle sur la législation du XIX^e siècle, 1833.
 A. LÉVY : Napoléon intime, 1897.
 LUDWIG : Napoléon (1929).
 LYON-CAEN : Cambacérès (1926).
 L. MADELIN : Le Consulat et l'Empire, 2 vol. (1932-1933).
 — La France de l'Empire, 1926.
 — Napoléon (1934).
 MARCAGGI : La Genèse de Napoléon, 1902.
 MARCO DE ST-HILAIRE : Napoléon au Conseil d'Etat, 1843.
 MARQUSET : Napoléon sténographié au Conseil d'Etat (1913).
 MARTEL : Les historiens fantaisistes (1880).
 F. Masson : Napoléon chez lui, 1921.
 — Madame Bonaparte, 1920.
 — Napoléon et sa famille, 13 vol., 1897.
 — Napoléon et les femmes, 1894.
 — Jadis et aujourd'hui, 1908, 2 vol.
 CH. MAURRAS : Romantisme et Révolution, 1925.
 — Napoléon avec ou contre la France, 1932.
 MEREDJKOWSKY : Napoléon, l'homme, 1929.
 — Vie de Napoléon, 2 vol., 1930.
 MEYNIEL : Napoléon, 1890.
 MIGNET : Notices historiques, 2 vol., 1852.
 MONTGAILLARD : Histoire de France, 9 vol., 1827.
 NISARD : Considérations sur la Révolution, 1887.
 NORVINS : Vie de Napoléon, 4 vol., 1827-1828.

- NOTICES Berlier (1825), Bégouen, Duchâtel, etc.
 NOUGARÈDE DE FAYET : Bigot de Préameneu, 1843.
 OLLIVIER : 1789 et 1889 (1889).
 L'œuvre sociale de la Révolution française, 1901.
 PARISET : Le Consulat et l'Empire, 1921.
 — Napoléon étudiant à Strasbourg, 1917.
 PÉRIVIER : Napoléon journaliste, 1898.
 PEYRE : Napoléon et son temps, 1888.
 POURCIN : Napoléon professeur d'énergie, 1930.
 E. QUINET : La Révolution, 2 vol., 1865.
 RAMBAUD : Histoire de la civilisation contemporaine, 1901.
 ROMIEU : Benjamin Constant, 1933.
 SAINTE-BEUVE : Lundis, 15 vol., 1852-1862.
 Schuermans : Itinéraire général de Napoléon I^{er}, 1908.
 W. SCOTT : Vie de Napoléon, 9 vol., 1827.
 SEIGNOBOS : Histoire sincère de la nation française, 1933.
 STENDHAL : Napoléon, 2 vol., 1930.
 STENGER : La Société française du Consulat, 6 vol., 1904-1908.
 A. SUARÈS : de Napoléon, 1912.
 TAINÉ : Le régime moderne, 2 vol., 1891-1894.
 THIERS : Histoire du Consulat et de l'Empire, 5 vol., 1865-1867.
 TURQUAN : La générale Bonaparte, 1895.
 A. VANDAL : L'avènement de Bonaparte, 2 vol., 1907.
 VIALLES : Cambacérès, 1908.
 WELSCHINGER : Le divorce de Napoléon, 1889.

III. — ARTICLES DE REVUES.

- Moniteur* : Séances de la Convention, 1793.
 CAMUS, 5 Fructidor an XII.
 SAINTE-BEUVE : Mémoires de Roederer, 25 juillet et 1^{er} août 1853.
Gazette des Tribunaux : Un ancien auditeur au Conseil d'Etat (Marco de Saint-Hilaire), 18 avril, 6 mai et 29 juin 1838.
 DE ROYER : Tronchet, 4 novembre 1853.
 NICIAS GAILLARD : Bonaparte et le Code civil, 4 novembre 1855.
 Centenaire du Code civil, 21 et 22 mars, et 30 octobre 1904.
Recueil de l'Académie de Toulouse :
 DUBÉDAT : Cambacérès, 1858, t. I.
 Rapport Rozy, 1864, t. 3.
 RODIÈRE : Séances remarquables du Conseil d'Etat, 1874, t. XXIII.
 Rapport Timbal, 1894, t. XLIII.
Recueil de l'Académie des Sc. m. et p. :
 COLMET DE SANTERRE : Divorce de Napoléon, 1894, t. CXLI.
 GLASSON : Discours du centenaire du Code, 1905, t. CLXIII.
 VARAGNAC : Napoléon et son Conseil d'Etat, 1921, t. CXCIV.
Revue catholique des Institutions et du Droit :
 (E. JAC) Bonaparte et le Code civil, 1898.
Revue critique de législation :
 BRESSOLLES : Le Tribunat et le Code civil, 1876, t. XLIII.
 GIROUD : Recherche de la Paternité, 1884, t. XIII.

Revue des Deux-Mondes :

TAINÉ : Napoléon Bonaparte, 1887.

LACOUR-GAYET : Bonaparte et l'Institut, 15 mai 1921.

L. MADELIN : Napoléon à travers le siècle, 1^{er} mai 1921.CHATEAUBRIAND : Petit Cahier, 1^{er} février 1933.*Revue des études napoléoniennes :*

LACOUR-GAYET : Les Institutions civiles de Napoléon, 1921.

Revue hebdomadaire :

STROWSKY : Napoléon et le Gouvernement de l'intelligence, 1921, t. V.

DE ROUX : Napoléon législateur, 1921, t. V.

Revue de législation et de jurisprudence :

TROPLONG : Caractère démocratique du Code civil, 1848, t. II.

BRESSOLLES : Rédacteurs du Code, 1852, t. I.

*Revue de Paris :*A. GAZIER : Napoléon au Conseil d'Etat, 1^{er} mars 1903.

M. LEROY : Centenaire du Code, 30 octobre 1903.

Moniteur, Journal de Paris, Gazette des Tribunaux, Revue Bleue,
catholique des Institutions et du Droit, critique de la législation,
des deux Mondes, des Etudes napoléoniennes, Hebdomadaire,
de législation et de jurisprudence, de Paris.

Recueil des travaux de l'Académie des sciences morales et politiques,
et de l'Académie de législation de Toulouse.

Vu :

Le Président de la Thèse,

RIPERT

Vu :

Le Doyen,

Edgar ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLÉTY.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS		7
CHAPITRE I ^{er} . — La Toile de Pénélope		14
— II. — Un Marengo pacifique		22
— III. — Le bilan de la Révolution		32
— IV. — La pensée consulaire en délibération		41
— V. — L'âme du Conseil d'Etat.		53
— VI. — L'Initiation au Droit.		70
— VII. — Un Code tambour battant (session 1801-1802).		79
1. La Personnalité civile.		85
2. Le Mariage.		90
3. Le Divorce.		98
4. Paternité. Puissance paternelle		113
5. L'adoption		120
— VIII. — La bataille du Code Civil		134
— IX. — Seconde Etape (session 1802-1803)		146
a) Adoption (<i>suite</i>)		148
b) Donations		151
— X. — Aboutissement (session 1803-1804)		157
a) La Vente		157
b) Les Hypothèques.		160
— XI. — Psychologie juridique de Bonaparte. . . .		165
— XII. — Le Code du Siècle.		174
BIBLIOGRAPHIE		185
